



**qui
sème le vent
récolte la tapette**

**Une histoire des Groupes de libération
homosexuels en France de 1974 à 1979**

éditions tahin party







© 2018

(Pas de copyright...)

L'usage commercial reste soumis à l'accord de l'auteur.

Le photocopillage tue l'industrie du livre.

Le plus tôt sera le mieux !

ISBN 978-2-912631 -35-0



MATHIAS QUÉRÉ

QUI SÈME LE VENT RÉCOLTE LA TAPETTE



**UNE HISTOIRE DES GROUPES DE LIBÉRATION
HOMOSEXUELS EN FRANCE DE 1974 À 1979**



Heureusement qu'on est pédé, sinon la vie serait bien triste.

Jacques Prince

Féminisation

Nous avons choisi de féminiser le texte. La règle de grammaire “le masculin l’emporte sur le féminin” inscrit le patriarcat dans la langue, nous ne la respectons pas. Nous nous attachons plutôt à toujours faire apparaître les identités non masculines. Nous avons choisi plusieurs formes d’écriture inclusive tout en essayant de conserver une lecture fluide pour les personnes n’ayant pas l’habitude de ce genre de formes. Par exemple, nous écrivons “nos ami-es” pour désigner l’ensemble des personnes qui nous sont proches ou encore “tous et toutes”. Parfois, nous utilisons aussi la règle de proximité. Elle avait cours jusqu’au XVIII^{ème} siècle mais a été abandonnée pour la fameuse règle actuelle grâce à de très fines remarques telles que “parce que le genre masculin est le plus noble, il prévaut tout seul contre deux ou plusieurs féminins, quoiqu’ils soient plus proches de leur adjectif” (si, si, c’est véridique. Cherche un peu sur internet, on en trouve plein des perles comme celle-là. Qui peut dire maintenant que c’est pas une règle patriarcale et misogyne?). La règle de proximité nous fera dire par exemple que “des fauteuils et des chaises sont belles”, car le nom au féminin est le plus proche de l’adjectif avec lequel les deux mots s’accordent. Lorsque nous ne savons pas si des groupes étaient entièrement masculins ou non, nous féminisons tout de même car on ne sait que trop bien comment l’histoire à tendance à ne raconter que les faits des catégories dominantes, en effaçant les autres. Bien entendu, nous ne parlons jamais de l’Homme avec un grand H et au singulier pour parler de l’humanité toute entière, et nous trouvons même complètement incroyable que de telles aberrations soient encore possibles de nos jours. Toi aussi, change la langue et joue avec, tu verras c’est rigolo et pas si difficile.

Index

Au cours de votre lecture, vous pourrez remarquer que certains mots sont suivis d'une étoile : *. Cela veut dire que vous trouverez plus d'informations sur ces collectifs, ces termes ou ces personnes dans l'index, page 146. L'étoile apparaît lors de la première occurrence du mot.



SOMMAIRE



CHRONOLOGIE.....	10
INTRODUCTION.....	14
LA FRANCE DES ANNÉES 1970.....	22
CONTEXTE GÉNÉRAL.....	22
- Les année Giscard: une libéralisation politique, sociale et économique.....	22
- Post 68: de nouvelles formes de militantisme.....	24
RÉPRESSION DE L'HOMOSEXUALITÉ.....	28
LES PRÉMISSSES D'UN MOUVEMENT.....	32
- Arcadie.....	32
- Le FHAR.....	36
- Une visibilité médiatique croissante.....	42
ÉMERGENCE ET ORGANISATION DES GLH.....	48
D'UN GROUPE UNITAIRE À L'ÉCLATEMENT EN TENDANCES.....	48
DEVENIR VISIBLES.....	58
- Écrire et communiquer.....	58
- «Le ghetto c'est foutu, les homos sont dans la rue!».....	62
- Se mettre en réseau.....	68
DÉCLINER LES IDENTITÉS.....	74
UNE VISION RÉFORMISTE.....	74
UNE VISION RÉVOLUTIONNAIRE.....	77
LUTTER POUR SE TROUVER, EXISTER ET S'AIMER.....	82





SOMMAIRE



TERRAINS DE LUTTE : RUPTURES ET ALLIANCES.....	88
LES LIENS AVEC LA GAUCHE ET L'EXTRÊME GAUCHE.....	88
LES LIENS AVEC LE MOUVEMENT FÉMINISTE.....	92
LES LIENS AVEC LES AUTRES LUTTES.....	96
STRATÉGIES POLITIQUES.....	100
UNE COMMUNAUTÉ?.....	100
SORTIR DU "GHETTO"?.....	108
LA FIN D'UNE ÉPOQUE... ..	112
NOUVELLE PHASE DE RÉPRESSION.....	112
ESSOUFFLEMENT DES GLH.....	115
... ET LE DÉBUT D'UNE AUTRE.....	124
MULTIPLICATION DES PUBLICATIONS.....	124
RESTRUCTURATION DU MOUVEMENT.....	127
L'UEH, UN TOURNANT POUR LE MILITANTISME HOMOSEXUEL.....	131
CONCLUSION.....	136
INVENTAIRE DES SOURCES.....	140
BIBLIOGRAPHIE.....	144
INDEX DES NOMS.....	146
REMERCIEMENTS.....	154
ILLUSTRATIONS.....	162





CHRONOLOGIE



- 1954: création d'*Arcadie*.
- 10 mars 1971: naissance du *FHAR*.
- Septembre 1973: naissance de *Philandros*.
- Avril 1974: naissance du premier *GLH* à Paris.
- 1^{er} mai 1975: participation du *GLH* à la manifestation du 1^{er} mai aux côtés du *Mouvement de libération des femmes (MLF)*.
- Septembre 1975: création de la tendance *Groupe de base du GLH (GLH-GB)*.
- 14 décembre 1975: création des tendances *Politique et quotidien (GLH-PQ)* et *14 décembre*.
- 1975-1976: création de *GLH* dans de nombreuses villes françaises.
- 20 avril 1976: premier numéro de l'*Agence Tasse*.
- 25 avril 1976: dépôt d'une gerbe en souvenir des déporté-es homosexuel·les par le *GLH-GB* et le *GLF*.
- Mai 1976: *Quinzaine homosexuelle* organisée par le *GLH* de Lyon.
- 22-23 mai 1976: rencontre nationale des lesbiennes.
- 27 juin 1976: premier rassemblement homosexuel à Paris.
- Fin 1976: disparition de la tendance *14 décembre*.
- Début 1977: disparition de la tendance *Groupe de base*.





CHRONOLOGIE



- Février 1977: annonce par le *GLH* d'Aix-en-Provence de sa participation aux élections municipales.
- Avril 1977: premier numéro de *Diff/Éros*.
- 20-26 avril 1977: semaine homosexuelle à l'Olympic à Paris.
- Mai 1977: première rencontre nationale des *GLH*.
- Été 1977: rencontres internationales du Quercy.
- Janvier 1978: semaine homosexuelle à la Pagode à Paris.
- Hiver 1978: retour de la répression et de la censure pour la presse homosexuelle.
- Printemps 1978: deux candidatures homosexuelles aux élections législatives à Paris.
- Printemps 1978: disparition de la tendance *Politique et quotidien*.
- Printemps 1978: naissance des *Comités homosexuels d'arrondissement (CHA)*.
- 29 avril 1978: *États généraux de l'homosexualité* à Paris.
- 11 et 12 novembre 1978: rencontre nationale des *GLH* à Lyon.
- Avril 1979: naissance de *Gai Pied*.
- 15-21 juillet 1979: première *Université d'été homosexuelle (UEH)* à Marseille.
- Été 1979: naissance du *Comité d'urgence anti-répression homosexuelle (CUARH)*.



Rapport contre la normalité (extrait)

adresse à ceux qui sont comme nous

Vous n'osez pas le dire, vous n'osez peut-être pas vous le dire.

Nous étions comme vous il y a quelques mois.

Notre Front sera ce que vous et nous en ferons. Nous voulons détruire la famille et cette société parce qu'elles nous ont toujours opprimés. Pour nous, l'homosexualité n'est pas un moyen d'abattre la société, elle est d'abord notre situation et la société nous contraint à la combattre.

Nous ne faisons pas de distinctions entre nous. Nous savons que hommes et femmes homosexuels vivent une oppression différente. Les hommes trahissent la société mâle, les femmes homosexuelles sont aussi opprimées comme femmes.

Les hommes homosexuels bénéficient comme hommes d'avantages que les femmes n'ont pas. Mais l'homosexualité féminine est peut-être moins scandaleuse pour les hommes, qui l'ont utilisée comme un spectacle.

Les contradictions qui existent en nous, nous devons les poser.

Nous voulons savoir comment notre alliance avec le *MLF*

peut se faire sans soumissions à l'idéologie hétérosexuelle.

Nous avons besoin de vous pour le savoir.

La répression existe à tous les niveaux. Le bourrage de crâne de la propagande hétéro, on la subit depuis l'enfance. Elle a pour but d'extirper notre sexualité et de nous réintégrer dans le bercail naturel de la sacro-sainte famille, berceau de la chair à canon et de la plus-value capitaliste et stalino-socialiste.

On continue à vivre cette répression quotidiennement en risquant le fichage, la prison, la proscription, les insultes, les casses-gueules, les sourires narquois, les regards commiséreux. Nous revendiquons notre statut de fléau social jusqu'à la destruction complète de tout impérialisme.

À bas la société fric des hétéro-flics!

À bas la sexualité réduite à la famille procréatrice!

Aux rôles actifs-passifs!

Arrêtons de raser les murs!

Pour des groupes d'auto-défense qui s'opposeront par la force au racisme sexuel des hétéro-flics.

Pour un front homosexuel qui aura pour tâche de prendre d'assaut et de détruire la "normalité sexuelle fasciste".

FHAR, avril 1971



INTRODUCTION



Au printemps 2009, lors d'une lutte étudiante et de l'occupation des locaux d'une université bretonne, j'ai découvert sur une table de presse une brochure écrite par un groupe dont j'ignorais alors le nom. Intitulé *Rapport contre la normalité*, ce texte était signé par un acronyme ambitieux : *FHAR*, c'est-à-dire *Front homosexuel d'action révolutionnaire**. Les journées d'occupation peuvent être parfois longues et c'est sur le piquet de grève que j'ai entamé la lecture de ce recueil de textes. Pour la première fois, j'entrapercevais un récit de l'histoire de l'homosexualité en France. Pour la première fois, je découvrais que des gouines et des pédés se déclaraient en lutte et se revendiquaient comme des sujets révolutionnaires. Pour la première fois, je me reconnaissais dans des textes qui affirmaient que j'avais toute ma place dans une lutte sociale. L'émerveillement passé, j'ai arpenté librairies et bibliothèques à la recherche d'autres ouvrages, d'autres écrits qui s'attelaient à raconter mon histoire, notre histoire, l'histoire de l'homosexualité en France. La déception fut immense. Les étagères étaient vides ou presque. Je trouvais plus d'ouvrages sur la pathologisation de la sexualité que sur toute l'histoire de l'homosexualité. Il m'aura encore fallu plusieurs années pour découvrir l'existence des *Groupes de libération homosexuels*.

Ce livre est basé sur un mémoire universitaire en histoire. Une des questions que je me suis posées après avoir terminé ce travail était celle de sa restitution : comment le diffuser plus largement ? Si c'est le cadre de la fac qui m'avait permis d'entamer l'écriture de cette histoire, celle-ci ne lui était pas destinée. Il m'est alors apparu évident de chercher des pistes pour la sortir de cet espace où elle n'intéressait de toute façon que peu de personnes. L'édition de ce mémoire devint donc une possibilité.

Explorer l'histoire de l'homosexualité à l'université soulève encore aujourd'hui de nombreuses réticences. En France, l'histoire de la sexualité émerge dans les années 1980, mais les





recherches sur l'homosexualité se développent surtout à partir des années 2000. On peut ainsi citer l'ouvrage de Florence Tamagne, *Histoire de l'homosexualité en Europe*. Ces publications restent relativement peu nombreuses jusqu'aux années 2010, ce qui s'explique en partie par l'organisation de l'université qui cloisonne les disciplines, alors qu'étudier l'homosexualité implique nécessairement une démarche trans-disciplinaire. La théorie politique se mêle à l'histoire qui, régulièrement, fait des détours par la sociologie. Les études gays et lesbiennes et les théories queer se développent par exemple autour du séminaire le *Zoo* animé par Sam Bourcier, d'un colloque organisé par Didier Éribon en 1997 ou des mobilisations autour du PACS, adopté en 1999.

Le développement limité de cette histoire s'explique aussi par la distance maintenue entre les mondes académique et militant. Les chercheurs et chercheuses directement issues des mouvements sociaux des années 1970 craignent parfois une récupération institutionnelle de leurs savoirs. D'autres, qui choisissent ces études pour des raisons liées à leur propre sexualité, sont souvent soupçonnées d'entretenir une trop grande proximité avec leur objet. La distance entre les chercheurs, chercheuses et leurs objets d'étude serait supposée garantir un point de vue neutre ainsi que la validité de leurs conclusions.

Les traditions académiques, comme le reste de la société, persévèrent donc à maintenir un classement implicite entre les différents objets de savoir ; elles accordent visibilité et reconnaissance à certaines thématiques et en déprécient d'autres. L'université française, en conséquence, a longtemps jugé irrecevables les études LGBTQIA+¹, sous prétexte que leurs objets seraient marginaux et leurs auteur·es partiales ou partiaux. On peut soumettre l'idée que les spécialistes reconnus pour leur objectivité et leur distanciation n'accèdent cependant pas entièrement à la diversité des expériences, qui permet pourtant d'éclairer d'autres réalités. Je considère pour ma part

1-Lesbiennes, gays, bi-es, trans, queers, intersexes, asexuel·les et plus.





INTRODUCTION

ma propre subjectivité – les liens que j'entretiens avec les personnes et les histoires dont parle ce livre – comme une richesse incroyable. C'est tout d'abord cette subjectivité qui m'a poussé à vouloir écrire cette histoire en donnant la parole à celles et ceux qui avaient lutté. Aussi, je pense pouvoir affirmer que c'est cette même subjectivité qui m'a donné l'occasion de tisser des liens de confiance avec certains et certaines de ces militantes. Ces dernières, après une ou plusieurs rencontres, sortaient alors leur carnet d'adresse pour me donner le contact d'une camarade, d'un amant ou d'un ami qui, à son tour, allait pouvoir m'aider. Par conséquent, ces différentes rencontres m'ont poussé à la rigueur : être le plus juste et le plus consciencieux possible pour raconter cette histoire au plus près de "la vérité", mais aussi soumettre mes recherches et mes écrits à ces même personnes pour qu'elles puissent me donner leur avis, compléter ou complexifier certains faits, voire corriger mes erreurs.

L'irruption des homosexuel·les dans le paysage politique et militant est un fait majeur dans l'histoire de l'homosexualité. En France, elle survient au début des années 1970. Le premier *Groupe de libération homosexuel* apparaît en 1974. En l'espace de quelques années, c'est près d'une trentaine de *GLH* qui voient le jour à travers la France métropolitaine, donnant pour la première fois une dimension nationale au mouvement homosexuel. Ces groupes incarnent la succession politique du *Front homosexuel d'action révolutionnaire (FHAR)*, qui est principalement parisien. Même s'il existe différentes manières de penser et de s'organiser au sein des *GLH*, la majorité d'entre eux se retrouve sur un point : leur but n'est pas seulement d'obtenir des droits et de modifier des lois mais également de s'inventer en tant que mouvement. Il s'agit notamment de se définir dans le paysage politique et militant à partir du caractère subversif de l'homosexualité. Ils existent sous cette forme jusqu'en 1979 et s'inscrivent ensuite dans une nouvelle dynamique, plus réformiste, avec l'apparition du *CUARH** : le *Comité d'urgence anti-répression homosexuelle*. Il semble ici important de souligner, pour permettre une meilleure





compréhension des différentes tendances politiques de l'époque, que les catégories d'analyse "réformiste" et "révolutionnaire" sont actuelles. Si le courant que l'on appelle révolutionnaire, dans sa volonté de lutter pour l'avènement de la révolution, se revendiquait souvent comme tel, le courant appelé ici réformiste, c'est-à-dire dirigeant davantage ses luttes sur le terrain législatif et anti-répressif, ne se présentait pas pour autant ainsi. Une dynamique plus réformiste, donc, avec la constitution du *CUARH* qui est représentative d'un changement d'époque, symbolisé par l'abandon de « *la rhétorique radicale de l'oppression et de la libération pour celle, plus libérale, des droits et de la reconnaissance* ». ²

Au fil du temps, les homosexuel·les développent un monde, une sous-culture qui leur est propre mais qui ne se révèle que très peu publiquement. Cette nouvelle décennie représente pour eux et elles une prise de parole publique, dans un espace politique qui leur est farouchement hostile. Certainement que ce contexte si particulier que sont les années 1968 permet le surgissement d'un discours radical. Les *GLH* adoptent une rhétorique révolutionnaire et clament haut et fort la libération homosexuelle alors que d'autres invitent à la discrétion. En effet, on parle de militants et militantes qui se distinguent par le fait de vouloir vivre leur homosexualité au grand jour. Ainsi, proposer une histoire des *GLH* durant les années 1970 revient à s'intéresser à une certaine catégorie de la population homosexuelle. Les personnes qui apparaissent dans les archives sont principalement des hommes et sont majoritairement blanches. Nombre d'entre elles et eux viennent de milieux plus ou moins privilégiés économiquement, socialement ou culturellement, souvent étudiants et proches du monde intellectuel.

Le thème des transidentités est par ailleurs presque absent des sources auxquelles j'ai pu avoir accès, ce qui explique pourquoi il n'apparaît pas spécifiquement dans cette histoire. Cette absence résulte en partie de la composition des groupes :

2- Chauvin Sébastien, « Les aventures d'une "alliance objective" : quelques moments de la relation entre mouvements homosexuels et mouvements féministes au XX^{ème} siècle », *L'Homme et la Société*, n° 158, 2006.





INTRODUCTION

les personnes qui s'identifieraient aujourd'hui comme trans participent pour certaines davantage au *Centre du Christ libérateur (CCL)*. C'est une église protestante fondée en 1976 à Paris par le pasteur Joseph Doucé. Son église se veut un lieu d'accueil et d'écoute pour toutes les personnes en marge. Comme le souligne Jean-Paul Amouroux*, elle reçoit « *les plus minoritaires parmi les minorités* » et permet notamment à des personnes trans de trouver un accompagnement pour aller se faire opérer aux Pays-Bas.

L'absence de personnes trans aux *GLH* s'explique aussi par l'histoire de cette catégorie : dans la France des années 1970, on parle rarement de transsexualité, jamais de transidentité. Toutefois, des liens entre homosexualités et transidentités existent déjà auparavant, avec par exemple la figure de l'inverti dans les premiers discours sur l'homosexualité.

Le terme d'homosexualité est inventé à la fin du XIX^{ème} siècle en Autriche-Hongrie. Jusqu'alors, celle-ci est perçue comme une pratique. Nommer un état permet de le penser, le conceptualiser et, par ce biais, de constituer une identité. Avec l'invention du terme "homosexuel" se constitue une identité plus large que celle décrite par les termes précédents tels que "sodomites" ou "gougnottes", qui renvoyaient directement à des pratiques sexuelles. Les membres d'*Arcadie**, première organisation homosexuelle française apparue en 1954, se considèrent comme "homophiles", une manière de se présenter qui déssexualise l'identité et l'éloigne de la sodomie, sensée être infamante. Le *FHAR*, lui, milite pour donner une connotation politique à l'usage des termes "pédé" et "gouine" dans la perspective de renverser le stigmate. En s'appropriant l'injure qui leur est faite, ils et elles en font un concept politique et un outil d'émancipation. Les membres des *GLH*, si parfois ils se nomment "pédés" ou "gouines", se désignent dans la grande majorité comme "homosexuels" ou "lesbiennes". J'ai choisi dans ce texte de garder la manière dont les personnes s'auto-définissaient.



La fabrication du mot "homosexuel"

Le terme "homosexualité" est construit dans la seconde moitié du XIX^{ème} siècle, par l'association de "*homo*" ("semblable" en grec) et "*sexualis*" ("sexuel" en latin). "*Homosexualität*" apparaît d'abord en allemand en 1869, dans un texte du journaliste et écrivain hongrois Karl-Maria Kertbeny, pour la dépénalisation des relations sexuelles entre hommes. Bien qu'étant lui-même hétérosexuel, il écrit cet article à la suite du suicide d'un de ses amis. Le terme est ensuite diffusé par le médecin Richard von Krafft-Ebing, dans la seconde édition de son encyclopédie médicale publiée en 1884. Enfin, il est introduit en français à la même période par un autre médecin, Alexandre Lacassagne, dans ses *Archives d'anthropologie criminelle de médecine légale et de psychologie normale et pathologique*. Le terme "hétérosexualité" n'apparaît qu'en 1893 en allemand et en 1894 en français. Le mot "homosexualité", qui vise d'abord à lutter contre la répression des pratiques sexuelles entre individus de même sexe, est donc rapidement approprié comme une catégorie scientifique pour désigner une « *perversion* » ou une « *pathologie* ». Il s'impose progressivement face aux autres manières de nommer la diversité des pratiques sexuelles et des expressions de genre, proposées par les personnes concernées, comme "uranisme", "inversion", "troisième sexe"... C'est le renouvellement de leurs luttes en Europe de l'Ouest et en Amérique du Nord à partir des années 1970 qui permet aux homosexuel·les de s'appropriier ces catégories pour en imposer leurs propres définitions.

Il est important, pour comprendre l'histoire de l'homosexualité, d'en finir avec un prisme de lecture qui serait simplement celui d'une histoire des vaincu·es. Des stratégies de résistance ont existé, des formes d'organisation ont été mises en place pour pouvoir être, s'aimer et survivre même si elles n'étaient pas apparentes aux yeux de tous et toutes. Il est aussi important



INTRODUCTION

de se souvenir que l'histoire de l'homosexualité, pour reprendre les termes de l'historienne Florence Tamagne, n'est pas une inexorable marche vers l'émancipation, qui verrait « *le passage d'une longue période de répression, marquée par la peur des sanctions pénales et/ou sociales, à la libération du coming out* ». Au contraire, cette histoire est marquée par une succession d'avancées et de reflux : le progressisme et le conservatisme, la subversion et la normalité sont des catégories d'analyse évolutives qui ne peuvent être figées dans le temps. Éric Fassin, sociologue, explique que l'homosexualité, « *d'une époque à l'autre, [...] n'est en effet jamais, ni tout à fait la même, ni tout à fait autre* ». ³ Il s'agit peut-être alors, pour écrire une histoire des *Groupes de libération homosexuels*, de chercher à comprendre pourquoi, à un moment donné, l'homosexualité se constitue en programme politique à part entière. C'est déjà le cas avec le *FHAR* et cette dimension est renforcée par les *GLH*.



3- Fassin Eric, « Politique de l'histoire : *Gay New-York* et l'historiographie homosexuelle aux États-Unis », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 125, décembre 1998.





LA FRANCE DES ANNÉES 1970



CONTEXTE GÉNÉRAL

La constitution des *GLH* à partir de 1974 s'inscrit dans une configuration politique précise. Ils sont à la fois les héritiers des années 1968 et les contemporains d'une libéralisation politique, sociale et économique qui s'intensifie avec l'élection de Valéry Giscard d'Estaing en mai 1974.

LES ANNÉE GISCARD : UNE LIBÉRALISATION POLITIQUE, SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

Après une élection qui laisse la gauche aux portes du pouvoir et dans la situation économique difficile de la fin des contestables Trente Glorieuses⁴, la société française est dans l'attente de changements politiques et sociaux conséquents. Valéry Giscard d'Estaing, dans une logique politicienne implacable, a bien compris que les attentes des Français et des Françaises ont largement dépassé les propositions traditionnelles de la classe politique conservatrice. Ainsi, de larges pans de la population aspirent à plus de libertés collectives. Il l'a bien saisi et fait donc sienne une partie des revendications des mouvements sociaux, s'engageant à réviser l'arsenal législatif. Par cette manœuvre, il espère contenir les protestations et assurer sa popularité.

Le septennat débute par l'adoption de plusieurs réformes censées étendre les libertés individuelles. Entre juin et décembre 1974 sont donc adoptées toute une série de lois : le divorce par consentement mutuel, l'abaissement de la majorité à 18 ans, la suppression de l'autorisation parentale pour l'achat de contraceptifs et leur remboursement par la Sécurité sociale. Enfin, est soumis au vote des député·es un projet de loi visant à abolir celle de 1920 qui interdit l'avortement. Si ces

4- Ce qui a été qualifié de "Trente Glorieuses" est une période de croissance économique entre la fin de la Deuxième Guerre mondiale et le premier choc pétrolier, en 1973. Cette idée est aujourd'hui largement remise en cause car cette période était loin d'être "glorieuse" pour tout le monde...



transformations sont loin d'être symboliques, elles s'imposent suite aux contestations de mai 1968 et ne doivent rien au prétendu courage de Giscard. Pour preuve, elles sont adoptées malgré les tergiversations du gouvernement et les résistances d'une majorité qui reste farouchement conservatrice, adepte de l'ordre et de la morale. La loi sur le divorce et encore plus celle sur l'avortement ne sont votées que grâce aux voix des député-es de gauche.

Même si le gouvernement cherche à combler un fossé qui n'a cessé de se creuser depuis près d'une décennie, jamais la société française n'a semblé aussi cloisonnée, bloquée. De nouveaux courants de pensée anti-autoritaires et autogestionnaires, amplifiés par la révolte de mai 1968, sont mal ou peu perçus par les sommets de l'État. Entre les deux, la fracture est colossale. C'est dans ce contexte que Michel-Antoine Burnier et Bernard Kouchner entament une longue enquête pour comprendre à quoi ressemble la France en ce début des années 1970. Ce travail permet de rendre visible l'état de tension qui règne dans la société :

«La France bougonne, grommelle, conteste, se bat et se surveille. En 1970, les rêves se tarissent et s'opposent. Les femmes et les enfants refusent de jouer les doublures et parlent d'esclavage. Des prêtres se marient, d'autres retroussent leur soutane. Les volutes de la drogue retombent vite. On se met en ménage à quinze, on divorce à tour de bras [...]. À l'époque de la voiture et du Frigidaire, de la vente à crédit et des loisirs collectifs, là où des observateurs pondérés attendaient une génération raisonnable, la France découvre le romantisme de l'illégalité. Le phénomène prend une ampleur mondiale : devant le gâchis et les contradictions des sociétés bouleversées par les sciences et les techniques, une jeunesse que l'échec n'a pas encore démobilisée a tout à gagner dans le combat qu'elle mène contre une organisation dont elle est exclue. Gauchistes et contestataires ne sont pas les marionnettes d'un complot international. Fils naturels de notre société ils naissent du pourrissement des conformismes, du vieillissement des routines et des morales [...].



*Les gauchistes et les autres se révoltent parce qu'ils savent qu'on ne peut rien changer au long des voies élimées et bouffonnes des carcans politiques. Par la violence et l'ironie ils récusent le système tout entier, son enseignement et sa culture, son organisation sociale et son ordre policier [...]. Si les cris ne s'accordent pas encore, chaque Français est individuellement un rebelle».*⁵

Au-delà d'une société en crise et en parallèle d'un contexte économique qui se détériore, l'échiquier politique français connaît de profondes transformations. Souvent trop occupés à se combattre, les groupes de la gauche parlementaire, à l'image de la *Fédération de la gauche démocratique et socialiste (FGDS)* et du *Parti communiste français (PCF)**, ne savent pas comment engranger électoralement les aspirations des Français et Françaises après les événements de mai-juin 1968. Leur seule réponse sera de tenter une alliance de 1972 à 1977 qui se voudrait à même de renverser la droite, au pouvoir depuis 15 ans.

POST 68: DE NOUVELLES FORMES DE MILITANTISME

Avec les mouvements qui apparaissent en France au début des années 1970, à l'image de ce qui se passe dans de nombreux pays occidentaux, un certain type d'action politique et de militantisme – qui était jusqu'alors l'apanage des partis et des syndicats – se déplace et sort du cadre traditionnel. On passe de formes d'organisation politique verticales et hiérarchiques à des formes plus horizontales et autogérées.

Le développement de ces nouveaux mouvements sociaux est aussi largement lié aux bouleversements qui traversent l'extrême gauche. Ils adoptent une temporalité distincte des organisations d'extrême gauche classiques. L'idée d'un horizon révolutionnaire, radieux mais lointain, est lentement remplacée par des luttes inscrites dans le présent. Il existe une véritable volonté politique de transformer immédiatement les conditions de vie. Chaque mouvement dispose d'objectifs

5- Enquête citée dans Hamon Hervé et Rotman Patrick, *Génération*, tome 2, *Les années de poudre*, Paris, Seuil, 1990.



politiques singuliers bien que les liens soient nombreux entre tous et les luttes parfois communes.

Les *Groupes de libération homosexuels*, en tant que mouvement politique de l'homosexualité, s'inscrivent ainsi dans une dynamique militante plus large. Les mouvements féministes, eux aussi, incarnent ce renouvellement des pratiques, construisant leurs revendications dans le droit fil de la logique extra-parlementaire de l'extrême gauche. En effet, les féministes ne se contraignent pas à une organisation institutionnalisée ou à des objectifs progressifs et limités, propres aux partis. Leurs luttes visent des avancées concrètes pour les droits des femmes (l'avortement et la contraception, le divorce, etc.). De plus, elles remettent en cause les rôles de femme, mère ou épouse auxquels on les assigne et, de manière plus large, contestent le patriarcat. Avec pour mot d'ordre « *le privé est politique* », les féministes analysent les rapports sociaux entre les hommes et les femmes en termes de domination, d'aliénation et d'oppression spécifiques.

Le privé est politique

Grand slogan des années 1970 utilisé dans le cadre des mouvements de libération des femmes. Il vise à mettre en avant que le lieu privilégié de la domination masculine est la "vie privée". C'est par exemple dans le cadre du "foyer" qu'ont lieu les violences conjugales et l'exploitation domestique des femmes. Rendre le privé politique, c'est remettre en cause les valeurs de la famille nucléaire. Les femmes ne sont pas face à des problèmes individuels mais en lutte contre un système qui les assigne à une place de subalternes.

La mobilisation lycéenne et étudiante des années 1968 s'inscrit elle aussi dans cette forme de lutte. Elle dépasse le cadre d'une grève ou d'une manifestation, sans être affiliée à un parti à l'organisation verticale et à la ligne politique figée. Les étudiants et étudiantes prennent la parole elles-mêmes pour elles-mêmes, attitude politique que l'on retrouvera au sein des *GLH*. La sociologue Annick Percheron résume la situation



ainsi: « depuis 1968, et c'est un des plus grands changements intervenus, les jeunes ont appris à poser leurs problèmes non plus en termes individuels mais en termes collectifs et politiques ». ⁶

Parallèlement, de nouvelles thématiques et des luttes spécifiques permettent à la résistance ouvrière de transformer son cadre. Avec les années 1970 se développe en France la pratique de l'autogestion dont la *Confédération française démocratique du travail (CFDT)* se fait l'écho. La lutte autour de l'usine LIP, la grève de la CIP ou encore celle du Joint français en sont des exemples concrets. Il s'agit de prendre le contrôle de l'usine et de s'approprier les outils de production. Les méthodes de luttes se font aussi plus radicales: selon une note du ministère de l'Intérieur en juillet 1975, un conflit sur deux se déroule avec une occupation des bâtiments, des piquets de grève et la séquestration des cadres et des patrons.

Mobilisations ouvrières dans les années 1970

Au début des années 1970, les luttes sociales sont encore très majoritairement des conflits de classes entre les ouvriers et ouvrières d'un côté et le patronat de l'autre. Les conflits du travail naissent souvent dans des usines réunissant un grand nombre de salarié-es, où il existe une forte culture ouvrière qui s'appuie sur les grèves et affirme l'importance de l'organisation collective et de la lutte des classes. Le conflit social le plus médiatisé des années 1970 est très certainement celui des *LIP*. Entre 1973 et 1976, le leader de l'horlogerie française est confronté à l'une des premières restructurations spéculatives. LIP compte alors 1300 salarié-es, dont la moitié sont des femmes, et une personne sur deux est syndiquée. Avec l'appui de la *CFDT*, les ouvriers et les ouvrières se réapproprient leur outil de travail et produisent des montres pour leur propre compte, les vendent, et mettent ainsi en place une forme d'autogestion au travail, avec le slogan « *C'est possible, on fabrique, on vend, on se paie!* ». La lutte mobilise des

6- Percheron Annick, « Se faire entendre: morale quotidienne et attitudes politiques des jeunes », *La Sagesse et le désordre*, Paris, Gallimard, 1980.



dizaines de milliers de personnes à travers la France et l'Europe entière, notamment lors de la grande marche LIP du 29 septembre 1973 qui réunit plus de 100 000 manifestant-es. Face à l'absence de reprise, l'entreprise LIP est finalement liquidée le 12 septembre 1977. Le 28 novembre, après de longs débats, les *LIP* fondent six coopératives parmi lesquelles figurent Les Industries de Palente dont les initiales sonnent toujours LIP. L'affaire LIP marque un changement radical du ton syndical et la montée des mouvements "spontanés" largement relayés dans les médias.

La grève du Joint français est une grève des ouvrières de l'usine du Joint français (filiale de la Compagnie générale d'électricité) à Saint-Brieuc qui dure huit semaines. Elle commence le 15 février 1972 et s'achève le 8 mai, la direction ayant cédé aux revendications. La lutte est plus longue à la Confection industrielle du Pas-de-Calais (CIP), où les ouvrières sont en grève de 1975 à 1977. Après l'annonce du dépôt de bilan, elles occupent l'usine, là encore avec l'appui de la *CFDT*. La vie personnelle de chacune est prise en compte, et les célibataires restent plutôt la nuit pour permettre aux ouvrières ayant des enfants de s'en occuper. L'organisation collective est ici féministe, les ouvrières prenant acte que lors de la grève des *LIP*, la situation des femmes n'avait pas toujours été considérée.

Le champ contestataire s'élargit et investit l'écologie; on lutte contre l'implantation d'une centrale nucléaire à Malville et à Fessenheim. Le Larzac devient un lieu incontournable de la lutte anti-militariste, mais aussi de l'expérimentation et de l'autogestion.

Il en va de même pour les mouvements des personnes immigrées, qui concernent souvent leurs conditions de vie et de travail. À l'image de l'époque, les moyens d'action se radicalisent. Elles luttent non seulement dans leurs usines, mais aussi dans les foyers Sonacotra en région parisienne et contre les expulsions



du territoire, avec de nombreuses grèves de loyer et grèves de la faim. Les problématiques internationales comme celle de la Palestine sont aussi mises sur le devant de la scène.

Ces différentes luttes ont en commun de venir questionner les normes et les marges, d'utiliser et de diffuser de nouvelles pratiques. Les *Groupes de libération homosexuels* s'inscrivent pleinement dans le développement de ces dynamiques. Malgré tout, cette réinvention de la vie militante ne doit pas faire oublier un cadre judiciaire et répressif encore conséquent, tout particulièrement en ce qui concerne les minorités, quelles qu'elles soient.

RÉPRESSION DE L'HOMOSEXUALITÉ

Même si la majorité sexuelle est fixée à 15 ans, les actes homosexuels sont répréhensibles lorsqu'au moins un ou une des deux protagonistes n'a pas la majorité civile. Dans les faits, la majorité sexuelle des homosexuel·les est de 21 ans jusqu'à l'élection de Giscard. S'il la réduit de trois ans en passant la majorité civile à 18 ans, l'homosexualité continue à être sous le coup de tout un arsenal de lois répressives. Cette situation va influencer certaines revendications des futurs *GLH*.

Jusqu'en 1942, aucune loi ne qualifie l'homosexualité de crime contre-nature, les motifs de condamnation visant les homosexuel·les ayant été supprimés lors de l'adoption de la constitution de 1791. Malgré cela, durant le XIX^{ème} siècle, le pouvoir politique trouve d'autres moyens de répression. La régulation des désordres sexuels est rendue possible par l'adoption des articles 331 (condamnant les attentats à la pudeur), 334 (excitation de mineur·e à la débauche) et 330 (outrage public à la pudeur) du code pénal. C'est donc tout un dispositif législatif qui est mis en place pour inculper de manière indirecte les homosexuel·les. Par une ordonnance du 6 août 1942, qui modifie l'article 334 du code pénal, Pétain réintroduit de manière explicite dans le droit français la pénalisation des relations homosexuelles: « sera puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans [...] quiconque aura [...] pour satisfaire ses propres passions, commis un ou plusieurs

actes impudiques ou contre nature avec un mineur de son sexe âgé de moins de vingt et un ans». Lorsque de Gaulle arrive au pouvoir, par une ordonnance du 8 février 1945, son ministre de la Justice, François de Menthon, catholique et résistant, confirme la loi de Pétain en affirmant qu'elle ne donne lieu à aucune critique. Cette législation est la conséquence d'un discours de la Résistance qui se base largement sur des valeurs liées à la virilité en opposition avec une France prostrée et soumise durant l'Occupation. En 1960, le député Paul Mirguet parvient par l'adoption d'un amendement à faire qualifier l'homosexualité de fléau social, au même titre que l'alcoolisme ou la tuberculose.



Le rejet de toute forme d'homosexualité par les pouvoirs publics s'exprime également au sein de la brigade des mœurs de la préfecture de Paris, avec l'existence d'un groupe de contrôle des homosexuel·les. Même si aucune loi ne criminalise les relations homosexuelles entre adultes, dans les faits les homosexuel·les sont donc tout de même réprimé·es.

Les condamnations pour homosexualité avec une personne de moins de 21 ans relèvent des tribunaux correctionnels et appartiennent aux infractions dites "contre les bonnes mœurs et la morale" parmi lesquelles on trouve, à titre indicatif, le proxénétisme ou encore le racolage. Comme le souligne l'*Agence Tasse*, un bulletin d'information qui relaie les nouvelles

des *GLH*, les poursuites sous le coup de cet article 330.1, baissent régulièrement au cours de la décennie. Au cours de l'année 1971 ce sont 306 personnes qui sont poursuivies, 297 en 1972, 251 en 1973, 147 en 1974, 179 en 1975 et 117 en 1976. À titre de comparaison, 424 condamnations sont prononcées pour la seule année 1966.⁷ Ces chiffres, il faut le souligner, ne concernent ni le détournement de mineur·e, ni les outrages à la pudeur, ni l'excitation de mineur·e à la débauche, mais bien le seul délit d'homosexualité. Il faut aussi avoir à l'esprit que ces chiffres ne prennent pas en compte les condamnations des mineur·es, qui sont jugé·es par les tribunaux pour enfants.

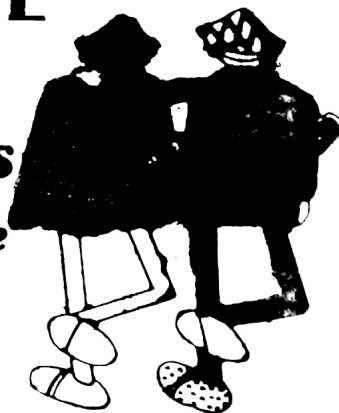
Une grande partie de l'extrême gauche, la gauche et tout particulièrement le *Parti communiste* ont longtemps considéré l'homosexualité comme un vice petit-bourgeois, une dégénérescence capitaliste dont les ouvriers et ouvrières seraient épargnées. L'*Agence Tasse* publie en 1976 un dossier juridique, proposant des statistiques établies par Daniel Guérin*, militant homosexuel et anarchiste, qui donnent à voir les condamnations pour délit d'homosexualité à partir des catégories socio-professionnelles. Celles-ci, il faut le garder à l'esprit, concernent presque exclusivement des hommes. Pour l'année 1971, ce sont 123 ouvriers et ouvrières qui sont condamnées, représentant 44,6 % des condamnations totales pour une représentation de 37,8 % de la population active. En comparaison, les professions libérales et les cadres supérieur·es – cette catégorie des petits-bourgeois, justement – représentent, avec 8 condamné·es, 3,81 % des condamnations. Il faut bien sûr rapporter cette population à la part qu'elle occupe dans la population active (c'est-à-dire 4,9 % selon les

7- « Infraction homosexualité », *Agence Tasse*, n° 10, 5 octobre 1976. Par ailleurs, beaucoup d'informations ont été trouvées dans l'*Agence Tasse* ou les divers bulletins des *GLH*. Pour simplifier la lecture, nous avons choisi de ne pas les citer à chaque fois. Tous les numéros qui ont été utiles à la rédaction de cet ouvrage sont référencés dans le corpus de sources. Pour plus de précisions, il est possible de se référer au mémoire sur lequel est basé ce livre. Vous pouvez le trouver en ligne : Quéré Mathias, "*Qui sème le vent récolte la tapette*", *une histoire des Groupes de libération homosexuels en France de 1974 à 1979*, Toulouse, 2016, 208 p.

chiffres de Guérin) et ne pas oublier que les plus privilégiés disposent de plus de ressources lorsqu'il s'agit de se soustraire à la répression, mais cela suffit amplement à remettre en cause cette idée véhiculée par une grande partie de la gauche.

NON A LA REPRESSION QUOTIDIENNE ET LEGALE DE L'HOMOSEXUALITE

HOMOSEXUELS
HOMOSEXUELLES
Sortons du silence
Organisons nous!



GROUPE de
LIBERATION HOMOSEXUEL •

PERMANENCES A LA LIBRAIRIE LIB 33 26 RUE SAINT JAMES
Mercredi 14h à 16h Samedi 16h à 18h **BORDEAUX**

La répression de l'homosexualité ne passe pas seulement par une répression policière ou judiciaire, elle est largement exercée dans la société. Dans son ouvrage sur *Arcadie*, Julian Jackson*, historien britannique, nous propose les résultats de trois sondages réalisés en 1975, 1979 et 1980. Ceux-ci donnent quelques indications sur le rapport de l'opinion publique à l'homosexualité. Pour l'année 1975, quand on les interroge sur l'homosexualité, 42% des personnes enquêtées considèrent que c'est une maladie à guérir, 24% pensent que c'est un comportement comme un autre et 22% soutiennent que c'est une perversion à combattre. La question suivante s'intéresse à la manière dont des parents réagiraient à la nouvelle de l'homosexualité de leur enfant. 3% affirment que cela ne les dérangerait pas, 16% pensent que cela « *me ferait de la peine, mais je le laisserais vivre comme il veut* », 34% chercheraient à le faire changer et 38% seraient « *profondément choqué et [...] feraient tout pour le faire changer* ». Les résultats pour les années 1979 et 1980 sont pratiquement identiques à ceux de 1975. Ces sondages montrent invariablement que l'acceptation de l'homosexualité reste très limitée.

C'est dans ce contexte mêlant tout à la fois velléités révolutionnaires et conservatisme répressif qu'apparaissent *Arcadie* et le *FHAR*, précurseurs des *GLH*.

LES PRÉMISSSES D'UN MOUVEMENT

L'histoire de l'homosexualité n'est ni une histoire linéaire ni une lente évolution vers l'émancipation et la libération. Différents groupes se succèdent, se nourrissant les uns les autres, se contredisant parfois. Il est possible de parler d'une reformulation et d'une reconfiguration permanente des stratégies militantes. Deux groupes ont une grande importance – même si chacun différemment – dans l'apparition, le développement et la définition des *Groupes de libération homosexuels* : il s'agit d'*Arcadie* et du *FHAR*.

ARCADIE

Arcadie est aujourd'hui reconnue comme la première organisation homosexuelle française. Longtemps méprisée, elle a retrouvé



sa place dans l'histoire homosexuelle grâce à l'historien Julian Jackson. C'est l'exclusion d'un *Groupe jeune d'Arcadie* qui est à l'origine du premier *GLH* parisien. Dans la construction identitaire des *GLH*, la référence à *Arcadie* est régulière: c'est un contre modèle.

Arcadie – nom choisi en référence à une région grecque réputée pour sa "douceur de vivre" – est fondée en 1954 et menée d'une main de fer par André Baudry jusqu'à ce que celui-ci décide de la dissoudre en 1982. Pendant près de quinze ans, jusqu'à l'apparition de l'éphémère *Comité d'action pédérastique révolutionnaire (CAPR)**, *Arcadie* est la seule organisation homosexuelle en France. Tout d'abord organisée autour d'une revue, elle se dote à partir de 1957 d'un lieu, un Club privé à Paris, où sont organisées conférences, projections et moments de convivialité. Loin de ce que la mémoire militante a pu en retenir, il est aujourd'hui important de souligner que la situation qu'affrontent les fondateurs d'*Arcadie* est particulièrement complexe et qu'ils ne se contentent pas, comme il leur a été reproché, de raser les murs. Ils prennent des risques conséquents pour exister. *Arcadie* propose un espace de sociabilité distinct et a pour ambition de rassembler ce qu'André Baudry appelle le peuple homophile en une sorte de communauté. La rencontre avec *Arcadie* pour ses adhérents et adhérentes implique des situations particulières. Pour certains et certaines, l'organisation représente une première initiation au monde homosexuel, une première étape qui sera suivie par de nombreuses autres. Il y en a aussi pour qui *Arcadie* est un espace de sociabilité homosexuel parmi d'autres. Pour quelques-uns et quelques-unes, enfin, l'organisation représente une toute nouvelle façon de vivre leur homosexualité, dont elle devient le centre.

Même s'il dispose de représentants et représentantes dans différentes villes françaises, c'est un mouvement – tel qu'il se revendique à partir de 1975 – majoritairement parisien. Au cours de ces années 1970, critiquée de toute part, *Arcadie* vit pourtant son âge d'or. La revue revendique entre 12 000 et 15 000 abonné-es en 1972, 25 000 en 1974 et 30 000 en 1975. Ce qu'il y a d'intéressant à *Arcadie*, c'est la volonté de comprendre qui sont ses membres et de définir sociologiquement



leur parcours. Cela permet donc de présenter un échantillon de ce qu'est la population homosexuelle en France à la fin des années 1960 et au cours des années 1970. On parle ici d'échantillon car les membres d'*Arcadie* sont des individus qui, d'une certaine manière, plus ou moins explicite, reconnaissent leur homosexualité et cherchent à sortir de l'isolement, ce qui est loin d'être le cas de la majorité de la population homosexuelle en France. En 1974 une grande enquête est menée par la revue auprès de ses adhérentes et adhérents et ce sont quelques 1000 réponses qui sont obtenues. Les personnes de plus de 60 ans représentent 8,1% des membres (contre 23,1% dans la population). On constate aussi une légère surreprésentation des hommes entre 25 et 40 ans. La moitié des membres habite Paris et sa région. Sur le plan social, les professions libérales et les membres de la classe moyenne dominant largement. Ils représentent 39% des membres alors que celles et ceux de la classe ouvrière ne sont que 7% et que 3% sont étudiants ou étudiantes. Il est par ailleurs fondamental de souligner qu'*Arcadie* est une organisation presque exclusivement masculine même si des lesbiennes ont pu chercher à s'y regrouper elles aussi.

En 1977 *Arcadie* envoie un autre questionnaire à ses adhérentes et adhérents de "province" pour connaître leur mode de vie. Les quelques 500 réponses obtenues donnent une image particulièrement sombre de la vie des homosexuel·les au milieu des années 1970 en France. 50% d'entre elles et eux vivent seul·es, 25% vivent avec des parents et 9% sont marié·es dans un couple hétérosexuel. Seul 15% déclarent vivre avec un ou une « *ami·e* ». Dans le même temps, 25% n'ont aucune vie sexuelle et près de 26% ne disposent d'aucun contact avec le milieu homosexuel. Quand ce contact existe, il passe pour 18% d'entre elles et eux par *Arcadie* uniquement. 45% des personnes interrogées déclarent fréquenter d'autres homosexuel·les, alors que 40% ne connaissent pas même un ou une autre arcadienne. En ce qui concerne la question du coming out, dans un quart des cas, ni famille ni ami·es ne sont au courant de leur homosexualité. Dans le même temps, la moitié d'entre eux et elles s'est confiée à quelques personnes et le dernier



quart affirme ne pas se cacher. Enfin, dans le cadre professionnel, dans les deux tiers des cas, personne ne le sait.

Arcadie conçoit d'une façon toute particulière l'homosexualité et la manière dont elle doit s'exprimer dans l'espace public. C'est ce positionnement qui lui attire les foudres des organisations homosexuelles militantes des années 1970. Dans le bulletin numéro 76 de l'organisation, André Baudry affirme que « *la masse homophile [...] doit vivre dans un tel silence, confondue dans la société, que rien ne pourra la faire remarquer* ». Il va même jusqu'à apporter son soutien à l'ordre moral et à la famille traditionnelle hétérosexuelle que tant d'autres haïssent. « *Loin de porter atteinte à la moralité publique nous l'élèverons [...]. Nous ne portons pas davantage atteinte à la Famille, à l'esprit de Famille, à la stabilité familiale* ». Se fondre dans la masse implique aussi selon André Baudry de présenter une image respectable de l'homosexualité. C'est dans ce sens qu'il réfuse toutes celles et ceux qui souhaitent se présenter sous un autre jour. Dans la rubrique *Le mot du mois* du numéro 273 de la revue, il s'adresse ainsi à toutes les formes d'homosexualité qu'il considère comme déviantes: « *Pourquoi ne connaît-on de vous que vos excès, vos délires, vos tapages, vos excentricités, votre obsession du sexe et rien que le sexe? Puisque vous désirez – exigez – être admis par la société [...] pourquoi alors donnez-vous de votre personnalité cette image misérable, triste, nauséabonde parfois, peu ragoutante souvent, pourquoi faites-vous peur?* » « *Pourquoi depuis des siècles avons-nous toujours donné une si piètre image de ce que nous sommes?* ». Ces tristes allégations, qui incarnent bien la nécessaire rupture entre *Arcadie* et les groupes plus radicaux que sont le *FHAR* et les *GLH*, permettent de mieux comprendre la haine et le mépris que les organisations homosexuelles révolutionnaires d'alors portent à *Arcadie*.

André Baudry considère qu'*Arcadie* doit s'adresser à trois publics : les homosexuel·les, les élites – celles et ceux qui font l'opinion – et enfin le public hétérosexuel au sens large. Il le fait dans le but de faire avancer les mœurs, dans la perspec-



tive de pouvoir les influencer et pousser à un changement de législation. *Arcadie* ne s'est jamais conçue comme un mouvement politique traditionnel; sa direction rejette la notion d'une action militante classique. Pour André Baudry, il n'est « *pas question de hisser un drapeau ni une banderole* » et il refuse de voir *Arcadie* manifester dans la rue. L'organisation est donc accusée par ses détracteurs et détractrices de très peu contribuer à faire évoluer les dispositifs législatifs malgré les discours en ce sens. Il est cependant intéressant de noter que lors de son colloque les 23 et 24 avril 1977 qui réunit près de 400 délégué-es à Reims, Marc Daniel, l'un des principaux responsables du mouvement, rappelle les deux thèmes du combat mené par *Arcadie*, qu'elle voudrait en dehors de toute revendication politique: « *l'évolution des mentalités dans la société et la modification de certains textes de loi en vigueur dans le pays et stigmatisant les homosexuels* ».

Cette recherche permanente de la discrétion et cette fameuse revendication d'un droit à l'indifférence génèrent des conflits récurrents avec les *GLH* qui eux, au contraire, revendiquent le droit d'exister et le droit à la différence.

LE FHAR

Depuis 1967, Ménéie Grégoire, animatrice à RTL, présente une émission de radio intitulée *Allô, Ménéie* qui cherche à vulgariser la psychanalyse et s'intéresse aux questions ayant trait à la sexualité. Le 10 mars 1971 à la salle Pleyel à Paris, l'émission est consacrée à « *l'homosexualité ce douloureux* »





problème». Elle est rapidement interrompue par un groupe de militants et militantes, féministes et homosexuel·les. Cette action restera dans les mémoires, le *FHAR* la considérant comme sa genèse. Un peu plus d'un mois après, le 23 avril 1971, c'est le journal mao-spontanéiste *Tout!* qui lui ouvre ses pages, grâce au double engagement de Guy Hocquenghem* qui y participe et qui deviendra une figure majeure du mouvement homosexuel français. Le *FHAR* y publie ses textes fondateurs. Il donne à voir pour la première fois la question de l'homosexualité dans un journal distribué en kiosque. Ce numéro 12 du journal est par ailleurs rapidement saisi et Sartre, son directeur de publication, mené en justice. Sa diffusion lance véritablement le groupe. À partir de la fin du mois de mai 1971, des réunions hebdomadaires se tiennent dans un des amphithéâtres de l'École des Beaux-Arts. «*À la première [réunion] nous étions une trentaine. Le jeudi suivant une centaine et au moment des départs en vacances un millier*» note Guy Hocquenghem*. Les participants et participantes font état d'un désordre et d'un chaos sans nom lorsqu'elles évoquent la tenue de ces rencontres. Il faut dire qu'un groupe en particulier formé par les folles* du *FHAR*, les *Gazolines*, met tout en œuvre pour rendre les discussions impossibles et ainsi ne pas reproduire l'univers du militantisme traditionnel qu'elles trouvent sclérosant.

Un autre coup d'éclat du *FHAR* est sa participation, de concert avec les féministes du *MLF**, à la manifestation du 1^{er} mai 1971. C'est la première apparition publique de l'homosexualité dans l'espace politique traditionnel. Le *FHAR*, à l'instar du mouvement homosexuel étasunien, célèbre l'idéologie du coming out, loin du paradigme de respectabilité que cherche à professer *Arcadie*. «*Lesbiennes et pédés, arrêtons de raser les murs*»⁸: ce mot d'ordre reflète avec justesse cette volonté politique de sortir de l'ombre, d'exister au grand jour. Coécrit notamment par Guy Hocquenghem, Pierre Hahn* ou encore Françoise d'Eaubonne* durant l'été 1971, le *Rapport contre la normalité* peut être considéré comme le manifeste politique du

8- Front homosexuel d'action révolutionnaire, *Rapport contre la normalité*, Paris, Champ libre, 1971.





FHAR. Ce recueil est à la fois un cri de rage et d'existence mais aussi un procès à charge contre toutes les formes de répression : la médecine, la justice, la psychiatrie.

Si le *FHAR* est d'abord créé à Paris par une majorité de lesbiennes féministes, les assemblées générales des Beaux-Arts se convertissent rapidement en un lieu de drague masculine. Des orgies se déroulent dans les alcôves de l'école, à l'abri des regards. Comme le souligne l'historien canadien Michael Sibalis, il y a une « *déconnexion évidente entre les visées politiques du FHAR et les attentes plus prosaïques de la plupart des jeunes hommes présents à ces réunions* ». ⁹ Ces assemblées représentent pour nombre d'entre eux l'un des espaces de rencontre et de sociabilité en dehors, entre autres, de la rue Sainte-Anne et du jardin des Tuileries. ¹⁰ Cette hypersexualisation des espaces couplée à une sur-représentation masculine entraînent le départ des lesbiennes, qui avaient dès 1971 fondé un groupe non-mixte : les *Gouines rouges*. La perspective politique du *FHAR* est alors rapidement battue en brèche et, du fait de son manque d'organisation, le groupe s'essouffle dès 1973. À la demande de l'administration de l'école, la police disperse la dernière assemblée générale début 1974.

Contrairement aux *GLH*, le *FHAR* refuse d'être un groupe organisé et s'imagine bien plus comme une expérimentation collective. C'est contre toute forme d'organisation qu'il se définit : « *le FHAR [...] n'est que l'homosexualité en marche.* »

9- Sibalis Michael, « Le mouvement de libération gay (1960-1990) » dans Gianni Alain et Hekma Gert (dir.), *Révolutions sexuelles*, Paris, La Musardine, 2015.

10- Hauts lieux de drague parisiens. La rue Sainte-Anne représente la dimension marchande du "ghetto" alors que les jardins des Tuileries et sa drague, dans l'appréhension d'une descente de la brigade des mœurs ou des "casseurs de pédés", se rapproche plus d'une version sauvage du "ghetto".



Tous les homosexuels conscients sont le FHAR [...]. Oui, nous sommes une nébuleuse de sentiments et d'actions». Au-delà de se penser comme homosexuel·les, les militantes et militants du FHAR sont avant tout révolutionnaires, et de ce fait en opposition totale avec *Arcadie*. C'est ce qui caractérise certainement de façon fondamentale ce groupe. Si le FHAR est révolutionnaire, ce n'est pas seulement dans l'attente du grand soir. Il revendique avec force que le privé est politique et remet en question la virilité masculine, veut mettre à mal la construction des rôles sociaux et aspire à détruire la famille hétéropatriarcale. C'est aussi ce groupe qui théorise pour la première fois l'idée d'un "ghetto homosexuel" et qui construit un discours politique encourageant à s'en extraire et à le détruire.

Le "ghetto"

On peut donner ici la définition du ghetto proposée par le *Dictionnaire des cultures Gays et lesbiennes*, qui établit que « si, à l'origine, le terme "ghetto" désigne les quartiers où les juifs étaient assignés à résidence, son sens s'est progressivement étendu pour désigner plus largement les espaces urbains où se regroupent certaines communautés, voire l'état de ségrégation dont elles sont victimes. Le mot, appliqué aux gays et lesbiennes, et les polémiques qu'il suscite reflètent l'état des débats autour de la question homosexuelle à un moment de son histoire».¹

On parle de deux types de ghetto, le "ghetto marchand" et le "ghetto sauvage". Le premier rassemble tous les lieux commerciaux et officiels du type boîtes, bars, restaurants, etc. et le second est constitué de lieux de sociabilité officieux, de drague comme les pissotières, les jardins publics, etc.

1- Éribon Didier (dir.), *Dictionnaire des cultures gays et lesbiennes*, Paris, Larousse, 2003, p. 218.



Le *Front homosexuel d'action révolutionnaire (FHAR)* est devenu par le biais du discours militant une référence majeure dans la mémoire homosexuelle en France. Pour reprendre le titre d'un article du politiste Massimo Prearo, il ne représente qu'un « *moment* » dans l'histoire de l'homosexualité, peut-être même une « *simple parenthèse* » et non le début du mouvement homosexuel.¹¹ Le *FHAR* est le référentiel permanent des *GLH*; ces derniers, à sa disparition, en prennent le relais politique. Il s'inscrit par ailleurs dans un discours de libération sexuelle caractéristique d'une époque et propose une nouvelle acceptation de l'identité homosexuelle.

Gouines rouges

En 1970, une cinquantaine de lesbiennes du *MLF* et d'*Arcadie* se réunissent au Club de Baudry. Elles sont vite priées de se réunir ailleurs car jugées trop radicales. Françoise d'Eaubonne répond à cela que « *vous dites que la société doit intégrer les homosexuels, moi je dis que les homosexuels doivent désintégrer la société!* ». Elles se retrouvent alors à l'école des Beaux-Arts. Ce groupe, devenu mixte mais comptant encore une majorité de lesbiennes, se baptise *FHAR* en mars 1971. Il ne faut que peu de temps pour que les hommes y affluent et que les lesbiennes ne se retrouvent plus dans ce qu'exprime le groupe. « *Le FHAR, qui veut unir lesbiennes et pédés, reflète cependant dans sa composition l'oppression des femmes contre laquelle il entend aussi lutter* », regrette l'introduction du rapport du *FHAR*.

Reprochant au *MLF* de s'intéresser majoritairement à des questions concernant les hétérosexuelles et au *FHAR* sa misogynie, des lesbiennes vont alors petit à petit créer leur propre groupe. Marie-Jo Bonnet raconte que « *dans*

11- Prearo Massimo, « Le moment 70 de la sexualité : de la dissidence identitaire en milieu militant », *Genre, sexualité & société*, n° 3, printemps 2010.

l'amphithéâtre des Beaux-Arts, nous sommes une cinquantaine venues de tous les horizons et dont l'âge varie entre vingt et trente-cinq ans. [...] Nous avons distribué des tracts à l'entrée des boîtes de femmes, à Pigalle, chez Moune, nous avons organisé une fête aux halles en juin 1971 pour "fêter dans la joie le commencement de notre révolte, sortir de nos ghettos, vivre enfin notre amour au grand jour", comme disait le tract. Nous nous sommes réunies chez les unes et les autres, et un jour nous ne sommes plus revenues aux AG du FHAR. Nous sommes alors devenues un groupe du MLF, un de ces nombreux groupes informels qui se constituaient autour d'un sujet, pour préparer une action ou tout simplement explorer les motivations profondes de notre révolte. C'est un fait qui peut paraître étonnant aujourd'hui, mais nous n'avions pas d'autre revendication que vivre notre amour au grand jour. C'était un temps de genèse, et nous voulions tout à la fois être visibles et ne pas nous enfermer dans le ghetto de l'homosexualité. Cette contradiction ne nous inquiétait pas. Engagées dans un mouvement iconoclaste et une dynamique de contestation radicale du pouvoir mâle, nous voulions construire nous-mêmes notre identité.»

Quant au choix du nom, « "Gouines rouges", c'est ainsi qu'un gauchiste nous a interpellées alors que nous vendions [notre revue] Le Torchon brûle. [...] Pour lui, "Gouines rouges" désignait toutes les féministes, bien sûr » affirme Monique Wittig.

Sur la fin du groupe, début 1973, Marie-Jo Bonnet dit que « les réunions des Gouines rouges se sont ensuite espacées, bien que Monique Wittig nous poussait à devenir plus visibles. Mais trop jeunes, inexpérimentées, privées de modèles identitaires et de culture propre, nous n'étions pas prêtes à affronter le regard extérieur pour nous affirmer ailleurs que dans le Mouvement de Libération des femmes ».

UNE VISIBILITÉ MÉDIATIQUE CROISSANTE

La libéralisation progressive de la société française permet à de nombreuses thématiques de trouver un écho au-delà des cercles où elles étaient jusqu'alors cantonnées: l'homosexualité en fait partie. La loi du 7 août 1974 démantèle l'Office de radiodiffusion-télévision française (ORTF) et amène plus de variété dans la production télévisuelle. La parution de nouveaux journaux et la fin de la censure pour d'autres publications permettent aussi la démocratisation et la visibilité de discours longtemps maintenus sous silence.

En mai 1975, après plus de vingt ans d'interdiction d'affichage, la revue *Arcadie*, par une décision du ministre de l'Intérieur Michel Poniatowski, reparait à nouveau dans les kiosques. Cette première liberté concédée entraîne d'autres. La revue *Homo* retrouve elle aussi la vente libre et en 1976 apparaît une nouvelle publication nommée *Dialogues homophiles*. Dans le numéro 2 de *l'Agence Tasse* en date du 5 mai 1976, une analyse des différents journaux et revues homosexuelles permet aussi de prendre la mesure de cette presse spécifique foisonnante mais que la censure a rendue difficile d'accès. Cette revue cite, en plus de celles déjà mentionnées, *Olympe*, *In*, *Hommes*, *Don*, *Andros* et *Sexpol* (qui, même si elle traite régulièrement d'homosexualité, n'est pas une publication spécifiquement homosexuelle).

La diffusion à une heure de grande écoute d'une émission sur l'homosexualité représente un véritable tournant: le mardi 21 janvier 1975, Antenne 2, dans son programme *Les dossiers de l'écran*, consacre un dossier à l'homosexualité précédé par la diffusion d'un film inspiré de l'œuvre du romancier Roger Peyrefitte, *Les amitiés particulières*. Près de 19 millions de téléspectateurs et téléspectatrices suivent cette soirée. Une première émission médicale à laquelle ont participé l'écrivain Yves Navarre, et l'arcadien André Baudry a déjà été diffusée sur cette chaîne le 29 novembre 1973 mais celle-ci n'a obtenu que le quart de l'audience de l'émission de 1975. Au cours du débat qui suit la diffusion du film, sont présents sur le plateau

quelques écrivains: Yves Navarre, en compagnie de Jean-Louis Bory et de Roger Peyrefitte. Les autres invités sont un prêtre, un endocrinologue et un neuropsychiatre ainsi que Paul Mirguet, auteur de l'amendement qualifiant l'homosexualité de fléau social. André Baudry représente *Arcadie* et s'indigne qu'aucune femme n'ait été invitée. Le débat est relativement favorable à l'homosexualité et le député Mirguet est mis en difficulté par l'ensemble des autres intervenants. C'est au cours de cette émission que Jean-Louis Bory tient les propos suivants, qui vont nourrir une réflexion autour de l'identité homosexuelle: « *il y a une réalité homosexuelle et si je suis là, c'est parce que l'homosexualité existe. Je n'avoue pas que je suis homosexuel, parce que je n'en ai pas honte. Je ne proclame pas que je suis homosexuel, parce que je n'en suis pas fier. Je dis que je suis homosexuel parce que cela est* ».

L'événement qui accélère la prise de parole publique des homosexuel·les est la création le 4 janvier 1973 par Jean-Paul Sartre et Serge July, un ancien de la *Gauche prolétarienne*, du journal *Libération*. Son mot d'ordre tranche avec ce que sont les journaux de l'époque: « *Libération sera ce que ses lecteurs en feront* ». Jean-Luc Hennig*, homosexuel et professeur de français, est suspendu à cette même époque par l'Éducation nationale pour avoir fait lire l'ouvrage du FHAR, *Trois milliards de pervers*, à ses élèves. Il commence alors à travailler à *Libération* et devient le premier relais entre le journal et le mouvement homosexuel. Le journal se dote également d'une rubrique de petites annonces, *Chéri(e)*, par le biais desquelles hommes ou femmes, homosexuel·les comme hétérosexuel·les, peuvent se mettre en contact. Cette prise de position en faveur de l'homosexualité vaut plusieurs procès au journal, notamment pour « *outrage aux bonnes mœurs* » et « *excitation à la débauche* ». Très rapidement après sa création, des grandes figures homosexuelles rejoignent le journal à l'image de Guy Hocquenghem, ancien du FHAR, qui y fait son entrée en 1976, bientôt rejoint par des anciennes des *Gazolines* – tendance folles du FHAR – comme Hélène Hazera ou encore Michel Cressole. Le dramaturge et dessinateur Copi se joint lui

HONDADA-MOTARD

seul cherche un ami motard stable et sérieux (joindre photo) même sans bécano mais expérimenté dans la conduite à deux. Assurance tous risques garantie.

FLASH. Mec 28 ans depuis peu en RP mais fatigué par le ghetto (frustrant) cherche à rencontrer des garçons de 18 à 26 ans pour des rapports à définir selon le flash mutuel. Réponse à tous.

LES MATINS DE PLUIE.

J'aimerais rester avec toi au lit, ne pas aller au boulot ne plus voir la gueulle du patron, te faire l'amour tout le jour. Les matins de pluie... petit cœur tendre 19 ans cherche très jeune cœur à aimer au masculin très singulier. Réponse assurée aux très jeunes cœurs.

ET + Homme quarantaine 1M72 62 kgs aimerait rencontrer jeune homme 25/35 ans très grand pour relations et +. Photo souhaitée et retournée.

LE SALE ! Il avait 18 ans mognon gentil et vivait avec moi. Il est parti avec une femme. Qui veut le remplacer ? A 25 ans je suis jeune. Billet de train en retour a meilleures lettre et photo... Amoureux de la mer à vos plumes et moi à la votre...

aussi au journal avec, par exemple, sa fameuse "femme assise" discutant avec un canard ou un gastéropode.¹² L'intérêt du journal pour la question homosexuelle est conséquent. Voilà comment en parle Frank Arnal, cofondateur du journal *Gai Pied*: «Libération a publié plus d'informations sur l'homosexualité en huit ans que l'ensemble de la presse quotidienne française depuis 1881». Nombre des GLH se constituent en publiant dans *Libération* une petite annonce pour se retrouver et se rencontrer. Les *Groupes de libération homosexuels* ne sont souvent que de petits groupes rassemblant quelques dizaines de personnes au maximum mais leur impact dépasse de loin leur taille grâce à la publicité qui leur est faite par le journal. Ainsi, Jean Le Bitoux*, figure historique des GLH, réussit de manière audacieuse en juin 1977 à faire publier en une du journal un article sur la commémoration des émeutes de Stonewall, un rassemblement de seulement 300 personnes. Pour reprendre les termes de l'historien Julian Jackson, si le journal *Le Monde* représente le soutien des élites à *Arcadie*, *Libération* devient la voix du gauchisme homosexuel.¹³

12 - Il est important de souligner que la participation de ces personnalités au journal est la conséquence de leur proximité avec les milieux intellectuels et artistiques.

13- Jackson Julian, *Arcadie: la vie homosexuelle en France, de l'après-guerre à la dépénalisation*, Paris, Autrement, 2009.

Les émeutes de Stonewall

En juin 1969, des émeutes éclatent pendant plusieurs nuits dans le quartier de Greenwich Village à New York, suite à une énième descente de police au Stonewall Inn. Ce bar est fréquenté par les personnes les plus marginalisées dans la communauté homosexuelle : trans, travesti-es, gays efféminés, noir-es ou latinos et latinas, jeunes ou précaires. Si ces émeutes sont les plus emblématiques, d'autres ont déjà eu lieu les années précédentes. En août 1966 par exemple, dans le quartier de Tenderloin à San Francisco, des femmes trans et quelques jeunes gays réagissent à leur exclusion de la cafétéria Compton par les gérants et au contrôle policier qui s'ensuit. Ces émeutes marquent aux États-Unis le début des mobilisations contre les persécutions des homosexuel-les et des trans. Dans le mouvement international, elles sont commémorées chaque année par les *Marches des fiertés LGBTQIA+* (plus couramment appelée *Lesbian & Gay pride*).

La sphère de la culture et du show-business est elle aussi perméable à la question homosexuelle. Les références à celle-ci se font de plus en plus nombreuses dans la chanson. Dans l'opéra rock *Starmania* de Michel Berger en 1977, Fabienne Thibeault chante *Un garçon pas comme les autres (Ziggy)*. En 1978, la chanson de Charles Trenet *L'Abbé à l'harmonium* laisse planer quelques sous-entendus ; cette chanson fait suite à *La flûte du maire* qui est, elle aussi, pleine d'ambiguïtés. Patrick Juvet fredonne qu'il « *fait des rêves immoraux de garçons enlacés* ». Un groupe de théâtre travesti nommé *les Mirabelles* présente à Aix-en-Provence en 1974 un spectacle intitulé *Fauves* et obtient une reconnaissance conséquente. En passant de la scène off du festival d'Avignon à des représentations parisiennes, cette troupe propose une succession de spectacles qui font référence à l'homosexualité, comme *Les Guérilléroises* ou encore *Les Oiseaux de nuit*. Le psychanalyste Félix Guattari leur consacre même un article dans *Libération*.

LA FRANCE DES ANNÉES 1970

L'homosexualité semble gagner en visibilité, tout du moins dans ce monde du spectacle et du show-biz.





ÉMERGENCE ET ORGANISATION DES GLH



D'UN GROUPE UNITAIRE À L'ÉCLATEMENT EN TENDANCES

Tout commence par la constitution en 1971, au sein même d'*Arcadie*, d'un groupe de jeunes homosexuel·les. Elles et ils se proposent de réfléchir à des problématiques qui leur sont propres et essayent de rompre l'isolement qui les entoure, que ce soit au sein de leur famille ou à l'école. Au sein du mouvement homophile, un numéro de la revue mensuelle leur est confié. Il tranche par son contenu avec les bulletins habituels d'*Arcadie*. Loin des positions réactionnaires d'André Baudry, ce numéro parle de marxisme et affirme qu'il ne peut y avoir de solidarité entre, par exemple, un patron et un ouvrier homosexuels. La rupture avec l'organisation a lieu quelques temps plus tard lorsque le groupe organise un débat au Club, local d'*Arcadie*, durant lequel la question des folles est évoquée, sujet honni par Baudry. Un militant propose ensuite d'aller s'enchaîner à une statue; une forme d'action publique qui répugne depuis toujours le fondateur de l'organisation. Des membres plus anciens se plaignent également des plus jeunes auprès de leur guide qui s'adresse alors à ces derniers et dernières en s'exclamant: « *Je ne veux plus vous voir, le groupe est noyauté par le PC, dehors!* ». Les dirigeants de la commission jeunes, Jean-Pierre Januel et Jean-Pierre Matteï, tous deux effectivement militants du *Parti communiste français*, sont expulsés d'*Arcadie* puis rejoints par tous les membres de la commission, qui s'opposent aux pratiques autoritaires de Baudry. L'ironie de la situation fait que le numéro de la revue coordonné par les jeunes militants et militantes ne sort qu'après leur expulsion du Club, en septembre 1973. Après leur mise au ban, ils et elles se posent la question de la suite; la commission se scinde en deux. Une première tendance, qui poursuit la ligne politique arcadienne, disparaît aussitôt et la seconde, en opposition avec la première, adopte un nouveau nom: *Philandros**. Au bout de quelques semaines *Philandros* ne regroupe plus qu'une demi-douzaine de personnes. La princi-



pale question qui anime le groupe est celle de sa structuration en association alors que, par sa nature, elle est considérée comme "contraire aux bonnes mœurs" et ne peut donc légalement bénéficier de ce statut.

En avril 1974, le nom du groupe change pour adopter celui de *Groupe de libération homosexuel*. La question de l'action militante est posée et la première initiative du groupe est d'aller distribuer des tracts sur le marché de la rue de Bretagne. Le jour du tractage personne n'ose véritablement passer à l'action. Comme le souligne Michel Heim*, « sans doute le GLH n'aurait-il pas survécu à cette difficulté de passage à l'acte si, à ce moment précis, nous n'avions pas été contactés par d'anciens participants du FHAR ».¹⁴ Se joignent également au GLH dès septembre 1974 des militants et militantes d'autres groupes ayant disparu comme ceux et celles du journal *l'Antinorm*. Même si l'arrivée de ces nouvelles personnes est salvatrice pour le tout jeune GLH, il subsiste la crainte de voir se rejouer la fin chaotique des réunions du FHAR. Comme le souligne des années plus tard Michel Heim, ils et elles redoutent que « le seul souci de satisfaire [leur] libido l'emport[e] sur l'action militante pour laquelle [elles et ils étaient] en principe réunis ». Dans une logique d'organisation et de structuration, le GLH nomme un président, Jean-Paul Amoureux, et se dote d'un manifeste en sept points intitulé *Manifeste programme pour la libération des homosexuels*. Ce premier GLH se veut ouvert, « sans distinction d'opinion philosophique, politique ou religieuse. Sans ségrégation raciale ou nationale »^s Il revendique par ailleurs, en opposition totale avec l'image de respectabilité d'*Arcadie*, « tous les différents types de comportement homosexuels. Les homosexuels efféminés, les hypervirils, les travestis, etc. [...] doivent pouvoir faire entendre leurs revendications propres, par et avec les moyens du groupe ».

14- « Témoignage de Michel Heim ». Les documents d'archives qui racontent les premiers moments sont rares et difficiles d'accès. Le témoignage précieux d'un ancien militant du GLH, Michel Heim, permet cependant de reconstituer sa courte histoire. Malheureusement, ce témoignage, publié sur le site internet de Jacques Girard*, aujourd'hui hors-ligne, n'est plus accessible publiquement.





L'action militante se met rapidement en place et prend de l'importance. Au début de l'année 1975, le *GLH* compte une trentaine de militants et militantes. Les distributions de tracts sur les marchés se font nombreuses, tout comme l'affichage ou encore l'inscription du sigle *GLH* à la bombe sur les pissotières¹⁵ qui n'ont pas encore été détruites. Il partage aussi un local avec un groupe anti-militariste rue du Faubourg-Saint-Denis et tient une permanence tous les vendredis soirs. Au cours du mois de février 1975 le local est plastiqué par un « *groupe d'intervention nationaliste* ». Cet attentat met le *GLH* à la rue et ouvre une période de flou. « *Privé de lieu d'ancrage, [il] n'allait pas tarder à dériver pour finir par se déchirer* », racontera Michel Heim.

Sans local, le nouveau bureau politique ne se réunit jamais et ses responsabilités s'en trouvent de plus en plus diluées. À sa tête, Alain Huet* cherche à préserver l'unité du groupe. Les premières crispations se font sentir autour de la participation à la manifestation du 1^{er} mai 1975. En cette journée symbolique, les membres du *GLH* s'interrogent sur leur participation : faut-il y aller ? Et si oui, faut-il aller à la marche du matin avec les organisations d'extrême gauche ou alors à celle de l'après-midi, qui regroupe les partis politiques traditionnels et les syndicats ? Dans un bulletin des *GLH*, on lit que « *le désir d'engagement politique de certains militants n'est guère partagé par d'autres et le débat pour la participation au défilé [...] manque de provoquer une scission* ». Finalement, la décision prise est de suivre les deux cortèges. Par ailleurs, Michel Heim souligne que les assemblées générales du *GLH* deviennent par la suite de plus en plus théoriques et prennent le pas sur l'action militante. Une grande majorité des anciens et anciennes de *Philandros* ne se reconnaît plus dans les débats d'alors et se retire progressivement du groupe.

L'été marque une pause durant laquelle Alain Huet, Jean Le Bitoux et Michel Heim, trois fortes personnalités du *GLH* qui

15- Les pissotières, en plus d'être des toilettes publiques, sont devenues, dans une logique de réappropriation du mobilier urbain par les homosexuels, un lieu de drague privilégié du "ghetto sauvage".





prendront chacun la tête d'une des futures tendances, se rendent ensemble au congrès de la *Campaign for homosexual equality* (CHE) à Sheffield en Angleterre. Suite à ce voyage, les désaccords au sein du groupe s'accroissent. On a d'un côté celles et ceux qui voient l'opportunité de constituer en France une sorte de CHE de tendance réformiste et de l'autre ceux et celles qui souhaitent davantage développer une tendance "lutte de classes". Michel Heim, dans son témoignage, relativise ces tensions qui auraient divisé révolutionnaires et réformistes. Selon lui, les querelles idéologiques cachent, pour beaucoup, des problèmes entre les personnes et le contexte socio-économique ne permet plus de réellement maintenir un discours révolutionnaire tel qu'auparavant.

Campaign for homosexual equality (CHE)

La CHE est l'une des plus vieilles organisations homosexuelles au Royaume-Uni. Fondée en 1964, elle revendique, dans une logique réformiste, l'égalité des droits entre homosexuel·les et hétérosexuel·les. Au milieu des années 1970 la CHE compte près de 5 000 membres et environ 100 groupes locaux.

Dans le même temps, les premiers membres du GLH se sentent dépossédés de l'organisation car, selon eux, les militants et militantes plus récentes se l'approprient en la vidant de ses principes fondateurs. On ne peut par ailleurs observer ces scissions sans y voir un processus classique chez les groupes d'extrême gauche qui consiste à constituer une myriade de chapelles, son ou sa plus proche camarade devenant souvent son ou sa meilleure ennemie.

Les 13 et 14 septembre 1975, un week-end de réflexion est consacré à la question du mouvement homosexuel. Alors qu'il n'existe déjà plus de pratiques collectives comme les distributions de tracts sur les marchés, la tension est telle dans le groupe que certains et certaines commencent à parler d'exclusion. Ce week-end permet la confrontation d'idées qui marque une nouvelle crise au sein du GLH et esquisse les





futures tendances. Le débat se cristallise de nouveau entre réformistes et révolutionnaires, cette fois autour de la lecture des luttes homosexuelles, de l'historique et des analyses d'*Arcadie* et du *FHAR*. Une tendance qui assume une position réformiste – autour de la dépénalisation de l'homosexualité par exemple – commence à s'organiser en dehors du *GLH*. C'est la tendance du XVIII^{ème} arrondissement, lieu des réunions du groupe.

Un second week-end de réflexion, supposé atténuer les tensions internes, est proposé avec la préparation, en amont, d'un bulletin intérieur où toutes les tendances doivent pouvoir s'exprimer. Les rapports entre les différents courants sont toujours particulièrement agressifs et la cohabitation entre tous et toutes n'est déjà plus possible. Certains membres, qui ont commencé à se réunir dans le XI^{ème} arrondissement, lancent donc une invitation générale pour se retrouver les 13 et 14 décembre 1975 au centre international de la Villa Montsouris. Le groupe du XVIII^{ème} arrondissement décline cette invitation en envoyant une lettre signée par tous ses membres, actant de ce fait une première scission. C'est la naissance du *GLH Groupe de base**. Une deuxième scission, prévisible au vu des longs mois de débats, éclate autour du texte porté par un certain Jacques Mao. Celui-ci y écrit que « *les ouvriers sont nos meilleurs alliés et les femmes nos pires ennemies* ». Les lesbiennes, représentées dans cette rencontre par un groupe nommé *Les Pétroleuses*, n'apprécient guère ce genre de discours. Un conflit éclate et aboutit à la formation de deux groupes distincts : d'un côté, le *GLH 14 décembre** – dont la dénomination provient du jour de la scission – et de l'autre le *GLH Politique et quotidien (GLH-PQ)**.

Bien évidemment, les versions divergent sur les événements. La tendance *Politique et quotidien* est accusée d'une prise de pouvoir dans le but d'imposer sa ligne politique. Elle est aussi accusée d'avoir obligé les indécis et les indécises à choisir entre elle et le *Groupe de base*. Jean Nicolas*, un membre du *GLH-PQ*, argue quant à lui que ce sont ceux du *GLH 14 décembre* qui ont choisi la rupture en s'étant « *notamment*





opposés à la convergence de [leur] lutte avec celles des femmes et du mouvement ouvrier». Si ces ruptures mettent fin à la perspective d'un grand mouvement homosexuel, Jean-Pierre du *GLH-PQ* relativise la situation deux ans plus tard en développant l'idée que « *la scission du GLH a permis à chaque groupe de se développer; il y a parfois des scissions qui sont utiles* ».

Paris se retrouve ainsi avec trois tendances politiques homosexuelles à la fin de l'année 1975. Jean Nicolas confirme aussi que la majeure activité des groupes avant les scissions est le « *torpillage [des] différentes tendances qui [veulent] s'exprimer* ».

Trois tendances donc. La première, le *GLH XVIII^{ème}*, plus communément appelée *Groupe de base (GB)*, fonctionne avec des groupes de quartier et un groupe dirigeant – qui se retrouve affublé du qualificatif de "comité des sages" par les membres de la tendance *14 décembre*. La perspective première du *GLH-GB* est de rassembler le plus grand nombre d'homosexuel·les, quelle que soit leur condition, pour former un véritable mouvement de masse. Il est en cela l'héritier des principes de *Philandros* et du *GLH* d'origine – aussi appelé *GLH unitaire*.

Vient ensuite le *GLH-PQ* pour qui les homosexuel·les « *doivent tenir leur place dans le front général anti-répression actuel* ». Il revendique une certaine proximité avec les mouvements ouvriers et les mouvements féministes.

Enfin, le *GLH 14 décembre* refuse « *le pouvoir et les structures trop contraignantes* » et revendique un certain mépris pour le discours militant. Plus tard ses membres écriront sur eux-mêmes que « *sur le plan théorique, ils¹⁶ ont une liste de lieux communs qui les définissent globalement et un manifeste ouvert où chaque membre apporte sa propre contribution, contradictoire ou non avec la précédente (les lieux communs ont été écrits un après-midi de beuverie)* ».

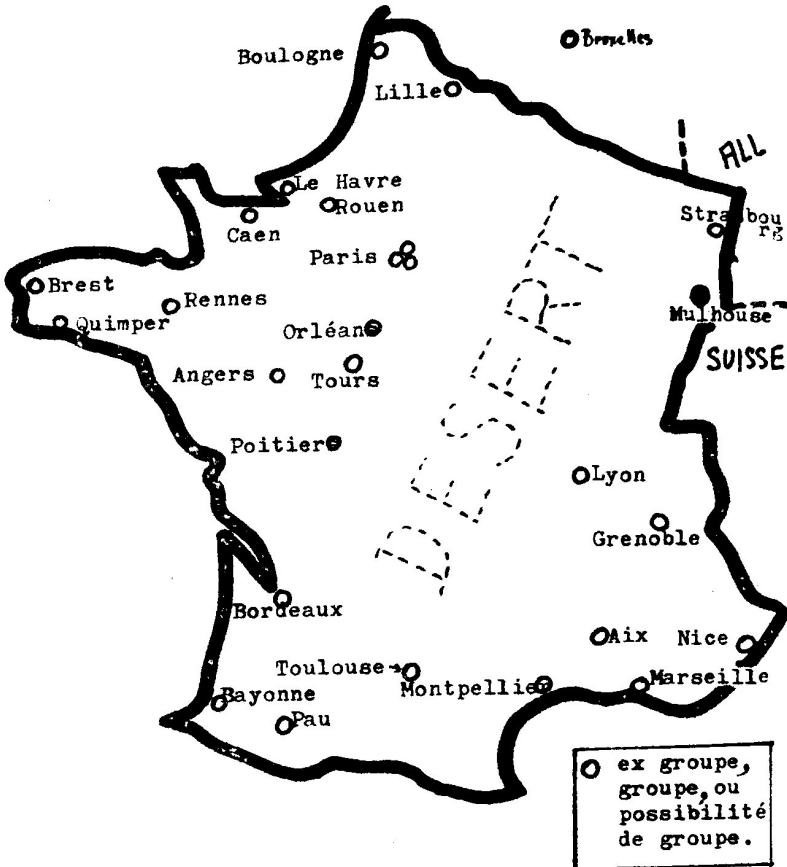
16- Dans ce texte, les membres du *GLH 14 décembre* parlent bel et bien d'eux à la troisième personne.



ÉMERGENCE ET ORGANISATION DES GLH

Lorsqu'on étudie les mouvements militants homosexuels français, on se rend compte que la question de la répartition géographique est centrale, avec une forte prédominance des villes. Beaucoup de groupes et d'événements sont à Paris. Il ne s'agit pas seulement d'un centralisme parisien : on peut assez facilement établir que les homosexuel·les y migrent quand ils ou elles le peuvent, attiré·es par tout ce qu'une capitale propose et particulièrement l'anonymat.

Malgré ce centralisme parisien et même si *Arcadie* et le *FHAR* comptaient quelques représentants et représentantes en région, les *GLH* sont les premiers groupes à se développer





véritablement dans de nombreuses moyennes et grandes villes métropolitaines. Le premier *GLH* à se constituer hors de Paris est celui de Mulhouse. Il se forme en mars 1975 après la parution d'une petite annonce dans *Libération*. L'utilisation du journal à cette fin est courante. L'*Agence Tasse*, bulletin d'information du mouvement homosexuel, en donne un autre exemple: « *ça fait deux fois que l'on voit, dans Libé, l'annonce demandant aux personnes intéressées d'Angoulême et de sa région à créer un GLH, de venir avec Libé sous le bras, square du Palet* ». À Rouen, dès octobre 1975, quelques personnes se rencontrent pour échanger autour de l'homosexualité et de leur propre vécu; c'est à partir de l'obtention d'un local en janvier 1976 qu'un *GLH* y prend vraiment forme. Le groupe de Lille, quant à lui, s'attribue pour jour de naissance le 3 décembre 1975. Dans d'autres villes, la création d'un groupe se fait plus tardivement. À Orléans, par exemple, la constitution du groupe date de juillet 1976. Si la création des groupes est relativement étalée dans le temps et si certains n'éclosent pas avant 1977 ou 1978, c'est malgré tout au cours des années 1975 et 1976 que la majorité des villes voit apparaître un premier regroupement. Par ailleurs, les groupes se font et se défont, meurent et renaissent de leurs cendres. Certains n'ayant que peu de membres, il suffit que quelques militants ou militantes s'en aillent pour que la dynamique collective s'en trouve affectée. C'est le cas du groupe de Montpellier qui s'exprime dans le *Bulletin des GLH province* numéro 2: « *c'est une lettre un peu désespérée que je vous envoie car le GLH de Montpellier traverse une bien triste période (et je me demande même si l'on peut encore appeler notre petit noyau un groupe). Pratiquement toutes les personnes qui faisaient partie du groupe l'an dernier ont été dispersées pour différentes raisons* ».

Il ne s'agit pas ici de faire l'inventaire complet de tous les *GLH* de France. Dans ce même bulletin une carte est éditée par le groupe de Mulhouse qui propose la liste de tous ceux se revendiquant des *GLH*. Il en dénombre 28 à la fin de l'année 1976. Il est cependant nécessaire de préciser que si certains groupes ont une production écrite relativement conséquente,





ce qui permet de s'y attarder un peu et de tenter de retracer leur histoire, d'autres – soit parce qu'ils sont trop éphémères, soit parce que les sources ne sont pas disponibles – ne sont en réalité qu'un nom, parfois avec une adresse. C'est le cas du *GLH* de Brest qui ne propose pas une seule communication. Son existence n'est attestée que par son adresse quelques fois publiée par ces différents organes de presse.

La genèse des groupes est souvent similaire. Au départ, il y a un ras-le-bol commun face à la répression qui vise les homosexuel·les et un "ghetto" assez similaire d'un endroit à l'autre. Il existe souvent une ou plusieurs boîtes, quelques bars, ou un restaurant pour ce qui est du "ghetto marchand". Le "ghetto sauvage", lui, est composé de quelques pissotières – quand elles existent encore –, de gares, de berges ou encore de jardins publics. Du côté de Rouen sont ainsi recensés dans les écrits du *GLH* les jardins Solférino et Saint Maclou. Que ce soit par une petite annonce dans *Libération* ou par affichage – souvent à l'université – ce sont quelques personnes qui se retrouvent. À Rouen, la première rencontre a lieu suite à un affichage, vers octobre 1975. Des réunions périodiques sont tenues et c'est près d'une vingtaine de personnes qui essaient de se rencontrer et d'échanger autour de leur condition. Si cette envie de partage est souvent le point de départ d'un groupe, celle d'engager une action politique apparaît rapidement. Il s'agit « *d'élargir la discussion, d'amener un débat sur l'homosexualité, une action vers l'extérieur, de créer un lieu de rencontre alternatif au ghetto des boites, et à l'isolement* ».

Le noyau de ces groupes est dans un premier temps restreint. À Rouen, il n'est d'abord composé que de quatre à cinq personnes pour atteindre par la suite une dizaine de membres. La majorité de ces *GLH* garde un aspect groupusculaire même si les prises de contact sont plus nombreuses. Le *GLH* de Mulhouse, qui semble avoir un certain goût pour les statistiques, annonce qu'après un an et demi d'existence, 79 hommes et 6 femmes ont pris contact d'une manière ou d'une autre avec lui.



La grande majorité des militants et militantes sont soit des étudiantes soit des intellectuelles. Les membres des *GLH* sont principalement issus des milieux politiquement libéraux et privilégiés d'un point de vue socio-économique. Malgré les discours d'ouverture et la volonté de s'adresser à tous et toutes, les classes populaires sont largement absentes de ce processus d'organisation.

Après la constitution d'une entité *GLH* se pose la question de l'existence physique du groupe. Au départ, une simple boîte postale constitue souvent la seule forme de contact.

Malgré des discours encourageant le coming out, de fortes discriminations entraînant la peur de se présenter en tant qu'homosexuel-le compliquent les rassemblements et la visibilité publiques. Certains groupes se retrouvent ainsi dans l'arrière-boutique d'une librairie, comme à Bordeaux avec la librairie Parallèle, d'un restaurant, comme à Lyon où elles et ils se réunissent aux Tables Rabattues, ou d'un local associatif, à l'instar du *GLH* de Marseille qui se réunit à la Crieé. Lorsque c'est possible, les groupes tentent d'obtenir un véritable local. À Rouen, à partir du mois de janvier 1976, le *GLH* obtient un lieu pour se retrouver, prêté par un club de science-fiction. Disposer d'un local permet non seulement d'organiser des réunions et de donner une matérialité au groupe mais aussi de proposer des permanences d'accueil et de faciliter les rencontres.

Les *GLH* qui se forment sur tout le territoire français sont des groupes autonomes, qui se constituent en fonction d'une réalité locale et de l'initiative de quelques personnes. Il est cependant important de noter que les *GLH* parisiens, surtout la tendance *Politique et quotidien*, sont relativement présents dans l'accompagnement des autres groupes. Ils peuvent leur





apporter leur expérience, un certain soutien logistique ou même des contacts. Le *GLH* de Bordeaux, dans son texte de présentation du *Bulletin des GLH province* numéro 1, reconnaît que le soutien du *GLH-PQ* lui permet de tenir le coup. L'éditorial du numéro 2 est encore plus explicite: « *des groupes de province n'auraient pas démarré si, à certains moments Paris n'avait pas assuré un relais, si des contacts avec des copains de Paris n'avaient pas été possibles* ». Ce lien avec Paris est aussi idéologique. De nombreux groupes adoptent un manifeste ou une plateforme qui a des bases proches ou communes avec un groupe parisien, et particulièrement avec la tendance *Politique et quotidien*.

DEVENIR VISIBLES

ÉCRIRE ET COMMUNIQUER

Afin de se constituer en mouvement, de communiquer entre les différentes villes, de se structurer et de s'organiser, des membres des *GLH* développent plusieurs organes de presse autonomes. Le premier est l'*Agence Tasse*, un bimensuel d'information.

Dès le mois d'octobre 1975, quelques militants et militantes des différentes tendances parisiennes (encore regroupées au sein du *GLH unitaire*) se retrouvent pour penser un bulletin d'information qui leur serait spécifique. Ils et elles passent alors une petite annonce dans *Libération* appelant à la constitution d'un groupe pour éditer un journal sur « *les luttes des minorités sexuelles* ». Le journal est enregistré légalement comme étant le bulletin de l'*APPELS** (*Association populaire pour l'éducation et la libération sexuelle*). Utiliser cet acronyme relativement vague relève d'une stratégie souvent utilisée par les groupes homosexuels pour échapper à la censure tout en ayant une existence légale. Le choix du nom *Agence Tasse*, en plus d'être un clin d'œil à l'agence de presse soviétique éponyme (TASS), n'est pas seulement lié à la tasse en porcelaine reproduite sur la première page de chaque numéro, représentant « *celle du thé de la femme au foyer* ». C'est aussi le





mot d'argot utilisé pour désigner les pissotières. Ce choix ne semble pas partagé par tout son lectorat. Françoise B. de Paris



dénonce le fait que la tasse est « *le lieu, par excellence, du ghetto masculin et n'a donc rien à voir avec la "libération"* ». Les rédacteurs du journal se justifient en arguant que « *la tasse est le lieu des plus misérables du ghetto masculin homosexuel. Si nous voulons nous battre pour nous libérer, nous changer, et notre vécu, et la société qui le rend tel qu'il est, il nous faut partir de ce qui est et de nos contradictions, de la répression et de l'auto-répression qui en résulte. [...] Il faut assumer nos contradictions avant de les dépasser* ».

Le premier numéro paraît le 20 avril 1976 et est tiré à 600 exemplaires. Le tirage du deuxième est presque doublé et le troisième atteint 1 300 exemplaires. Sa diffusion, nationale, se fait d'abord par abonnement¹⁷ sous pli ouvert ou fermé¹⁸. En fonction du développement des groupes dans les villes et de leur implantation dans le paysage politique militant local, il est aussi possible de le trouver dans certaines librairies. Le journal, bimensuel, est très artisanal dans sa réalisation, entre autres pour le maintenir au plus bas coût. Ce relatif amateurisme est justifié, quasi revendiqué : « *Nous sommes bénévoles. Nous travaillons tous. Nous n'avons pas de local, pas de belle machine à écrire, mais nous essayons de tout taper sur la même machine. Nous n'avons pas appris – nous apprenons – à faire des mises en pages, à taper à la machine, à utiliser une ronéo* ». Les membres qui composent l'équipe du journal sont sept, tous des hommes, dont cinq font partie des trois tendances des *GLH*. Alain Huet est l'une des figures de *l'Agence Tasse*. Il est pour sa part membre de la tendance *14 décembre* et l'un des seuls parmi les personnes contribuant au journal à signer de son vrai

17- Au 1^{er} septembre 1976, le journal revendique 116 abonnés-es.

18- Le pli fermé est un dispositif pour recevoir du courrier en toute discrétion, c'est-à-dire sans signe apparent du contenu sur l'enveloppe.





nom, ce qu'il déplore. Il analyse cette situation en soulignant l'auto-répression dont font preuve les homosexuel·les par peur d'être fiché·es comme tel·les ou encore comme « *agitateurs politiques* » dans un contexte de répression des mouvements sociaux.

Le numéro 2 du bulletin donne quelques éléments d'information sur la ligne éditoriale recherchée par le journal. S'il ne se considère pas comme étant le journal des GLH, il souhaite que « *toute personne ou tout groupe existant ou en gestation, qui essaie, plus ou moins heureusement, de se battre pour vivre autrement sa sexualité minoritaire et/ou différente puisse s'y exprimer et appeler tout le monde à se battre avec ou comme lui et elle* ». L'Agence Tasse entend mettre en lien les différents groupes du mouvement homosexuel en France. L'aspiration des rédacteurs est qu'il soit à la mesure de son lectorat. L'objectif affiché est que les lecteurs et les lectrices envoient des articles et des informations au journal et que le rôle de ce dernier se limite à les centraliser pour ensuite les répercuter ; un bulletin pour donner la parole. Il revendique cependant clairement une « *contestation de la norme, de l'ordre et de l'organisation de la société* », ce qui le différencie de bien des publications homosexuelles de cette décennie. Le contenu du journal est très varié et diffère en fonction des numéros. On y trouve des rubriques qui relatent ce qui se passe à l'étranger, des revues de presse, les adresses, actions et productions

PETITES ANNONCES GRATUITES

CHERI JE T'AIME

INSATISFAIT. Marie, je recherche femmes de moins de 45 ans mariées aussi mais frustrées pour complètement de vie sexuelle sans complexe. CARLIER PR 60500 CHANTILLY.

DIS DONC TON MOT ! Si tu aimes l'envoyer en l'air à deux ou en groupe, si tu n'es pas hideux, si tu n'es pas trop coincé, si un mec de 31 ans, pas mal ma foi, ne te paraît pas être à éviter, et si tu as envie de le rencontrer, alors prends vite ta plume. On se voit, on boit un verre et... pour la

CHER LIBE

Fidèle lecteur, je t'écris cette lettre dans l'anonymat pour plusieurs raisons :

1. La solitude est une chose horrible. Elle est le cancer par excellence de notre société de plus en plus déshumanisée. Je suis un homme de 24 ans profondément solitaire mais je n'ose pas avouer mon mal aux autres de peur d'être regardé d'un « mauvais œil ».
2. Il en découle une frustration. Je suis un être frustré. Et pourtant je désire, je désire, je désire... mais n'obtiens rien. Ma frustration ne cesse de s'accroître pour aujourd'hui.
3. En lisant les annonces « *Chéri je t'aime* », je ne vois aucune annonce émanant de Belgique. A croire

LESBOS. Femme 30 ans souhaite tendre amie 30/45 ans pour partager vie simple et amour fou. Je suis sensible et juvénile désemparée sans vous. Martine GENDRE PR 37300 JOUE LES TOURS.

GROS TRUC. Antillais physique agréable cherche beaux mecs de 18/30 ans pour passer de bons moments ensemble. Je suis fortement membré. Rockers de préférence. VIARDOT PR rue Longchamp 75016 PARIS.

IL A SOIF. Existe-t-il en-

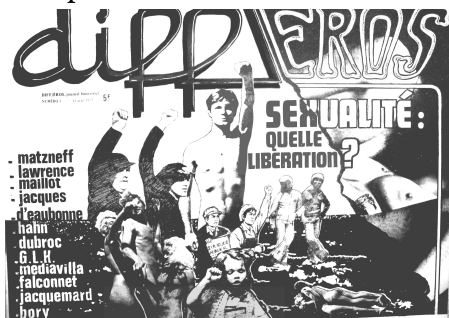
GLH TOULOUSE
BP 4037
31029 Toulouse Cedex

contre jeune femme 30/40 ans mariage si entente. Migno Renzo PR PARIS 100.
ACTIF PASSIF. Homme 34 ans passif désire rencontrer monsieur actif quarantaine de petite taille pour relations amicales et sorties. LECOUSTRE PR 40 rue Singer 75016 PARIS.
CARESSES ORALES. Jeune homme 29 ans sen-



théoriques des différents groupes ou encore des comparatifs divers (que ce soit autour des centres de soin "accueillants" ou des nombreuses marques de lubrifiant). À l'image du journal *Libération* sont publiées des petites annonces des plus diverses. Il y a celui qui cherche une « *nana sérieuse pour mariage blanc en vue de faciliter sa naturalisation française* », ou encore celui qui se dit « *homo, jeune, châtain, yeux verts, 1m70, [et] cherche homo 23-25 ans, 1m75, 70 kg, chevelu, viril et sensible aimant musique classique et voyages pour amour profond et exclusif* ». Jusqu'au printemps 1979, ce sont 35 numéros qui voient le jour.

Cherchant à donner du contenu aux réflexions portées par le mouvement homosexuel, les rédacteurs de l'Agence Tasse lancent en avril 1977 une revue intitulée *Diff/Éros*. Elle doit être l'occasion de développer des



analyses et des discours que la forme d'un bulletin ne permet pas. L'idée de lancer cette revue est évoquée dès le premier numéro de l'Agence Tasse mais le manque d'argent et le peu de personnes dans l'équipe rédactionnelle retardent de près d'un an sa parution. Avant de paraître sous le nom de *Diff/Éros*, elle devait avoir pour titre *Interdits*. Le numéro 14 de l'Agence Tasse argumente ce choix: « *Pourquoi Interdits ? Parce que nombreux, très nombreux – quoi que marginaux – sont les groupes et les individus qui, condamnés par la morale en vigueur, et réprimés dans leur sexualité, refusent de se résigner et de se taire. Leur lutte sera plus forte s'ils se regroupent. Interdits sera l'instrument de leur rassemblement pour miner l'autorité, le modèle imposé du "bon sexe" légal, conjugal et reproducteur. Interdits défendra l'exercice à découvert de toutes les formes de sexualité* ». Mais ce titre potentiel est jugé trop négatif par certaines ou certains et après un appel à contribution, le numéro 19 du bulletin annonce le choix d'un intitulé définitif. La revue *Diff/Éros* est née.



Si, au lancement de l'*Agence Tasse*, la majorité de l'équipe de rédaction fait partie d'un *GLH*, cette situation évolue au cours du temps. À l'été 1977, les rédacteurs du bulletin et de *Diff/Éros* – qui sont peu ou prou les mêmes – sont indépendants des *GLH*. Cette évolution résulte non seulement des conséquences d'un choix, lié à l'évolution des *GLH* avec la disparition en ce début d'année 1977 du *GLH-GB* et du *GLH 14 décembre*, mais aussi d'un manque de temps pour lier les différentes activités militantes. Malgré cette distanciation, le journal et la revue restent les caisses de résonance principales des *GLH*.

« LE GHETTO C'EST FOUTU, LES HOMOS SONT DANS LA RUE ! »¹⁹

La lecture des journaux et des bulletins d'information donne à voir les actions militantes et les luttes engagées par les *Groupes de libération homosexuels*. Au-delà des discours politiques et identitaires parfois opposés, les militantes et militants mettent en place une forme d'organisation politique propre aux nouveaux mouvements sociaux. Comme le souligne le politiste Massimo Prearo, ce renforcement d'un clivage intérieur/extérieur oriente l'action des groupes vers « la création d'un mouvement homosexuel autonome en rupture avec les faux amis et les formes traditionnelles de l'action politique ».

Il est important de souligner qu'un certain nombre de militants et militantes des *GLH* proviennent, comme au *FHAR*, d'organisations et de groupes politiques de gauche ou d'extrême gauche. Les fondateurs de *Philandros* sont liés au *PCF*, Jean Nicolas du *GLH-PQ* appartient à la *LCR**, les cas similaires sont multiples. Ils et elles ont déjà une formation politique, des habitudes, des réflexes militants. Le nouvel enjeu dans la perspective d'une lutte homosexuelle est à la fois de sortir du "ghetto" et bien plus encore d'être visibles aux yeux de la société mais aussi des structures partisans. C'est la raison pour laquelle des *GLH* participent chaque année depuis 1975 à la traditionnelle manifestation du 1^{er} mai. Ils revendiquent leur

19- Slogan du *GLH-PQ* à la manif du 1^{er} mai 1977 à Paris.



MLF 1^{er} MAI 79

GROUPE de LIBERATION des HOMOSEXUELS

contact G.L.H. :
les lundi, mercredi et vendredi de 18 h 30 à 20 h
44 rue St Georges 69 005 Lyon

* Le tricolore rose est - comme l'étoile verte pour les juifs - l'insigne sous lequel 500 000 homosexuels furent déportés dans les camps par les nazis.

MLF 304/X
© Danard
civ

Pédés, Lesbiennes en lutte!

(rose*)



GROUPE DE LESBIENNES ♀♀

contact Groupe Lesbiennes :
les mercredi à partir de 20 h
Centre des Femmes, 13 rue Puits Gaillot 69 001 Lyon

place dans le cortège des travailleurs et travailleuses l'après-midi aux côtés du MLF plutôt que de ne défiler qu'avec les groupes d'extrême gauche le matin (dans certains cas ils participent aux deux cortèges). Cette visibilité choque et dérange, comme le rapportent les journaux *Libération* et *Le Progrès* à



propos de la marche du 1^{er} mai à Lyon en 1979. « *Un froid parcourt l'assistance au moment du déploiement de cette bannière qui n'est pas normalisée "lutte des classes"* » raconte *Libération*.²⁰ Quant au quotidien *Le Progrès*, il s'insurge contre des « *démarches infantilisantes* » : « *une bande dorée attirait particulièrement l'attention. Le Groupe de libération des homosexuels n'avait pas choisi la sobriété. Sautillant et lançant des petits "hou hou", ils souhaitaient visiblement perturber la majorité silencieuse. C'est un moyen assez efficace, il est vrai, de déclencher la remise en cause de certains tabous. Est-ce le meilleur pour obtenir le droit d'assumer librement sa sexualité? Le problème est suffisamment grave pour qu'on dépasse vite certaines démarches infantilisantes* ». ²¹ *Le Progrès* n'est pas le seul à s'offusquer de cette soudaine présence et de cette volonté de troubler l'ordre des choses. Jean Le Bitoux, grande figure du mouvement homosexuel, raconte l'attitude de la CGT face à la présence des membres du GLH parisien dans la manifestation. « *Le hasard a voulu qu'ils se placent derrière la CGT. L'attitude de cette centrale syndicale et du PCF est bien connue. Duclos voulait qu'on aille se faire soigner. Les banderoles ont été déchirées et on les a tabassés avant de les exclure du cortège* ». ²² Face à la réaction engendrée par cette soudaine visibilité, le GLH-PQ revendique l'organisation du mouvement de façon autonome. Le tract distribué à la marche stipule : « *nous affirmons aujourd'hui notre présence et notre existence de façon autonome : nous entendons lutter contre l'oppression dont sont victimes les homosexuel(le)s et contre le refoulement de la composante homosexuelle de toute sexualité* ».

Deux autres manifestations dans l'histoire des GLH sont symboliques de cette quête de reconnaissance et participent à cette organisation autonome du mouvement. La première est le dépôt d'une gerbe par le GLH-GB pour commémorer les homosexuel·les déporté·es dans les camps nazis. Le 25

20- A.A., « Les minorités s'affichent », *Libération*, 2 mai 1979.

21- Belleret Robert, « 1^{er} Mai, de Perrache aux Brotteaux », *Le Progrès*, 2 mai 1979.

22- Santis Gilles, « Entretien avec le GLH », *Don*, n° 2, février 1976.





avril 1976, le groupe se rend au *Mémorial de la déportation* accompagné par une délégation de lesbiennes du *Groupe des lesbiennes féministes (GLF)*. L'action a déjà été menée l'année précédente mais les militantes et militants ont été embarquées par la police et leur gerbe refusée. Cette fois-ci, celle déposée par le *GLH-GB* est piétinée par un représentant d'une association de déporté-es, sous le prétexte qu'elle salirait la mémoire des millions de martyrs du nazisme. Il y a dans cet hommage la volonté des militantes et militants de faire émerger leur histoire commune et de dénoncer l'histoire officielle qui passe sous silence la déportation de plusieurs milliers de personnes homosexuelles²³. Il s'agit de se réapproprier un passé dont elles et ils ont été exclus, de le rendre visible et par ce biais de se rendre visibles. Le deuxième événement est ce que *Libération*, sous la plume de Jean-Luc Hennig, titre comme « *le premier rassemblement des homosexuels en plein air* ». Organisé le 27 juin 1976, à nouveau par le *GLH-GB* et le *GLF*, il rassemble plusieurs centaines de personnes. Les organisateurs et les organisatrices veulent s'associer aux manifestations anglo-saxonnes rappelant l'émeute de Stonewall. Si la fête est semble-t-il discrète, elle représente tout de même, à l'échelle de la France, la première manifestation publique mettant sur le devant de la scène l'homosexualité. Visibilité et autonomie donc.

Le Groupe des lesbiennes féministes

À Paris, en 1975, se forme le *Groupe des lesbiennes féministes (GLF)**. Il définit le lesbianisme comme révolutionnaire « *parce que c'est une remise en question de la sexualité, ce qui entraîne une remise en question de la société dans ce qu'elle a de plus fondamental : la famille, l'enfant, la reproduction, l'économie* ». Il est à l'origine de la première revue lesbienne, le *Journal des lesbiennes féministes*.

23- Pour plus de détails sur les luttes autour de la reconnaissance de cette mémoire, voir par exemple les travaux de Régis Schlagenhauffen.



Cette pratique se renforce par l'action militante des groupes à travers tout le territoire français. Même si les postures politiques et les formes de militantisme peuvent être très différentes en fonction des tendances, il y a dans un premier temps une volonté partagée de s'affirmer en tant qu'homosexuel·les. Les membres du *GLH* de Rouen distribuent ainsi un tract à 3 000 exemplaires dans les rues piétonnes, les marchés et les universités intitulé *Pourquoi avez-vous peur des homosexuels,*

qui a le droit de boire
dans un café ?

LES CERVEUX LONGS : on les chasse

LES ARABES : on leur tire dessus

LES HOMOSEXUELS : on les déclare indésirables à "La Palotte",
ou "Lebillon" et au "Relais Saint-Clément"

OU CELA NOUS ARRIVERA-T-IL ?

Après le racisme tout court, le racisme anti-joues
et le racisme sexuel,

FAUT-IL N'ÊTRE RIEN POUR CONSOMMER ?

abas tous les racismes

Front Homosexuel d'Action Révolutionnaire

comité du 6^e arrondissement

F. H. A. R.



pourquoi avez-vous peur de votre homosexualité? Ils y dénoncent « l'hostilité envers les homosexuels [qui] est une forme de racisme. Nous demandons que chaque individu, homosexuel ou hétérosexuel, doit pouvoir vivre comme il l'entend sa propre vie affective et sexuelle ». Le GLH de Lyon de son côté organise la *Quinzaine homosexuelle* au Cinématographe en mai 1976. Une autre action organisée par le réformiste *GLH-GB* est une pétition contre la discrimination des homosexuel·les, par l'intermédiaire du *Mouvement pour l'égalité sexuelle (MES)* qui prend en charge toutes les initiatives menées sur le plan juridique et légal du groupe.

Les pratiques sont relativement similaires d'une ville à l'autre, ce qui participe à renforcer l'émergence d'un mouvement national. Au-delà des diffusions de tracts qui semblent être des pratiques courantes dans tous les groupes,

Racisme anti-homosexuel ou homophobie

La formule « *racisme sexuel des hétéro-flics* » apparaît par exemple dans le *Rapport contre la normalité* du *FHAR*. Cet usage du mot "racisme" nous semble inapproprié, car il tend à assimiler les discriminations fondées sur le genre et la sexualité à celles fondées sur la race. Le concept d'homophobie, qui apparaît en 1971 aux États-Unis, est encore long à s'imposer en France. On le trouve pour la première fois en 1975 et il n'est véritablement utilisé qu'à partir de la décennie suivante.

Dès les années 1970, des groupes homosexuels expriment une conscience des différences entre ces systèmes d'oppression : le *FHAR* évoque ainsi dans son manifeste « *une solidarité d'opprimés très forte [des homosexuel·les] avec les arabes* ».

Dans ce livre, on parle plutôt d'hétérosexisme*, au sens d'un système fondé sur la distinction et la hiérarchisation de deux sexes, sur l'assignation d'un sexe à chaque personne et sur l'injonction à l'hétérosexualité pour toutes et tous.





certaines *GLH* organisent des réunions publiques. Le 15 avril 1976 le *GLH* de Bordeaux profite d'une mobilisation étudiante pour organiser une réunion où sont présentes près de 150 personnes. Le groupe d'Orléans organise le même type d'événement le 10 décembre 1976.

La visibilité des membres des *GLH* en tant que militants et militantes homosexuelles engendre des réflexions autour de l'identité homosexuelle : quelle est-elle ? Qu'implique-t-elle ? Est-elle communément partagée ? En parallèle de ces questionnements, le mouvement continue à s'organiser et à se structurer.

SE METTRE EN RÉSEAU

À la différence du *FHAR* qui refusait de se structurer, et en concurrence avec *Arcadie* qui affirme être le mouvement homophile français, les *GLH* revendiquent la constitution d'un mouvement politique homosexuel. Celui-ci est pensé et construit par ses militantes et militants de façon autonome vis-à-vis des structures partisanses.

La volonté de faire mouvement, de pouvoir revendiquer un mouvement homosexuel en France, à l'image de ce qui a lieu aux États-Unis ou au Royaume-Uni, est présente dès l'apparition des *GLH*, sans pour autant reproduire ce qui se passe à l'étranger. Pour disposer d'un certain crédit et établir un rapport de force avec une société qu'on décrirait aujourd'hui comme fondamentalement hétérosexiste, il est nécessaire de se structurer. Cette volonté s'exprime très tôt. Jean-Luc Hennig publie le 21 juin 1975 un article dans *Libération* dans lequel il affirme que « *Ce qui compte pour l'instant, c'est peut-être plus de mesurer leurs forces, de constituer un vaste mouvement (comme outre-atlantique) qui puisse mettre en échec dans l'immédiat le système répressif qui les mutile, les humilie* ».

À la suite de la création du premier *GLH* parisien, des groupes à travers tout le territoire s'emparent de la dénomination de *Groupe de libération homosexuel*. Cela participe à la constitution du mouvement. Le manifeste du *GLH* de Rennes





est particulièrement explicite à ce sujet. Ses membres écrivent que « *[leur] but est de lutter efficacement contre l'oppression en construisant un mouvement fort et structuré* ». Au début de l'année 1977, les GLH sont présents dans près d'une trentaine de villes en France. Même s'ils ne partagent pas nécessairement les mêmes lignes politiques – le fait qu'il y ait trois tendances à Paris est suffisamment éloquent – ils ont conscience d'incarner une entité politique spécifique. Pierre, du groupe de Mulhouse, décrit cette situation de la manière suivante: « *À l'heure actuelle, il y a des GLH dans plus de vingt villes de France. En province, certains sont en constitution. D'autres existent maintenant depuis plus d'un an et demi; c'est une situation nouvelle par rapport à l'époque du FHAR où en province il n'y eut que quelques feux de paille bien vite éteints. Depuis quelques mois, parmi les désirs, apparaît le désir d'échange, d'information, d'idées, d'expériences, de la part de certains GLH qui souhaitent sortir de leur isolement. C'est d'ailleurs indispensable si le mouvement que l'on perçoit, veut déboucher sur de réelles perspectives* ». Cette structuration passe par la mise en place d'outils pour communiquer de manière plus efficiente entre eux.

La création d'un bulletin interne d'information en mai 1976 participe à la mise en place de ce mouvement. Il est le fruit d'une circulaire émise par le GLH de Bordeaux à destination de tous les GLH qui indique que: « *Suite à une rencontre avec des copains d'Aix, Bordeaux, Rouen, Strasbourg à la dernière AG du GLH-PQ, on a pensé qu'un premier pas vers le développement d'une liaison plus directe entre les groupes serait la création d'un bulletin province* ». Cette circulaire invite les différents groupes à se définir en répondant à quelques questions: depuis quand existent-ils, qui regroupent-ils et sur quelles bases, quels sont les textes qu'ils ont déjà produits et avec quelles analyses de fond, comment fonctionnent-ils et quelles sont leurs interventions vers l'extérieur. Cette liste de questions relativement longue doit permettre aux différents GLH de mieux se connaître, de rentrer en contact si ce n'est déjà fait.





Ce bulletin d'information est donc pensé pour accompagner la constitution d'un mouvement à l'échelle nationale et doit alimenter les débats entre les différents groupes dans la perspective de rencontres hexagonales. Le *GLH* de Bordeaux, qui est en charge du premier numéro, conclut son invitation à participer à la réalisation de ce nouvel outil en soulignant que celui-ci « *est une étape importante dans la perspective d'une future rencontre nationale, tant par ce qu'il fait circuler que par l'effort qu'il nous impose de nous situer* ». L'édition de ces bulletins par des groupes en région doit permettre de lutter contre le centralisme parisien. Par ailleurs, si l'idée d'une rencontre officielle des différents groupes existe dès 1976, celle-ci ne se tient qu'au printemps de l'année suivante, en mai 1977. Pour préparer ces rencontres nationales, un bulletin spécial est élaboré. Le but des contributions à ce numéro, selon Pierre de Mulhouse, est de dégager un ordre du jour pour cette rencontre. Après deux réunions de coordination en février et mars 1977, ce rassemblement organisé par le *GLH* d'Aix se tient dans une certaine confusion. Il ne réunit au final qu'une trentaine de personnes principalement de Paris et d'Aix. Les débats sont rendus difficiles par la très grande diversité des participants et participantes. Malgré « *un démarrage tendu, [cette réunion de coordination] s'est retrouvée être une rencontre informelle d'homos en lutte venus là pour se connaître et s'aimer* »²⁴ commente Alain Huet. Par ailleurs des rencontres informelles entre les *GLH* ont déjà eu lieu. Que ce soit par des vacances partagées entre plusieurs groupes ou des visites d'une ville à l'autre, les membres des *GLH* se connaissent et nouent des complicités.

Un autre événement d'ampleur nationale participe à la constitution du mouvement. Il s'agit de la semaine homosexuelle à l'Olympic, une petite salle de cinéma parisienne, organisée par le *GLH Politique et quotidien* et plus particulièrement par le cinéaste Lionel Soukaz*, du 20 au 26 avril 1977. Pendant une semaine, chaque soir, se succèdent des projections de

24- « Nouvelles des groupes et des rencontres de l'été », *Diff/Éros*, n° 3, septembre-octobre 1977.





films et des débats autour de thèmes divers comme le travestissement, l'homosexualité féminine, les luttes homosexuelles ou encore la pédérastie et la sexualité des enfants. Les rédacteurs et rédactrices de la revue *Diff/Éros*, qui n'apprécient généralement pas les initiatives du *GLH-PQ*, notent cependant qu'il s'agit d'une « *manifestation nouvelle, importante, originale, qui, du reste, réuni[t] de nombreux groupes venus de province* ». ²⁵ Malgré les nombreuses critiques autour de cette semaine homosexuelle exprimées dans *l'Agence Tasse* ou encore dans *Diff/Éros*, cette initiative est un succès. Le festival attire plus de 5 000 personnes et des mélanges politiques inattendus s'opèrent. C'est la première fois que dans une même salle on voit autant d'hommes et de femmes homosexuelles ensemble. Des homosexuel·les qui ne font partie d'aucun groupe, des membres des *GLH* de différentes villes, des groupes chrétiens, des militants et militantes d'organisations politiques diverses et même d'*Arcadie* se rencontrent. *Libération* couvre la semaine sous la plume de Jean Le Bitoux. La résonance de cet événement est donc conséquente et renforce l'idée et la consistance d'un mouvement homosexuel.

Le *FHAR* a déjà établi des contacts avec d'autres organisations homosexuelles à l'étranger. C'est le cas avec le *Fronte unitario omosessuale rivoluzionario italiano! (FUORI!)** en Italie: lors d'une action commune, ils ont saboté un congrès de psychiatres à San Remo. Des organisations homosexuelles plus ou moins structurées, plus ou moins révolutionnaires, existent dans de nombreux pays. *L'Agence Tasse* fait souvent état de ce qui se passe aux États-Unis, au Royaume-Uni ou encore en Espagne. Les connivences existent parfois et un certain nombre de militantes et militants des *GLH* voyagent à la rencontre de leurs



25- « La semaine homosexuelle », *Diff/Éros*, n° 2, juin-juillet 1977.





ÉMERGENCE ET ORGANISATION DES GLH

camarades. Dans la perspective de structuration du mouvement homosexuel s'organisent aussi des rencontres à l'échelle européenne. Ainsi, au cours de l'été 1977, se déroule en France, dans le Quercy, une rencontre imaginée par un groupe hollandais, les *Rooie Flikkers* (les pédés rouges) qui regroupe près de 80 personnes venant des Pays-Bas, de France, de Belgique, du Royaume-Uni, de Suède et d'Allemagne. Ces rencontres font apparaître des tensions dans les stratégies de luttes entre un modèle anglo-saxon – plutôt réformiste et communautaire, où les groupes homosexuels veulent être des interlocuteurs reconnus par le pouvoir – et un modèle français – plus révolutionnaire, ancré dans la lutte sociale.

« Le GLH s'est défini aussitôt comme une organisation de masse par rapport à d'autres groupes homosexuels comme le FHAR et tous les problèmes viennent de là. Nos objectifs sont assez spécifiques, d'où d'inévitables conflits, disons des divergences : notamment du point de vue de la reconnaissance de l'homosexualité », explique Christian d'un GLH parisien à la revue *Don*.







DÉCLINER LES IDENTITÉS



En fonction des groupes et des villes, il existe des perspectives politiques et des constructions identitaires distinctes. La notion d'identité est centrale dans la construction politique des *GLH*, dans leur fonctionnement et dans leurs revendications. Si des discours divergents émergent autour de cette notion comme le remarque Didier Éribon, c'est qu'elle « *n'est ni une réalité ni un programme, ni un passé ni un futur ni un présent, mais un espace de contestations et de conflits politiques et culturels. Ce qui implique qu'elle ne peut jamais être totalement stabilisée dans un discours unique ou unitaire qui pourrait prétendre l'enfermer dans une appréhension figée* ». ²⁶

UNE VISION RÉFORMISTE

Une partie des militants et militantes homosexuelles voient la lutte pour l'émancipation dans une logique réformiste. Le *GLH Groupe de base* est l'illustration de cette vision d'une homosexualité réformiste plutôt tournée vers la communauté et le "ghetto". Si ce groupe se distingue dans son action politique du Club d'André Baudry, certains et certaines l'affublent malgré tout du qualificatif "*Arcadie de gauche*". Le *GLH-GB*, tout comme le groupe de Marseille, défend une certaine idée de ce qu'est l'homosexualité et de la manière dont l'identité homosexuelle devrait s'exprimer. Le groupe, constitué autour de la figure de Michel Heim, ne s'exprime que très peu dans les parutions du mouvement. Il est presque absent des publications de l'*Agence Tasse*, sans doute parce que le bulletin affirme se situer « *dans le courant révolutionnaire* ». Au contraire d'autres tendances, il n'a pas et n'aura jamais le souci de s'adresser aux partis politiques ou aux syndicats ; son travail politique est essentiellement focalisé sur la population homosexuelle. ²⁷

26- Éribon Didier, *Réflexions sur la question gay*, Paris, Fayard, 1999.

27- L'histoire du *GLH-GB* est particulièrement peu documentée. Sur les 35 numéros du journal *Agence Tasse* je n'ai trouvé qu'un seul article envoyé par





Le *GLH-GB* représente assez fidèlement ce que voulait être le *GLH unitaire* parisien à sa création. Composé par les militants et militantes de la première heure, son manifeste revendique « *la création d'un mouvement de masse, rassemblant les homosexuels femmes et hommes, décidés à lutter sur tous les plans pour l'amélioration de leur condition d'existence et [contre] la répression* ». À la différence des courants plus révolutionnaires, le *Groupe de base* semble moins s'inscrire dans un contexte de lutte des classes, il ne s'affaire pas à constituer des liens et des alliances avec une gauche révolutionnaire. Il est tourné principalement vers la communauté homosexuelle dans la perspective de l'émanciper et souhaite s'adresser à tous et à toutes, le patron comme l'ouvrière. Sa base de recrutement (c'est sous ces termes qu'il la présente) est ouverte « *à tous et toutes les homosexuels qui acceptent les principes fondamentaux du mouvement* », sans « *distinction [...] d'appartenance ou non appartenance à un groupe socio-professionnel* ». Il y aurait donc une identité homosexuelle qu'il faudrait promouvoir dans laquelle personne ne devrait être exclu.e.

Ce qui fonde cette identité commune selon le *GLH-GB*, c'est une oppression liée à des conditions sociales de vie spécifiques. Cette oppression est double : collective d'un côté car les homosexuel·les sont enfermé·es dans un "ghetto" où on les surveille et où on « *exploite commercialement leurs besoins de rencontre* » ; individuelle d'un autre car la répression et le formatage hétérosexistes fonctionnent tellement bien que chacun, chacune a intériorisé ces règles et se les applique. Cette oppression est théorisée sous le concept d'auto-répression, comme le souligne le manifeste du *GLH-GB* : « *Aucune loi ne punit les pratiques homosexuelles entre adultes. La répression contre les homosexuels recourt peu à la force de frappe ; elle préfère la force de dissuasion (mise à l'écart, discrimination dans*

le *GLH-GB* et c'est principalement grâce à l'ouvrage du militant Jacques Girard, *Le Mouvement homosexuel français : 1945-1980*, que l'on peut se figurer son fonctionnement et ses pratiques. Plus récemment, le militant Jean-Paul Amouroux a lui aussi proposé un récit de cette histoire dans *Du rose à l'arc-en-ciel*.





l'emploi et le logement, agressions verbales et physiques, chantage, etc.). Cette attitude répressive conduit les homosexuels même s'ils sont convaincus de n'être ni tarés ni vicieux, ni malades, à réprimer chez eux toute parole, tout geste susceptible de trahir leur homosexualité. C'est cela qu'on appelle l'auto-répression». Pour le GLH-GB, c'est autour de cette répression partagée que les homosexuel·les doivent se regrouper, personne ne doit être exclu·e. Ses revendications ainsi que les moyens d'action proposés pour mettre fin à ces différentes formes de répression s'inscrivent dans une perspective réformiste.

La lutte politique du GLH-GB prend trois directions. La première consiste à combattre l'auto-répression en valorisant la culture du coming out pour montrer que « nous sommes résolu·s à sortir du ghetto faussement sécurisant où les pouvoirs publics nous confinent». La seconde entend recourir à la voie légale pour transformer la situation, « agir pour qu'il n'existe plus aucune discrimination, dans la loi comme dans les faits». Enfin, à l'image d'*Arcadie*, le *Groupe de base* considère qu'il existe un fort enjeu à faire de la pédagogie envers les oppresseurs et oppresseuses. « Se déclarer, informer, enseigner, telle est la volonté de "contre-culture" du GB » pour reprendre les termes du militant Jacques Girard*.

Le GLH-GB entretient cependant des divergences conséquentes avec *Arcadie*. Il n'aspire pas à la même logique d'intégration que le Club de Baudry. Il ne s'agit pas de se fondre dans la société hétérosexuelle car l'égalité est impossible. Il existe en quelque sorte un "eux-elles" et un "nous". Le manifeste du *Groupe de base* exprime que « le GLH ne revendique pas l'égalité avec les hétérosexuels qui, prisonniers eux aussi d'une législation et d'un mode de pensée reproduit par la famille, l'éducation, la religion, la culture... demeurent dans l'impossibilité de vivre des rapports sociaux et une sexualité d'hommes et de femmes libres ». Le monde hétérosexuel ne semble donc pas être plus enviable pour les membres du courant réformiste.





Le *GLH-GB* disparaît après moins de deux ans d'existence. Il laisse tout l'espace discursif à la tendance *Politique et quotidien*, la tendance *14 décembre*, qui compte moins de membres, étant toujours active mais moins visible. Comment expliquer une disparition si soudaine ? Un courant réformiste a-t-il sa place au sein des *GLH* ? Les mouvements homosexuels réformistes qui, à l'image du *GLH-GB*, revendiquent une visibilité en tant que communauté, se développent considérablement, que ce soit aux États-Unis ou au Royaume-Uni avec, par exemple, la *Campaign for homosexual equality*. En France, il ne faut pas oublier qu'*Arcadie* vit en cette période un relatif âge d'or selon les termes de l'historien Julian Jackson et incarne certainement mieux que le *Groupe de base* ce que pourrait être une homosexualité réformiste. Le *GLH-GB* veut fédérer un maximum d'homosexuel·les sur une plateforme idéologique minimale mais reste malgré tout un groupe marginal avec une trentaine de membres. Comme le militant Jacques Girard le souligne, « dans le domaine idéologique, sa démarche le plaçait à contre-courant de la jeunesse radicalisée de l'époque qui baignait dans un discours très marxisant ».

Si les revendications politiques et identitaires du *GLH-GB* ne sont finalement que peu partagées en ce milieu des années 1970, elles vont connaître de nouvelles perspectives avec l'apparition du *Comité d'urgence anti-répression homosexuelle (CUARH)* en 1979 et durant la décennie suivante. La tendance *Politique et quotidien* qui dispose déjà en 1976 d'une certaine assise idéologique n'a plus, pour un temps, de véritable opposition.

UNE VISION RÉVOLUTIONNAIRE

Le discours autour d'une homosexualité révolutionnaire est celui qui marque le plus profondément les *GLH*. Largement inspiré d'une rhétorique trotskyste, c'est le *GLH-PQ* qui en est le plus fort théoricien. Après l'effondrement du *GLH-GB*, il devient selon Jacques Girard la locomotive du mouvement, entraînant derrière lui la grande majorité des autres *GLH* qu'il



a lui-même participé à créer. Guy Hocquenghem, lorsqu'il est militant du *FHAR*, soutient que l'homosexuel-le est révolutionnaire en soi. Avec plus de nuances, le discours tenu par le *GLH-PQ* affirme que l'homosexuel-le se doit d'être révolutionnaire mais ne l'est pas forcément car il ou elle est menacée par l'intégration et la récupération.

La construction dans les discours d'une homosexualité révolutionnaire se fait à plusieurs niveaux. Il y a tout d'abord la volonté d'ouvrir une large réflexion collective sur l'homosexualité en tant que composante de la sexualité, qui est partout présente et pourtant partout refusée. Les membres du *GLH-PQ* considèrent qu'en codifiant la sexualité, le discours social bourgeois a instauré la catégorie d'homosexualité comme un statut à part, en dehors de la norme – qui serait l'hétérosexualité. Cette bourgeoisie a institué une nature, une identité homosexuelle. Par leur simple existence, les homo-

L'extrême gauche dans les années 1970

On peut considérer que trois grandes familles politiques – issues de la tradition socialiste – composent ce que l'on appelle aujourd'hui "extrême gauche" dans les années 1970 : le trotskysme, le marxisme-léninisme et l'anarchisme. Le trotskysme est incarné en France par la *LCR* (*Ligue communiste révolutionnaire*)* et les *JCR* (*Jeunesses communistes révolutionnaires*), *LO* (*Lutte ouvrière*) et la *Ligue trotskyste de France*. Le trotskysme prône la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire, de l'internationalisme et de la dictature du prolétariat comme base de l'auto-émancipation de la classe ouvrière et de la démocratie directe. Il s'oppose notamment au marxisme-léninisme qui défend l'idée que l'on pourrait construire le socialisme à partir d'un seul pays. Le trotskysme attaque également la bureaucratie stalinienne qui s'est développée en Union soviétique. Les marxistes-léninistes, de leur côté, se réclament de l'interprétation stalinienne de la pensée léniniste et s'organisent en France au sein du *Parti communiste marxiste léniniste* et



de l'*Organisation communiste des travailleurs*. Plusieurs courants, nés de contextes nationaux particuliers, s'y rattachent, comme le maoïsme, le Juche ou le titisme. Ces deux familles se déchirent dans les années 1970. Les principaux points de dissensions sont le bilan de la politique stalinienne et le soutien à l'URSS ou aux partisans et partisanses de la Chine de Mao Tsé Toung. Enfin, la troisième famille politique qui compose l'extrême gauche dans ces années est le courant anarchiste ou extraparlamentaire, qui s'organise autour de la *FA (Fédération anarchiste)* et de la *CNT (Confédération nationale du travail)* notamment, qui portent des idées autogestionnaires en dehors de toute notion d'État. Au-delà de ces structures visibles et formelles, de nouvelles expériences libertaires prennent forme dans les années 1970 avec le développement de communautés urbaines ou rurales s'appuyant sur des principes forts d'autogestion et d'autonomie vis-à-vis des pouvoirs publics, du capitalisme... Au sein de ces collectifs, c'est aussi une gestion politique du privé qui tente de se mettre en place.

sexuel·les représentent un défi à la norme hétérosexuelle et, ne procréant pas, un danger pour la cellule familiale. Ils et elles sont considérées comme des asociales et rejetées à ce titre. Jacques Girard fait un parallèle avec l'identité ouvrière: « *Tout comme l'ouvrier serait "aliéné" de par sa place dans la production, l'homosexuel serait aliéné de par sa place dans la fonction sociale assignée à la sexualité. Le lieu privilégié de cette aliénation n'étant plus l'usine mais le ghetto* ». L'homosexualité en tant que catégorie construite par l'idéologie bourgeoise doit donc être détruite. Il n'est alors pas question pour la tendance révolutionnaire de soigner leur condition en se tournant uniquement vers les homosexuel·les. Le premier bulletin de réflexion du *GLH-PQ* affirme qu'« *On reste au seuil de l'analyse si l'on croit comprendre l'homosexualité sur la seule perception de son propre "mal"; c'est se gratter le nombril et se condamner à l'impuissance... nous devons poser la question de l'homosexualité au niveau global de la sexualité et de sa*





fonction sociale». Cette logique marxiste veut donc qu'au lieu d'apaiser les contradictions, il revient aux homosexuel·les de les aiguïser pour faire éclater le système.

Un autre point constitutif de cette réflexion est la latence de l'homosexualité, c'est-à-dire l'idée que chacun et chacune réprime l'homosexualité qui est en elle. La société est pensée par et pour des hommes, ce qui entretient l'omniprésence du virilisme, du club de cartes jusqu'aux casernes. Dans cette optique, pas de place pour l'homosexualité, c'est un tabou. Elle est refoulée et cela ne fait que renforcer l'oppression de l'homosexualité car les homosexuel·les renvoient au reste de la société sa propre homosexualité latente. C'est pourquoi le point de départ de la lutte doit se faire contre ce tabou. Il faut faire jaillir l'homosexualité latente partout où elle se trouve, ce qui, selon Jacques Girard, « *dans le même mouvement va désagréger les institutions, leur supprimer leur force de cohésion, accentuer les contradictions sociales* ».

Les terrains de lutte des homosexuel·les révolutionnaires sont donc nombreux. Il s'agit de se mobiliser contre les institutions et les valeurs sur lesquelles repose l'ordre bourgeois, comme le suggère le manifeste du *GLH-PQ*. Cet ordre est incarné par la famille qui est la cellule de base de la société bourgeoise en tant que structure aliénante où se fait l'apprentissage des rôles sexuels et sociaux. Elle se fait aussi par l'école, lieu d'embrigadement de la jeunesse qui renforce le conditionnement et concourt à ce que les jeunes se plient aux structures d'exploitation et d'aliénation que peuvent être l'usine et le "ghetto". L'un des slogans des *GLH* est « *Pas de révolution socialiste sans révolution sexuelle, pas de révolution sexuelle sans révolution socialiste* ». Comme l'indique le manifeste du *GLH* de Bordeaux, ses membres se considèrent comme prenant part à la lutte anticapitaliste. Selon le *GLH-PQ*, exister en tant qu'homosexuel·le dans la société n'est pas possible dans un monde capitaliste. « *Ce n'est que dans une société socialiste, [...] dans une période d'impétueux bouleversements de tous les rapports sociaux que nous l'envisageons* ». Lutter dans le mouvement révolutionnaire est aussi nécessaire





pour que la révolution tant espérée soit totale et ne fasse pas le sacrifice de la libération des sexualités au profit des seules transformations économiques.

À l'image des mouvements féministes de cette époque, les militants et militantes des *GLH* veulent aussi changer leurs pratiques quotidiennes. Il faut donner à la sexualité et à l'homosexualité un sens nouveau lié au développement de leurs réflexions et de leurs pratiques politiques, renouveler les comportements et les manières d'interagir. On retrouve cette idée dans le nom du groupe, comme le raconte Charles, l'un de ses militants: « *C'est la perception de cette nécessité, c'est la conscience de cette imbrication entre notre lutte et notre vécu que manifeste l'appellation GLH-PQ* ». Ils et elles reprennent ici l'idée des mouvements féministes que le privé est politique. Le pari est de jeter des ponts entre les deux. Il existe une lutte quotidienne qui est politique et pas seulement dans le sens de la lutte des classes. Il ne s'agirait donc plus uniquement de lutter contre l'ordre bourgeois mais également de chercher à transformer profondément l'existence, la vie de tous les jours.

Au contraire du *GLH-GB* qui se tourne vers le "ghetto" pour chercher à en émanciper ses membres, les militants et militantes révolutionnaires veulent, au moins dans leurs écrits,





le détruire. Ils et elles considèrent qu'il ne peut exister de liberté pour les homosexuel·les ou même de liberté sexuelle dans le cadre d'une société basée sur l'oppression et l'exploitation. Leurs revendications sont donc contradictoires avec ce que les réformistes pensent être une révolution sexuelle qui n'est, pour les révolutionnaires, qu'une récupération marchande du désir sexuel à travers les boîtes et les sex-shops. Le "ghetto" des bars et de la drague clandestine ne fait qu'accentuer la ségrégation dont sont victimes les homosexuel·les. Cela les pousse à devenir la proie « *du fric, du milieu et des flics* » alors que les *GLH* revendiquent d'instaurer des rapports sociaux nouveaux pour pouvoir « *gueuler [son] bonheur* ».

LUTTER POUR SE TROUVER, EXISTER ET S'AIMER

Contrairement à d'autres groupes militants d'extrême gauche, les membres des *GLH* expriment le besoin de se retrouver autour de quelque chose qui leur est propre : leur homosexualité. Ils et elles partagent un vécu commun, des expériences similaires. Ne trouvant pas toujours leur place dans les organisations partisanses ou s'y sentant marginalisé·es, ils et elles revendiquent, sans le formuler dans ces termes, la nécessité d'éprouver une certaine non-mixité et de s'organiser à partir de cette homosexualité.

À l'image des militants et militantes du *FHAR* beaucoup de membres des *GLH* ont déserté les organisations d'extrême gauche traditionnelles. Au-delà de l'hétérosexisme que l'on retrouve au sein d'une grande partie de la gauche, la forme de militantisme proposée par les gauchistes ne leur convient plus. L'activisme forcené, la coupure entre la vie militante et la vie privée, les discours abstraits sans aucune prise sur le quotidien ont fatigué nombre d'entre elles et eux. Il ne faut pas non plus oublier que jusqu'à la fin des années 1970, aucune de ces organisations ne prend en compte l'oppression spécifique des homosexuel·les. Le témoignage de Jacques Prince, militant d'un *GLH*, dans l'éditorial du numéro 15/16 de l'*Agence Tasse* est particulièrement éloquent : « *Notre tâche n'est pas facile car [...] je ne connais pas de parti politique* ».





auquel je puisse adhérer sans restriction pour me joindre au combat politique qui me conduira vers une société où chacun pourra choisir de vivre comme il lui plaît, sans avoir à craindre la répression». La constitution des *GLH* est pour certains ou certaines la possibilité de retrouver une activité politique. Ce qui est nouveau, c'est que cette forme de militantisme attire aussi des individus pour qui l'engagement politique est quelque chose d'inédit et qui n'auraient jamais adhéré à une organisation partisane classique. Il existe une volonté forte pour que cette activité politique soit en prise avec le quotidien des militants et militantes, pour qu'elle transforme réellement leur manière de vivre et leur rapport aux autres.

La non-mixité

L'oppression de certains groupes sociaux sur d'autres s'exerce dans des espaces mixtes, dits ouverts à toutes et tous. Parallèlement, la pratique de la non-mixité – c'est-à-dire un accès exclusif à certains espaces pour certaines personnes – est d'abord le fait de groupes dominants : les hommes blancs hétérosexuels riches se retrouvent par exemple en non-mixité dans les instances de pouvoir. Une manière de lutter contre cette ségrégation et contre l'imposition d'un rapport de force dans certains espaces, est d'utiliser les armes de l'ennemi pour s'organiser, créer des espaces sans l'opresseur, des espaces non-mixtes. C'est le fait de se retrouver à certains moments uniquement entre personnes se reconnaissant d'un même groupe pour partager des vécus, des expériences, pour se renforcer dans un climat de confiance.

On peut citer comme exemples le *Mouvement des droits civiques* de 1954 à 1968 aux États-Unis ou le *Mouvement de libération des femmes* dans les années 1970 en France. Ainsi, il existe des groupes qui mobilisent la non-mixité afin de s'organiser autour d'une condition commune liée à la race, la classe, le genre, la sexualité, etc. Les *GLH* pratiquent une forme de non-mixité à partir de l'expérience de l'homosexualité.





Charles du *GLH-PQ* reconnaît dans un long article d'un bulletin interne que des analyses théoriques et « *une ligne politique correcte* » ne suffisent pas à permettre la continuité et le développement de tels groupes si celles et ceux qui y participent ne sentent pas de changement dans leur vécu, dans leurs relations. L'idée qui revient est de transformer les manières de militer à partir des spécificités du mouvement homosexuel. Le groupe peut devenir une sorte de cocon pour ses membres, raconte Charles. Il ne faut pas nier qu'il existe dans les *GLH* des enjeux affectifs, des rapports amicaux et des histoires d'amour. Certains ou certaines ne prennent d'ailleurs part aux activités des *GLH* que pour trouver un amoureux ou une amoureuse. Comme le note cyniquement le *GLH* de Mulhouse à propos de ses membres, soit « *ils trouvent l'âme sœur et ils disparaissent la main dans la main* », soit « *ils ne la trouvent pas et ils disparaissent, seuls et déçus par le GLH* ». Il est aussi intéressant de remarquer que là où les organisations gauchistes et les partis de gauche utilisent le terme de "camarade" pour évoquer leurs partenaires de lutte, les membres des *GLH* prennent l'habitude de parler des "copains" et des "copines". Enfin des termes comme "bises" ou "bisous" sont souvent employés dans les différents échanges. La tendresse et la proximité affective sont de mise.

Il y a à Paris une permissivité sur les manières de vivre son homosexualité qui diffère du reste de la France. Ce que les



gens viennent chercher dans un *GLH* d'une ville moyenne comme Tours ne peut être pensé et analysé de la même manière que pour des militantes et militants parisiens. Comme le souligne Jean Nicolas du *GLH-PQ*, ce qui peut se jouer en "province" c'est que, lorsqu'on s'investit quelque part, cela marque directement la vie quotidienne. « *On ne peut pas faire comme beaucoup font à Paris, à savoir travailler de façon anonyme par rapport au reste de sa vie, militer de la même façon, être homosexuel également et militant homosexuel idem* ». Dans des villes plus petites, par exemple, les gens se connaissent plus facilement, parlent entre eux, il est donc moins aisé de séparer son activité militante de son travail ou de sa vie personnelle. Une contribution du *GLH* de Rouen considère que : « *Paris a des années d'avance sur le travail de réflexion théorique, [et que] la province a plus besoin de mener une lutte au niveau quotidien, au niveau des mentalités, de la misère sexuelle et affective, au niveau des comportements* ». Dans les *GLH* de région, l'un des principaux enjeux est donc de constituer un réseau de rencontres et affinitaire et politique, où la solidarité et la cohésion dans le groupe ont une place prépondérante. Les groupes parisiens ne sont pourtant pas moins des espaces de drague et de séduction. Il suffit, pour s'en convaincre, de remonter quelques années auparavant et de se souvenir des orgies du *FHAR*.

Pour comprendre ces quelques réflexions, l'appel à former un *GLH* à Orléans est un bon exemple. Jacky Fougeray, futur dirigeant du journal *Gai Pied*, y convie « *tous les homosexuels(elles) intéressés à divers titres (car il ne saurait être question de dissimuler l'inévitable caractère affectif et sexuel d'un tel regroupement, même si ce n'est pas sa raison d'être)* ». Dans le même bulletin, un dénommé Patrice lui répond en lui demandant pourquoi il faudrait se défendre de « *l'inévitable caractère sexuel et affectif* ». Il poursuit sa réponse en affirmant qu'en réalité « *on lutte sans conviction, et on oublie le plaisir* ». Les débats selon lui ne rassemblent que les intellectuel·les alors que les autres, qui repartent bredouilles, sont renvoyé·es vers le "ghetto". Il insiste sur le besoin d'un





prolongement du théorique sur le vécu réel des individus et assène qu'un «*GLH de "débat, d'analyse et d'action" risque de n'être que le théâtre d'affrontements politiques et la répétition de thèmes éculés (le soutien à la lutte des femmes et aux mouvements ouvriers, qui n'est d'ailleurs qu'en parole et prises de position), mais pas une volonté profonde de transformation de la vie quotidienne*». Il existe donc une ambivalence à vouloir paraître crédibles, dans la lutte, d'extrême gauche et vraiment vouloir travailler sur la libération sexuelle. Le «*risque d'oublier la lutte*» est constitutif de la morale gauchiste de ces années-là qui se retrouve régulièrement dans les groupes militants. Trois mois plus tard, Jacky Fougeray écrit à nouveau à l'*Agence Tasse* pour raconter que les membres du *GLH* d'Orléans sont en train de sortir de ce militantisme conventionnel. Il ne s'attarde pas à donner plus d'explication mais on peut imaginer que le pari initial a peut-être été atteint.

La rigidité et le puritanisme propres à de nombreuses organisations d'extrême gauche sont moins présentes dans les groupes homosexuels. Y trouver des amie-s, des amants ou des amantes en plus de camarades peut être assumé et revendiqué. Toutes ces considérations sont par ailleurs fortement liées au contexte général dans lequel évoluent les *GLH*. La politisation du privé vient des mouvements féministes; la nécessité d'un mouvement autonome est la conséquence d'une gauche hostile.







TERRAINS DE LUTTE : RUPTURES ET ALLIANCES



LES LIENS AVEC LA GAUCHE ET L'EXTRÊME GAUCHE

Si le *FHAR* a réussi à se mettre à dos autant la gauche que l'extrême gauche, les liens entre les mouvements semblent avoir évolué quelques années plus tard. Les *GLH* entretiennent une certaine proximité avec une partie de l'extrême gauche et même le *PCF* et le *PS* sont obligés de revoir leurs positions. Un dossier de presse réalisé par le *GLH-PQ* donne une certaine idée de la place de l'homosexualité dans les discours et les débats militants : la question homosexuelle n'a jamais autant fait parler d'elle chez les marxistes.

L'historienne Florence Tamagne théoriserait l'existence d'un double mouvement permanent au sein des groupes homosexuels, qui « *ne peut être compris qu'à la lumière d'événements internes et externes à la communauté homosexuelle* ». ²⁸ Dans une perspective externe, les organisations et partis de gauche et d'extrême gauche oscillent entre intérêt et rejet à l'égard du mouvement homosexuel. Intérêt par exemple dans une stratégie politique, comme avec la création d'une *Commission nationale homosexuelle* à la *Ligue communiste révolutionnaire (LCR)* ou rejet dans la qualification de l'homosexualité comme étant un vice petit bourgeois. D'un point de vue interne, même si les *GLH* se réclament d'une complète autonomie vis-à-vis des structures partisans, leur attraction/répulsion est notable pour ces mêmes entités. Les références aux partis et groupes d'extrême gauche sont particulièrement nombreuses dans les publications des *GLH*, car beaucoup de leurs militants et militantes font ou ont fait partie de la gauche ou de l'extrême gauche. Ils et elles entretiennent de fait des rapports ambigus avec les groupes d'extrême gauche et les partis. Il peut être fait référence ici à la figure de Jean Nicolas. Tête pensante du *GLH-PQ*, il a été – comme nombre de ses camarades – à la *LCR*. Cette relation de proximité est aussi parfois

28- Tamagne Florence, *Histoire de l'homosexualité en Europe : Berlin, Londres, Paris*, Paris, Seuil, 2000.





le fruit d'une stratégie politique des *GLH* qui cherchent à inscrire la question de l'homosexualité dans le fonctionnement et l'agenda politique de ces groupes. Cela se passe tout d'abord à l'extrême gauche puis au sein du tout nouveau *PS* et du *PCF*, et plus encore vis-à-vis d'autres organisations : la *Ligue des droits de l'homme*, le *Planning familial* ou encore la *Fédération de l'éducation nationale (FEN)*.

Avant de chercher à définir l'attitude des partis politiques vis-à-vis des *GLH*, il convient de rappeler qu'en toile de fond se joue alors un conflit au sein de la gauche, qui après avoir bâti l'*Union de la gauche* de 1972 à 1977, se déchire juste avant les élections municipales du printemps 1977. Cette rupture est la conséquence de la concurrence entre le *PCF* et le *PS* qui se battent pour dominer la gauche parlementaire, les syndicats et le mouvement ouvrier. Jusqu'à la fin des années 1970, le *Parti communiste français* n'est pas tendre avec l'homosexualité. Il considère celle-ci comme une dégénérescence petite-bourgeoise qui ne touche pas les "saines" travailleuses et travailleurs. Dans une interview au *Nouvel Observateur*, Pierre Juquin du *PCF* déclare que « *l'homosexualité et la drogue n'ont rien à voir avec le mouvement ouvrier* » tandis que Jacques Duclos, autre dirigeant important du parti, affirme que « *la classe ouvrière n'aime pas les pédés* ». ²⁹ Après la participation des *GLH* parisiens à la manifestation du 1^{er} mai 1976 à Paris, la *CGT* se fend d'un article dans *Libération* à la date du 15 mai, affirmant « *que les mots d'ordre des homosexuels, des lesbiennes [...] n'ont rien à voir avec la lutte des classes et les revendications ouvrières* ». Les exemples sont malheureusement nombreux. Cette situation tend pourtant à évoluer à partir de 1977. Cette année-là, le *Parti socialiste* publie un texte intitulé *Libertés, Libertés* qui vise entre autres l'abrogation de l'amendement Mirguet assimilant l'homosexualité à un fléau social. La même année, le *Parti communiste français* – sous l'autorité du même Pierre Juquin – institue une commission sur l'homosexualité. Celle-ci n'aura cependant pas de fonctionnement véritable. L'interprétation de ces changements est double.

29- « Dossier sur l'homosexualité », *Révolution !*, 15 octobre 1976.





D'un côté existe la perspective pour une partie de la gauche de récupérer ce qui commence à être qualifié de "vote homosexuel". La deuxième lecture serait d'interpréter cette évolution comme le résultat de l'action militante des membres des *GLH* (et notamment de la persistance pour une partie d'entre elles et eux à militer dans certains groupes ou partis) qui aurait fini par influencer et incliner les positions du *PS* et du *PCF* vis-à-vis de l'homosexualité. Il est intéressant de rappeler que, jusque dans les années 1930, les partis communistes européens soutiennent les mouvements homosexuels, à l'image du *PC* allemand vis-à-vis de l'organisation de Magnus Hirschfeld*.

En ce qui concerne les groupes d'extrême gauche, la situation est quelque peu différente. Jean Le Bitoux note que la relative tolérance à propos de l'homosexualité dans ces groupes est la conséquence des luttes féministes. « *Ce sont les femmes qui, les premières, ont essuyé les plâtres du moralisme et du phallocratisme des militants et des structures, réussissant à faire poser quelques questions sur la vie quotidienne et la crise du militantisme* ». ³⁰ Les homosexuel·les peuvent bénéficier de cette avancée, et le *GLH-PQ* réussit à publier un certain nombre d'articles dans les journaux d'extrême gauche. Le Bitoux passe ces journaux en revue : *Point noir*, *Front libertaire*, *Crosse en l'air*, *Rouge*, *Tribune socialiste*, *Révolutions!*, *L'Outil-Révolution*. Il poursuit son article en indiquant qu'à partir de 1975 plus personne n'est exclu·e de ces différentes organisations pour "vice bourgeois", c'est-à-dire pour homosexualité. Une bien triste réjouissance.

Par ailleurs, qu'ils soient réformistes, révolutionnaires ou aucun des deux, les *GLH* apparaissent dans le sillage de mai 68 et du chamboulement politico-social des années 1970. Malgré tous leurs différends, leurs membres partagent nombre de considérations politiques avec l'extrême gauche, un peu moins peut-être avec la gauche parlementaire. Jean Nicolas explique ce dialogue avec l'extrême gauche en affirmant que « *c'est la plus réceptive, qu'elle est moins stricte et moins bureaucratique que l'ensemble du mouvement ouvrier, qu'elle*

30- « Ce vice bourgeois », *Dossiers de presse sur l'homosexualité*, Savelli.





peut se poser aussi ce type de questions et remettre en question la normalité du comportement». Jacques Girard souligne quelques années plus tard que le mouvement homosexuel cultive des similitudes avec le courant trotskyste, habitué à saisir les problèmes par l'instrument de la théorie. Même s'il existe de nombreux écrits et tracts critiquant l'extrême gauche, celle-ci leur donne l'occasion de s'exprimer dans ses journaux et ses meetings, ce qui participe à lui assurer une plus forte visibilité. Le *GLH-PQ*, dans le bulletin numéro 2 de l'*Agence Tasse*, annonce tenir un stand à la fête de *Politique Hebdo* à Lyon les 14, 15 et 16 mai 1976. Il participe la même année aux états généraux du *Parti socialiste unifié (PSU)**. De son côté, le *GLH* de Bordeaux se rapproche de manière pragmatique du *PCF*, de la *LCR*, du *PS* et du *PSU* avec une série d'objectifs. Il s'agit de signaler son existence et ses buts, d'envisager une participation aux actions de ces partis et enfin de trouver comment ces derniers peuvent reprendre la lutte du *GLH* et l'analyse qui en découle.

Cette recherche de connivence n'est cependant pas sans risques et les différences d'appréciation sont multiples. Ainsi le journal de la *LCR*, *Rouge*, publie au mois d'avril 1977 un courrier du journal *Quels corps?* traitant de l'homosexualité, où il considère la candidature du *GLH* d'Aix-en-Provence aux élections de mars 1977 comme une « *diversion par rapport à la lutte des classes* » et somme les militants et militantes homosexuelles d'introduire une "ligne de classe", c'est-à-dire la perspective de la lutte des classes dans le mouvement homosexuel. Une réponse, co-signée dans l'*Agence Tasse* par des membres du *GLH-PQ* et du *GLH* de Bordeaux, est cinglante et sans équivoque: « *Le club bourgeois homosexuel Arcadie a fait plus pour les homos que vos baratins de solidarité dont on cherche partout la pratique* ». Et de conclure: « *On en a marre de se faire sodomiser par votre ligne de classe. On n'y peut rien si vous ne voulez rien comprendre* ». Ce conflit souligne l'ambiguïté des relations et les incompréhensions conséquentes entre l'extrême gauche et le mouvement homosexuel.





LES LIENS AVEC LE MOUVEMENT FÉMINISTE

Parallèlement aux liens nourris avec l'extrême gauche, les militantes des mouvements féministes apparus dans le sillage de mai 68 sont les principales interlocutrices des GLH. Ces mouvements inaugurent la naissance d'une action politique revendicative ancrée dans le présent. Le FHAR, fondé par des lesbiennes et des féministes, est déserté par les femmes quand il n'est plus autre chose qu'un espace de drague pour hommes. Le mouvement militant homosexuel français a été fondé par des féministes. À la fin du XIX^{ème} siècle, Anna Rüling, proche de Magnus Hirschfeld, proclame un discours toujours d'actualité au beau milieu des années 1970: « *Quel intérêt le mouvement des femmes a-t-il à résoudre la question homosexuelle?* » Sébastien Chauvin, sociologue, note que l'histoire des relations entre les mouvements de femmes et les mouvements homosexuels n'est pas celle d'une « *rencontre inéluctable vers l'union* ». Elle s'est construite, déconstruite et reconstruite tout au long du XX^{ème} siècle. À la manifestation du 1^{er} mai 1975, le GLH unitaire parisien défile aux côtés du MLF. Thierry Voeltzel, membre d'un GLH, décrit cette relation en 2014 dans son ouvrage *Vingt ans et après*: « *Les femmes, en réalité, nous ont acceptés parce que nous étions peut-être un peu moins oppresseurs ou moins emmerdants que les groupes politiques mecs; a priori elles n'étaient pas tellement intéressées par notre truc. De toute manière, il y avait déjà dans le MLF une tendance des femmes lesbiennes qui marchait beaucoup mieux* ».

Même si l'on retrouve un certain nombre de femmes dans les différents GLH, il existe aussi un mouvement lesbien féministe spécifique: le *Groupe des lesbiennes féministes (GLF)*. Le séparatisme qu'elles choisissent provient de l'évidence que les hommes homosexuels sont malgré tout fortement marqués par le phallocratisme et le sexisme. Un article du journal lesbien *Quand les femmes s'aiment* déplore une « *fixation sur la bite* » de la part des hommes. Elles reprochent aux GLH des préoccupations très masculines, notamment à propos de la drague dans les pissotières. Malgré tout, un certain nombre





d'actions sont menées de concert entre le *GLF* et les *GLH*. Lors du défilé du 1^{er} mai 1976, les groupes défilent ensemble derrière le cortège du *MLF*. Le premier rassemblement homosexuel au bois de Vincennes en 1975 est le fruit d'une organisation commune entre le *GLH-GB* et le *GLF*.

La grande majorité des *GLH* affirme des positions pro-féministes et revendique une mixité de genre. À la lecture des manifestes et des tracts, on constate un soutien affirmé à la lutte des femmes. Ainsi, le *GLH* d'Aix annonce que ses militantes et militants « *luttent aux côtés des femmes* », en Alsace on est « *solidaires de la lutte des femmes* », à Bordeaux on appelle à « *rejoindre le mouvement des femmes contre la virilité, la phallocratie, les normes et les rôles sexuels et sociaux développés par l'idéologie dominante* » et à Paris le *GLH-PQ* veut « *mener un débat et créer un rapport de force afin que la lutte contre l'oppression de l'homosexualité, comme celle des femmes, devienne partie intégrante de la lutte anti-capitaliste du mouvement ouvrier* ».

Entre ces discours et la réalité l'écart est cependant conséquent. La grande majorité des *GLH* se déclare mixte mais n'est composée que d'hommes. Le *GLH* de Rouen pose la question de cette absence dans le *Bulletin des GLH* de province numéro 1 : « *Pourquoi si peu de filles dans les mouvements homosexuels ? Pour celles que nous avons rencontrées, elles se sentent d'abord opprimées en tant que femmes avant de l'être en tant que lesbiennes* ». Cette situation n'est pourtant pas équivalente partout. Le *GLH-PQ* est composé d'une commission lesbienne intitulée les *Pétroleuses* et le groupe de Montpellier est majoritairement formé par des femmes. Les lesbiennes du *GLH* d'Orléans analysent la question de la mixité de genre dans la plateforme revendicative du groupe. Elles considèrent tout d'abord qu'une pratique homosexuelle ne peut pas être un lien suffisant entre les hommes et les femmes, même si le monde qui les entoure les contraint peut-être à trouver une identité et une solidarité dans leur homosexualité. Elles poursuivent leur analyse en expliquant que : « *La mixité du GLH Orléans trouve son sens (outré l'intérêt tactique évident)* ».





dans la reconnaissance commune aux femmes et aux hommes de notre groupe, que nous sommes ensemble victimes de la phallocratie». Elles concluent en soulignant que si elles ont accepté cette mixité au sein du GLH, c'est aussi parce qu'elles peuvent se retrouver en non-mixité de genre dans un groupe de femmes. Cette mixité n'est cependant pas évidente et les hommes du groupe continuent à exercer des comportements phalocrates et sexistes. Elles relèvent certaines phrases des hommes du groupe : « *Les bonnes femmes, elles sont toutes pareilles, je les connais, j'ai travaillé avec elles* » ou encore « *quoi, le viol ? Au début elles ne veulent peut-être pas mais après...* ». Après quelques mois de mixité les femmes du GLH d'Orléans décident d'orienter nettement leur militantisme vers les *Groupes femmes*.³¹ Elle concluent en interrogeant leur participation aux rencontres nationales de 1977 à Lyon avec l'objectif d'y « *soulever le problème général de la mixité des groupes, même si cela doit nous conduire à constater son impossibilité* ».

Pour questionner une situation qui leur est spécifique, les lesbiennes des GLH d'Orléans et de Paris organisent une rencontre nationale des lesbiennes les 22 et 23 mai 1976 en invitant les lesbiennes des différents GLH et celles des *Groupes femmes*. Elles proposent de se rencontrer pour débattre de leur place spécifique dans la lutte homosexuelle et dans la lutte des femmes avec deux thématiques principales : quelle mixité de genre possible au sein du mouvement homosexuel et quelle parole des femmes lesbiennes dans le mouvement des femmes ?

Cette convergence revendiquée avec les mouvements féministes est cependant remise en cause par quelques groupes. Parmi eux, la tendance *14 décembre* et le GLH de Lille, l'un des seuls GLH à être véritablement mixte et où la critique du féminisme est portée par les lesbiennes. Celles-ci remettent en cause leur identification en tant que femmes. Le manifeste de ce GLH est très clair : « *Nous ne prenons pas en compte la lutte des femmes dans la mesure où elle ne vise qu'à*

31- Des groupes féministes dans lesquels militent de nombreuses lesbiennes.





un aménagement de l'hétérosexualité (avortement, contraception etc.)». Dans un article publié par *Libération* le 14 juin 1976, elles explicitent leurs positions. Pour elles, le féminisme n'est « *qu'un avatar de la division en deux classes sexuelles, alors que justement c'est cette différenciation sociale qui est à la base de notre exploitation, de notre oppression* ».

Elles ne revendiquent pas un aménagement de la condition des femmes mais une abolition des rôles genres.³² Selon elles, la non-mixité des féministes n'aboutit qu'à une nouvelle forme de "ghetto", assumé et revendiqué. « *Dire "lutte de femmes" c'est toujours se cantonner dans le domaine réservé que la société a toujours octroyé aux femmes* ». Elles ajoutent : « *Nous, homosexuelles, lesbiennes, gouines, nous nous révoltons contre tous les rôles, les schémas, les modèles normatifs, et nous ne voulons pas nous réfugier dans les "réserves de femmes", que la société peut nous concéder. Nous voulons nous battre sur tous les fronts simultanément pour détruire l'ordre social existant* ». Elles critiquent aussi tous les GLH qui se veulent mixtes sans l'être vraiment et pro-féministes à l'instar du GLH-PQ : « *C'est un groupe qui n'est composé que de mecs et échoue dans ses velléités de mixité. Ce n'est qu'un ghetto pédérastique de plus qui renforce la cloison gouine/pédé* ». La mixité de genre des groupes, si elle est souvent revendiquée, n'est effectivement pas si commune. Les attitudes sexistes des militants et certains discours critiques du féminisme font que cette alliance objective n'est pas une évidence et qu'elle est continuellement questionnée.

Malgré tout, bien que critiques, elles pensent qu'un des lieux où la lutte contre l'ordre social existant peut être mise en pratique : « *C'est le GLH (Groupe de libération homosexuel) où se rejoignent, avec des objectifs communs, et au-delà de la distinction du sexe, gouines et pédés révolutionnaires. La libération sexuelle ne sera possible qu'avec l'abolition de tout rapport de pouvoir, fondé à l'origine sur la division en deux classes sexuelles* ».

32- Seraient-elles les précurseuses du slogan « *Ni homme, ni femme, transpédégouines !* » ? (nde)





LES LIENS AVEC LES AUTRES LUTTES

Les *GLH* s'inscrivent dans les mouvements sociaux nés au cours des années 1970. À l'image d'autres mouvements politiques de l'époque, ils développent un discours et une pratique autour de luttes multiples, comme par exemple la dénonciation du système carcéral, la vie communautaire ou encore l'écologie. À chaque fois, ils cherchent aussi à questionner les revendications des homosexuel·les à la lumière de ces luttes et à intégrer leurs propres revendications. Comme le note Pierre du *GLH* de Mulhouse, « *la lutte n'est donc possible et efficace qu'en collaboration étroite avec les autres luttes qui ont lieu dans différents domaines contre les mêmes causes économiques et politiques* ».

Dès mai 1975, le groupe de Mulhouse participe à la marche anti-nucléaire de Fessenheim où les militants et militantes distribuent 3 000 tracts et tiennent un stand d'information. La présence des *GLH* sur d'autres fronts est bien illustrée par celle du groupe de Lyon dans différentes manifestations écologistes. Le samedi 30 juillet 1977, le groupe participe avec la banderole du *GLH* à la marche de Montalieu contre le surgénérateur nucléaire en construction de Creys-Malville. Ce n'est qu'en sortant la banderole qu'ils et elles se rendent compte qu'il n'est pas évident de porter un message qui propose un autre objectif que la lutte en cours. Malgré tout, quelques contacts sont pris, quelques dossiers de presse vendus, quelques discussions amorcées. Cependant, ce qui semble être le plus important pour les militants et militantes c'est de partager cette après-midi d'incertitude sous la pluie, de faire front commun sur une lutte qui n'est pas que la leur mais de laquelle, en vertu d'une ligne politique révolutionnaire, elles et ils se sentent partie prenante.

Ce même été, le *GLH* de Lyon participe à un rassemblement au Larzac contre l'extension du camp militaire prévu par le gouvernement de Valéry Giscard d'Estaing. Le journal du groupe, *Interlopes*, fait le récit de cette journée du dimanche 14 août 1977. Si le manque d'initiative ou de coordination les





empêche de tenir un stand au rassemblement, les membres du groupe sont tout de même présents à la marche. Apparaît alors un drapeau marqué d'un triangle rose sur fond blanc.³³ « *Le jeune londonien qui le porte vient de faire se rencontrer des gens qui se cherchaient et permet une nouvelle fois "d'être présent" et d'expliquer inlassablement la signification du triangle rose* ». La suite de l'article pose deux questions qui interrogent la présence des *GLH* dans ces luttes : « *Qui représentations-nous, nous qui nous référons aux GLH, à ces rassemblements?* » et « *Qu'ont à voir les GLH avec la construction d'un surgénérateur ou l'extension d'un camp militaire?* ». L'argumentaire exprimé dans le journal se focalise sur deux points. Le premier dépasse la seule question homosexuelle : c'est un argumentaire écologiste directement tiré des brochures anti-nucléaires des années 1970. Y est pointé le risque de l'incertitude énergétique, ainsi que le danger, la pollution et les déchets qu'engendre le nucléaire, tout comme la violence et la répression policière autour de ces luttes. Un sujet que les homosexuel·les connaissent bien. Le second vient quand le rédacteur de l'article demande si les *GLH* pourraient « *ajouter un motif supplémentaire à cette liste incomplète et déjà longue* » de critiques. Il questionne la possibilité pour les homosexuel·les d'analyser la structure des moyens de production d'après les critères utilisés pour examiner leurs propres oppressions, c'est-à-dire en pensant ces institutions comme étant phallogocratiques et répressives. Par une subtile allusion à l'identité homosexuelle, il conclut son article en dénonçant une société du progrès qui ne se remet jamais en cause, qui ne questionne pas cette course effrénée vers la technologie et les risques qu'elle entraîne.

Sur la question de la présence des *GLH* au Larzac ou à Malville, l'auteur de l'article ne fait pas de détour. Selon lui, les militants et militantes des *GLH* ne représentent personne car ils et elles ne sont déléguées par personne mais projettent « *un éclairage particulier parmi d'autres tout aussi indispen-*

33- Le triangle rose était la marque de reconnaissance imposée par les nazis dans les camps de concentration et d'extermination aux homosexuels. Les lesbiennes, quant à elles, étaient marquées d'un triangle noir. Les luttes homosexuelles ont par la suite retourné le stigmate en se réappropriant ces symboles.





TERRAINS DE LUTTE : RUPTURES ET ALLIANCES

ables, ils peuvent être un signe de ralliement comme ce drapeau inattendu brandi sur le Causse pour regrouper des marcheurs».

1976 et 1977 représentent des années cruciales pour les différents *Groupes de libération homosexuels*. Elles correspondent au développement d'un mouvement politique homosexuel autonome, même si chaque groupe, chaque tendance compose avec les réalités locales qui sont les siennes – ce qui se déroule au Havre ne résonnant pas nécessairement de la même manière à Toulouse. Ce sont deux années où le mouvement se structure et se visibilise à travers des moyens de communication et de diffusion propres, des actions militantes qui affirment leur présence sur le terrain politique et des rencontres nationales et internationales qui renforcent une dynamique organisationnelle. C'est aussi pour les *GLH* le temps de la définition : l'identité homosexuelle est renforcée par certains et certaines et remise en question par d'autres, en fonction des tendances politiques de chacune et chacun, développant dans le même temps des lectures du monde originales et un rapport au militantisme renouvelé. Dans un double mouvement, les *GLH* se confrontent et parfois s'allient à la gauche et à l'extrême gauche, cherchent des alliances avec les féministes (parfois les réfutent) et développent un soutien à un large panel de luttes qui ne sont pas spécifiquement les leurs. Avec le déclin de l'horizon révolutionnaire, la fin du libéralisme giscardien, l'augmentation des conflits internes, les années 1978 et 1979 représentent un nouveau tournant dans l'histoire du mouvement homosexuel français.







STRATÉGIES POLITIQUES



UNE COMMUNAUTÉ ?

Le *GLH Groupe de base* ayant disparu début 1977, la tendance *Politique et quotidien* occupe un temps une position hégémonique dans la définition idéologique de ce qu'est l'identité homosexuelle. Cependant le *GLH* d'Aix-en-Provence propose une autre vision de l'identité homosexuelle, qui s'attaque au modèle de la masculinité alors que l'époque se caractérise par un basculement entre les homosexuels et les hétérosexuels concernant la virilité. Si, concernant l'injonction à la virilité, un adoucissement semble apparaître chez les hétérosexuels, les homosexuels, eux, se tournent vers un modèle virilisant.

Le développement d'une identité homosexuelle spécifique au *GLH* d'Aix-en-Provence émerge avec la candidature du groupe aux élections municipales de mars 1977. Il annonce son projet de former une liste électorale dans le journal local, *Le Provençal*, le 4 février. Ahuri face à cette initiative, le journaliste parle de l'homosexualité comme d'« *une idéologie conquérante* » et conclut son article en insistant de manière suggestive sur le fait qu'il ne « *reste [qu']à établir la liste des candidats. Ils doivent bien être une quarantaine l'un dans l'autre* ». La principale revendication du *GLH* d'Aix n'est rien de moins que de détruire le monde hétérosexuel pour le remplacer par un monde homosexuel. Cette liste n'a en réalité aucune visée électorale – elle ne peut d'ailleurs même pas être déposée faute de moyens financiers. Selon Patrick Cardon, militant aixois, il s'agit de « *mettre tout le monde mal à l'aise* », de contester l'alliance objective avec les gauchistes et d'initier une nouvelle réflexion sur l'identité homosexuelle. Il y a là, selon le militant Jacques Girard, la volonté de faire éclater le discours trotskyste et d'attirer l'attention de tout le pays sur l'homosexualité. La tendance d'extrême gauche parisienne incarnée par le *GLH-PQ* ne tarde pas à réagir par la voix de son idéologue Jean Nicolas qui publie une tribune dans *Rouge*,





le journal de la LCR. Il insiste sur le fait qu'il ne s'agit tout de même pas de confondre les candidats et candidates du mouvement ouvrier avec celles et ceux des partis de droite, il leur reproche une inversion des valeurs établies en revendiquant la construction d'un monde homosexuel. Il les accuse de se tromper d'ennemi et de donner « *l'illusion que l'oppression vient des hétérosexuels alors qu'elle est le produit d'un système qui aliène, en [...] cloisonnant, [les] sexualités* ». La rupture est consommée.

Dans le bulletin *GLH Info* numéro 1, on apprend que le *GLH* d'Aix change de nom pour opter pour celui de *GLH Tendance homosexuelle*. Ce choix est justifié par la volonté de se démarquer « *des autres GLH qu'on dénommera sans volonté de figer "groupe de libération de l'hétérosexualité"* ». À partir de cette critique en règle des autres villes et de leurs positions qu'Aix qualifie de réformistes, le groupe développe dans ce bulletin sa conception de l'identité homosexuelle. Celle-ci diffère de celle des autres groupes car elle ne se résume pas à lutter contre l'aliénation bourgeoise engendrée par le capitalisme. Les militantes et militants d'Aix s'attaquent directement à l'hétérosexualité : « *On ne veut ni se faire tolérer, ni tolérer l'hétérosexualité* ». Ils et elles sont particulièrement virulentes envers les membres des groupes gauchistes dont « *on taisait la répression de cette phallocratie libérale, de la sympathie raciste de ces tenants du droit à la différence* ». Au contraire, ils et elles revendiquent une intolérance pour toutes celles et ceux qui ne leur ressemblent pas. Il ne s'agit plus de toucher les masses – « *qu'elle se touche elle-même la masse et qu'on en parle plus* » – mais de revendiquer que l'on ne peut être révolutionnaire si l'on n'est pas homosexuel-le, tout comme on ne peut être féministe sans être lesbienne. L'homosexualité est selon leurs écrits une façon d'être, une vision du monde et non une simple attirance pour des personnes de même sexe. L'hétérosexualité devient donc l'ennemi et ce qu'il faut construire, ce n'est plus le socialisme mais un monde homosexuel.

Cette redéfinition de l'identité homosexuelle doit aussi, selon les militantes et militants du *GLH Tendance homosexuelle*,





redéfinir ce que doit être l'action politique d'un *GLH*. D'après elles et eux, celle-ci doit être basée sur des « *relations vraies* » parce que l'activisme hérité du gauchisme n'a jamais servi qu'à coller des affiches et distribuer des tracts. Ce qu'ils et elles qualifient d'« *activisme défoulement* » ne leur semble pas crédible et ne serait pas autre chose qu'une fuite en avant menacée de récupération. Les *GLH* devraient être « *un centre de rencontres non formel, là où les réunions ne [doivent] être que des points de repères et non la polarisation de l'activité du groupe* ». La prétention des autres *GLH* à créer des espaces militants dans la perspective d'organiser les groupes et de structurer le mouvement homosexuel est ainsi mise à mal par les aixois et aixoises. Leur discours proche du courant spontanéiste – qu'ils et elles qualifient de "spontanéisme réfléchi" – rappelle particulièrement les orientations politiques du *FHAR*. Jacques Girard fait aussi le lien avec leur prédécesseur en soulignant que « *plus une minorité est interdite de parole, plus son cri risque d'être agressif* ». Ils et elles appellent à la remise en cause de la croyance en la démocratie, basée sur les « *lois de la majorité, celle des compromis* ». Elle n'est pour eux et elles qu'un mythe, synonyme des illusions hétérosexuelles. Le monde homosexuel devrait se défaire de ce carcan et libérer son « *imagination-création* ».

La position des militantes et militants d'Aix continue à se radicaliser jusqu'à adopter une nouvelle dénomination en 1978: la *Mouvance Folle Lesbienne*. Comme le raconte un certain Grégoire dans une lettre adressée à l'*Agence Tasse*, c'est une « *position expérimentale [...] à la recherche d'une identité entièrement nouvelle, dans les sentiers non battus, encore vierge* ». L'idée portée par un tract publié dans ce même numéro du journal n'est pas de proclamer la fierté d'une quelconque « *homosexualité honteuse* » liée aux schémas imposés par l'hétérosexualité. Les homosexuels ont de tout temps été qualifiés de « *tapette, pédales et femmes* ». Il s'agit au contraire de vivre pleinement cette identité. « *Nous sommes des femmes* ». Non pas comme le veulent les hommes, c'est-à-dire pas à leur image ou de la manière dont ils peuvent se les





représenter. S'il n'est pas non plus question d'être travesti, ils proclament avoir « *tout un passé de femmes à retrouver et tout un devenir à proposer...* ». Comme le proclame la suite du tract, « *Fini les hommes homos ou/et hétéros: les folles vont s'aimer, et avec les femmes, s'efforcent de vivre une homosexualité délivrée du MÂLE dans une lesbiénitude balbutiante et prometteuse* ». Le pamphlet est finalement signé : « *des homosexuel(le)s qui n'aiment pas les hommes* ».

Les positions défendues par le groupe d'Aix-en-Provence sont minoritaires par rapport à celles des autres groupes. Il n'en reste pas moins que la réflexion autour de l'identité homosexuelle est perpétuellement en mouvement, qu'elle est multiple et que, par le biais de certaines et certains, elle se radicalise. La volonté du groupe aixois de se présenter aux élections municipales de 1977 lui donne un retentissement considérable dans le mouvement : ses positions politiques sont largement diffusées. Par ailleurs, cette radicalité a aussi des conséquences non négligeables sur les autres GLH, qui doivent se repositionner. Dans les différentes rencontres, les invectives et attaques du groupe d'Aix sur le reste des GLH alimentent souvent les tensions. Si les *Folles-Lesbiennes* reprochent aux autres groupes de ne pas chercher à sortir le mouvement du "ghetto", certains et certaines peuvent reprocher à Aix le fait de refuser « *la contradiction, traitant les autres GLH de cons, d'hétéros, de refoulés* ».

Une réflexion autour de l'identité homosexuelle en perpétuel mouvement questionne dans le même temps l'idée de communauté. Existe-t-elle ? Faut-il s'adresser à elle ? Une nouvelle étape dans ce questionnement surgit avec les élections législatives du printemps 1978. Après l'expérience municipale aixoise, le *GLH-PQ* décide à son tour de présenter des candidats aux élections législatives parisiennes. Au cours du mois de janvier, les candidatures sont annoncées mais pas le nom des candidats.

France Soir l'annonce le 7 novembre 1977, cinq homosexuels sont candidats aux élections législatives du printemps suivant.





De façon ironique, le journal calcule que si la France compte 3 500 000 homosexuel·les, la proportionnelle devrait propulser 34 député·es homosexuel·les à l'Assemblée nationale. La démarche du GLH est pour le moins originale : « *Nous n'avons pas de projet de société quelconque. Nous voulons seulement le droit à une société non homogène où l'on peut être pédé dans sa vie quotidienne : boulot, vie politique et syndicale, vie affective et sexuelle* ». Le GLH-PQ entend représenter les exclu·es, les marginales et les marginaux. Ce ne sont finalement que deux candidats qui sont confirmés lors d'une conférence de presse organisée le 27 février 1978. Jean Le Bitoux est candidat dans le VI^{ème} arrondissement avec François Graille comme suppléant et Alain Secoué dans le XVIII^{ème} avec Guy Hocquenghem comme second. Les trois autres sont écartés par la préfecture de police pour différents motifs, l'un étant travesti, le deuxième n'ayant pas la nationalité française et le troisième, à 23 ans, n'ayant pas l'âge requis pour être candidat.

Se présenter à des élections en tant que candidat ou candidate homosexuelle vient à nouveau questionner l'identité et interroge sur l'existence d'une communauté qui se retrouverait autour d'un dénominateur commun qu'est l'homosexualité. Les membres du groupe de Bordeaux ont déjà évoqué cette réflexion dans un texte qui les présente. « *Ce n'est pas notre rôle d'impulser le rassemblement des homosexuels sur le seul fait de leur homosexualité. Le ghetto le fait déjà et nous savons quelles contradictions cela cache. En effet, si l'homosexualité peut être un facteur de radicalisation politique, elle peut aussi être parfaitement intégrée, récupérée commercialement, et beaucoup de pédés sont prêts à défendre le système capitaliste* ». Autour des élections de 1978, un débat retranscrit dans l'Agence Tasse est amorcé au sein du GLH parisien pour questionner cette initiative. Au-delà d'une stricte perspective identitaire, la question stratégique d'une candidature est posée. Certaines et certains voient un risque à ce que le ou la candidate homosexuelle recueille trop peu de voix et que cela permette à ses opposants et opposantes d'affirmer que les homosexuel·les ne représentent rien. Cela reviendrait à





donner des arguments à l'ennemi.e. Par ailleurs, une comparaison est faite avec les mouvements féministes, mais les personnes participant au débat considèrent que l'accès à certains droits permet d'aménager immédiatement la vie des femmes, comme par exemple la contraception ou l'avortement, alors que « *l'homosexualité ne s'aménage pas* ».

Dans le débat sur l'idée de communauté, les tenants et tenantes d'une identité homosexuelle révolutionnaire contestent l'existence d'une seule réalité homosexuelle. Un militant qui apparaît sous le pseudonyme de Robinson Simon Lawrence affirme qu'« *il n'y a aucune convergence entre un grand bourgeois homo, un prolo homo et un petit-bourgeois homo* ». Le paradigme politique dans lequel les membres du *GLH-PQ* évoluent est celui de la lutte des classes. Celle-ci prime sur l'idée d'homosexualité qui, à leurs yeux, n'est rien d'autre qu'une sous-culture. « *Tout ce qui relie un petit-bourgeois homo et un prolo homo c'est uniquement une sous-culture, mais non une réalité homosexuelle* ». La réalité homosexuelle dont ils et elles parlent est de nature sociale et économique. Par exemple un ouvrier homosexuel ne peut pas vivre sa condition de la même manière qu'un bourgeois. Il est condamné à fréquenter les tasses, à subir les vexations quotidiennes à l'usine. Le bourgeois au contraire, s'il évolue dans un milieu intellectuel, ne subit pas la même répression. Il peut fréquenter un "ghetto" où il est relativement en sécurité. L'analyse va même plus loin pour celles et ceux qui défendent la lutte des classes. Il n'y a selon elles et eux pas de différence entre la petite-bourgeoisie homosexuelle et la petite-bourgeoisie hétérosexuelle. Ils et elles défendent la même chose, les mêmes intérêts et les mêmes privilèges.

À partir de là, se présenter aux élections serait comme accepter de rentrer dans le rang et laisser de côté la marginalité qui les protégerait d'une assimilation au monde hétérosexuel. Alain Huet, rédacteur de *l'Agence Tasse*, soutient dans cette même veine que « *ça n'a rien de subversif, et le peu de subversif qui pourrait exister, avec des élections comme ça on se ferait baiser la gueule* ».





Ces candidatures octroient une nouvelle notoriété aux candidats et participent à créer des « *stars homosexuelles* » qui, à l'image de Bory ou Peyrefitte, lorsqu'elles parlent en public,



détruisent le côté subversif du mouvement. Dans les réflexions portées par certains et certaines, pour que les élections aient du sens, il faudrait tenir un discours qui soit entendu par les hétérosexuel·les, ce qui pourrait engendrer une récupération du discours homosexuel. Par ailleurs, de nombreuses comparaisons sont faites avec les États-Unis où le mouvement qui s'est institutionnalisé et a intégré le jeu politique classique n'a plus rien de subversif ni de révolutionnaire.

La question soulevée durant le débat mené dans les pages de l'*Agence Tasse* est de savoir si les militants et militantes souhaitent mener un « *combat homosexuel* » qui se placerait dans une logique identitaire ou un « *combat politique* » dans une perspective de lutte des classes. L'idée sous-jacente est que, s'ils et elles veulent mener un combat politique, celui-ci doit se faire à l'intérieur du mouvement politique existant, c'est-à-dire plutôt dans un combat en faveur de la lutte des classes qu'en faveur de la communauté. La question des élections porte implicitement celle du "ghetto". Il existe dans tous les *GLH* la volonté claire d'en sortir et de mener un travail politique qui permette aux autres homosexuel·les de s'en défaire. Mais le discours « *lutte des classes* » opposé à celui de la communauté rend cette revendication complexe. Cet état d'esprit est parfaitement résumé par la réflexion de Roger Leducq, militant d'un *GLH*: « *C'est une contradiction parce que l'on veut d'une part sortir du ghetto et d'autre part dès qu'on en sort on dit "Ouh làlà, qu'il fait froid dehors" »*.

Pour celles et ceux qui sont favorables à une ligne politique révolutionnaire, une identité homosexuelle partagée par toutes et tous n'est pas possible. La communauté homosexuelle ne peut exister du seul fait d'une sous-culture partagée. Les rapports de classe n'offrent aucun commun possible entre le monde ouvrier et la petite bourgeoisie homosexuelles. Cette intransigeance politique distingue donc le mouvement homosexuel français de certains de ses homologues anglo-saxons qui se pensent d'abord en tant que communauté, quitte à s'institutionnaliser.



SORTIR DU "GHETTO" ?

Au milieu des années 1970 se développe la marchandisation de l'homosexualité. Les tasses qui disparaissent les unes après les autres sont concurrencées par les bars, les boîtes et les sex-shops. La question que se posent les militants et militantes des GLH est de savoir comment s'opposer à ce nouveau "ghetto marchand" sans devenir une élite intellectuelle coupée du reste d'une communauté parfois fantasmée, souvent critiquée. Dans la grande majorité des tracts et manifestes des différents groupes, apparaît en effet la volonté de sortir du "ghetto", de le détruire. Dans sa plateforme, le GLH de Bruxelles écrit qu'il refuse « *la ségrégation qui cantonne [les homosexuel·les] dans le ghetto des bars et de la drague clandestine, pour y être la proie du fric, du milieu, des flics* ».

Une géographie de l'homosexualité par l'étude des différents lieux de drague et de sociabilité permet d'interroger la notion de "ghetto" en tant qu'espace. L'abécédaire du journal *Interlopes* de Lyon propose une définition du concept de "ghetto": « *C sont des lieux de rencontre (saunas, quais...) souvent décrits en termes d'aliénation par les pédales radicales qui ne fréquentent pas ces lieux et qui sont effectivement aliénants pour ceux qui ne peuvent vivre leurs désirs que dans ces lieux-là* ». En réalité, d'après les discours des GLH, il n'existe pas un seul "ghetto", mais plusieurs formes d'enfermement qui ne sont pas homogènes. D'une part existe le "ghetto marchand" et de l'autre, le "ghetto sauvage", engendrés par le rejet de l'homosexualité en dehors de la norme, qui poussent les homosexuel·les à se réfugier dans ce que certains et certaines qualifient de pièges. Selon sa classe sociale et son sexe, on se dirigera plutôt vers une forme ou une autre de "ghetto". La critique qui lui est faite – quel qu'il soit – est qu'il conditionne les homosexuel·les à un vécu nocturne où les rapports sociaux sont dénaturés car souvent réduits à la drague dont est exclue toute autre forme de communication. Ce "ghetto" déforme les rapports que les individus peuvent avoir en dehors de ce milieu et développe des sentiments de



culpabilité et d'infériorité. Cette forme de sexualité cloisonne la vie de ses acteurs et actrices. D'un côté, il y a la façade de la vie normale et de l'autre, une vie nocturne inavouable mais seule forme de vie où le désir peut s'exprimer.

Jean Nicolas du *GLH-PQ* analyse que les homosexuels fréquenteraient le ghetto moins par désir que pour assouvir un besoin précis ou immédiat, trouver un partenaire. Cette quête peut prendre la forme soit « *d'une recherche occasionnelle pour une baise vite fait bien fait, soit [de] la recherche du grand amour, du prince charmant et souvent [des] deux à la fois* ». Selon lui, le "ghetto sauvage" subit une répression bien supérieure à l'autre. La menace d'une descente de flics ou de "casseurs de pédés" est constamment présente, ce qui y développe un état de tension qui rend toute communication ardue et favorise une consommation de sexe hâtive et sans lendemain. Dans le "ghetto marchand", comme tout passe par des rapports commerciaux, il note une survalorisation de l'apparence où le culte de la beauté fige toutes les représentations. Il considère aussi que c'est dans cette forme de "ghetto" que « *s'enracine le plus fortement l'idéologie de l'identité homosexuelle* ». Elle se divise également, d'après Jean Nicolas, en plusieurs catégories. Il y a les boîtes sélectes pour un public de classe sociale plutôt élevée et celles, plus populaires, qui accueillent les homosexuel·les chassé·es du "ghetto sauvage". Une des principales critiques qu'il adresse au "ghetto marchand" est que, dans la mesure où l'homosexualité tend à s'arroger un droit de cité dans la société française, les autorités cherchent à s'y immiscer. Elles essayent de supprimer le "ghetto sauvage" – car difficilement contrôlable – pour favoriser le "ghetto marchand" sur lequel elles peuvent imposer une dynamique de pouvoir et de contrôle. Une fois ce constat établi se pose donc la question de l'attitude à adopter face au "ghetto" sous toutes ses formes. Les *GLH* sont relativement unanimes sur ce point. Ils sont pour sa disparition en tant que « *système d'aliénation particulièrement mutilateur des rapports humains qu'il instaure* ». Dans le même temps, ils reconnaissent que si le "ghetto" existe, c'est bien du fait du rejet de l'homosexualité





en dehors du corps social. Tant que les homosexuel·les seront opprimé·es, ce "ghetto" existera. Ils ont donc pour devoir de dénoncer toutes les formes de répression que les homosexuel·les peuvent subir en son sein. La perspective pour les *GLH*, au-delà de cette solidarité, est de chercher à radicaliser les homosexuel·les qui le fréquentent pour les amener à rompre avec les « *rappports aliénés* » qu'ils et elles y vivent et renoncer à « *l'idéologie de l'identité homosexuelle* ». Une logique du droit à la différence accompagne souvent la logique du "ghetto". Elle peut être interprétée comme une façon d'assumer de s'y retrouver et de s'y épanouir. Certaines et certaines critiquent cette logique, considérant que ce droit à la différence est un statut octroyé par l'hétérosexualité dominante, une reconnaissance de leur différence située au niveau des pratiques sexuelles. Il accompagnerait un aménagement du "ghetto" qui deviendrait le lieu où elle est autorisée à se dire.

En réalité, comme le note Pierre du *GLH-PQ*, c'est la libéralisation de l'homosexualité et la revendication d'une identité homosexuelle par certains et certaines qui accompagnent – voire favorisent – le développement du "ghetto". En effet, tant que l'homosexualité est un phénomène honteux, le capitalisme n'a que très peu de marge pour en tirer profit. Il n'existe que quelques établissements dans certaines grandes villes, intégrés dans les circuits commerciaux. Pire encore, « *cette intégration de l'homosexualité devient un élément essentiel du dispositif policier visant à encadrer chaque citoyen, et par-delà tout le corps social* ». Il n'est donc guère surprenant que les *GLH* entament – certainement en vain – une lutte contre le "ghetto". La question d'une identité homosexuelle n'est pas résolue en cette fin des années 1970. Certains et certaines l'accusent de tous les maux, la considèrent comme une aliénation bourgeoise. D'autres veulent la penser comme multiple. Au sein même des *GLH*, des oppositions aux revendications identitaires surgissent et fragilisent le mouvement. Enfin, si les individus partagent certaines réalités, la communauté homosexuelle, elle, semble être impossible et même parfois indésirable. Ces tensions idéologiques accompagnent une série de crises successives au sein des *GLH*.





LA FIN D'UNE ÉPOQUE...



NOUVELLE PHASE DE RÉPRESSION

À la fin des années 1970, la France s'installe encore davantage dans la crise économique. Alors que la gauche croit en sa victoire, les élections législatives de 1978 sont remportées par la droite. La rupture du pacte commun entre le *PS* et le *PCF* n'y est certainement pas pour rien. Dans le même temps l'extrême gauche s'essouffle et l'horizon révolutionnaire est de moins en moins probable. C'est dans ce contexte qu'une nouvelle phase de répression se met en place. Les journaux sont à nouveaux censurés et les procès se multiplient.

Cette période marque également la fin du libéralisme giscardien. Une des principales raisons est à chercher dans les stratégies politiciennes du président de la République. Le jeune Premier ministre gaulliste Jacques Chirac démissionne du gouvernement en 1976 et n'a de cesse ensuite d'attaquer le gouvernement par un discours bien plus marqué à droite. Si les élections législatives reconduisent la majorité gouvernementale au pouvoir, la gauche, malgré ses divisions, continue de progresser dans les votes. C'est donc dans la perspective des élections présidentielles de 1981 et du nécessaire soutien des forces conservatrices que Valéry Giscard d'Estaing infléchit sa politique vers la droite.

La législation concernant l'homosexualité n'a pas évolué depuis 1974 avec la baisse de l'âge de la majorité, mais un espoir inattendu surgit lorsque, durant l'examen au Sénat d'une loi relative au viol et aux attentats à la pudeur, une proposition de loi du sénateur Henri Caillavet est reprise par Monique Pelletier, la secrétaire d'État à la Justice. Cette proposition vise à l'abrogation des alinéas 2 de l'article 330 et 3 de l'article 331 du Code pénal, lesquels pénalisent les relations homosexuelles entre majeur-es et mineur-es ainsi que l'outrage public à la pudeur. La proposition de loi est reprise sous forme d'amendement puis votée par le Sénat. Mais à son



passage devant l'Assemblée nationale, celle-ci s'y oppose et la proposition est définitivement enterrée. Cette démarche inattendue ne doit pas occulter le fait que la période est à la répression. Une loi en vigueur depuis 1949 permet l'interdiction de l'affichage des « *publications de toute nature présentant un danger pour la jeunesse en raison de leur caractère licencieux ou pornographique ou de la place faite au crime* ». La revue d'*Arcadie* en avait fait les frais jusqu'en 1975. 1978 voit le retour de cette pratique et de nombreux journaux et revues sont censurées. Le 19 janvier ce sont les revues *Dialogues* et *Incognito-Magazine* qui sont touchées. Le 1^{er} mars c'est au tour de *Gaie Presse* (toute nouvellement fondée) et de *In-Magazine*. Le 24 mars enfin c'est *Gay Magazine* qui se trouve interdit d'affichage. L'*Association pour la liberté d'expression des pédérastes et homosexuels (ALEPH)**, sous la plume de Claude Courrouve, dénonce « *une dangereuse inclination à l'ordre moral* ».

Les lois sur l'homosexualité, l'excitation de mineur-e à la débauche ou encore l'outrage public à la pudeur sont toujours en vigueur en 1978 mais le nombre de condamnations est en constante diminution. Cependant, la fin du libéralisme giscardien correspond aussi à un retour conséquent des affaires en justice. L'*Agence Tasse* numéro 27/28/29 se fait l'écho d'un certain nombre d'affaires en ce début d'année 1978. Le 18 janvier, un enseignant de Saint-Leu-La-Forêt est inculqué pour « *excitation de mineurs à la débauche* » et « *actes impudiques sur des personnes de même sexe* ». Le 7 mars 1978, la 24^{ème} chambre correctionnelle du tribunal de Paris condamne quatre homosexuels, supposément pris en flagrant délit, à 3 000 francs d'amende et deux mois de prison avec sursis. En juin de cette même année est organisée une campagne de solidarité en faveur du docteur Buisson après sa radiation de l'Ordre des médecins. Le seul délit de ce médecin psychiatre, installé à la Réunion, est d'être homosexuel et de ne pas le cacher. Si rien n'a pu lui être reproché sur le plan professionnel, l'Ordre des médecins considère que « *ses tendances profondes [sont] incompatibles avec l'éthique médicale* ». Ce qui



autorise le journal *Le Monde* dans son édition du 16 décembre à le présenter comme coupable. Il est sanctionné par l'Ordre des médecins de six mois d'interdiction de pratiquer. Un autre cas emblématique est celui rapporté par *Libération* autour de l'affaire Rossignol. Jean Rossignol est révoqué par le conseil de discipline de l'académie d'Aix-Marseille le 7 septembre 1978 sous prétexte de « *retards et d'absences injustifiées* ». Ce qu'on reproche en réalité à ce surveillant syndicaliste, c'est



BAL ☆ ☆
☆ **BAL!**
du **GLH**
Groupe de Liberation des Homosexuels

20 juin 21^h30

☆

„LADY LOVE”
& PAT.

LEOPOLD BLOOM. (Groupe)
ROCK

„SHEILA”

30^F



à **L'ALHAMBRA** 234 B^d Chave 13005



son homosexualité et son appartenance au *GLH* de Marseille. Après avoir été muté une première fois, il est à nouveau accusé pour avoir « *affiché dans le réfectoire des élèves une annonce pour le bal du GLH* », ce qu'il dément. Le 26 janvier 1979 il est révoqué définitivement. La répression de l'homosexualité, qu'elle soit sociale ou pénale, est ainsi toujours le lot quotidien de nombreuses personnes.

ESSOUFFLEMENT DES GLH

La tendance *14 décembre* a disparu fin 1976, quelques rescapés du groupe fondent *Entropie*, une instance de réflexion, principalement. Début 1977, c'est la tendance *Groupe de base* qui disparaît sans laisser de suite. En 1978, le *GLH-PQ* est le dernier des groupes parisiens encore existant. Il entre alors en crise avant de disparaître à son tour, marquant la fin d'une époque.

Cette fin est la conséquence de difficultés multiples. Le groupe parisien est certainement le *GLH* qui compte le plus grand nombre de militants et militantes et donc de sensibilités politiques diverses. Si les débats et les divergences sont courantes dans le groupe, la première référence à des problèmes internes apparaît au début de l'année 1977. Un militant dénommé Charlos fait un bilan relativement pessimiste du *GLH* dans le bulletin interne du groupe, *Réflexions*. « *Un curieux climat règne actuellement dans le GLH-PQ. D'un côté, les commissions se renforcent, débattent, préparent des interventions. Mais en même temps, certains expriment un malaise évident, un manque de confiance dans le groupe, de la défiance envers le collectif, soulèvent le problème posé par la présence de militants d'organisations politiques – et en particulier de militants de la LCR – dans le GLH-PQ. Ce n'est pas une mauvaise chose que ces questions (re)viennent sur le tapis; ce qui, en revanche, est assez malsain, c'est la manière dont elles sont amenées: par allusions, par bruits de couloir, par des critiques vagues et générales sans s'appuyer sur des cas précis, bref, par un climat de grogne qui ne semble pas déboucher sur une volonté d'analyser sérieusement les problèmes* ». Dans la



suite de son article, il remarque aussi une tendance à la dévalorisation personnelle qui tourne à la dévalorisation du groupe. Il analyse ce phénomène comme étant le produit direct de l'oppression, de la violence subie quotidiennement au travail ou dans la famille. Charlos termine son propos en expliquant que la plupart des membres du groupe sont à la recherche d'une reconnaissance sociale qui peut s'exprimer, pour certains ou certaines, par un surinvestissement dans les activités militantes quand d'autres cherchent à explorer encore plus loin les facettes d'une identité homosexuelle en marge. Ce que souligne ce témoignage, c'est que malgré les discours et l'activité militante, être homosexuel·le dans les années 1970 est loin d'être une évidence pour toutes et tous. S'accepter ou déconstruire son sentiment de culpabilité vis-à-vis de sa condition d'homosexuel·le est un processus long et complexe, militer ouvertement dans un *GLH* peut donc s'avérer difficile. Dans ce contexte, les *GLH* s'essouffent après quelques années d'existence.

Le *GLH Politique et quotidien* est un groupe qui se veut révolutionnaire, proche de la tendance gauchiste et marqué par le discours trotskyste. Mais en cette fin des années 1970 où l'horizon révolutionnaire semble s'estomper, ce discours commence lui aussi à tomber en désuétude. La rigidité du discours politique lasse une partie des militants et militantes, fatiguées de se culpabiliser quant au couple, à la drague ou au "ghetto". Un militant, Maxime Journiac, explique que « *le discours marxiste empêchait toute expression spontanée* ». Un nouveau discours émerge, porté par les *folles radicales*, s'opposant à la ligne trotskyste et assez proche des positions du groupe d'Aix-en-Provence. À leur tour, elles s'attaquent à l'hétérosexualité et clament que le "ghetto" homosexuel n'existe pas. Si "ghetto" il y a, alors il est hétérosexuel. Elles réintroduisent l'identité homosexuelle au sein du groupe au grand dam de certains et certaines. C'est à ce moment-là que le terme anglo-saxon *gay* – que les hommes se sont bien plus approprié que les femmes – fait son entrée dans les discours et bouscule les qualificatifs "homosexuel" ou même "pédé". Comme le note le



militant Jacques Girard: « *Le gay s'oppose au straight, c'est-à-dire à tout ce qui est normal, intégré, dans la ligne. Avec en fond, cet éternel retour au doux frisson du subversif. [...] Être gai, c'est transformer la tragédie homosexuelle en comédie* ». Pour les *folles radicales* il n'est plus question de faire de la politique mais d'être politique. Face à tant de divergences, elles s'éloignent de la structure rigide du *GLH-PQ* et squattent deux immeubles. Pendant quelques mois, de juin à octobre 1977, elles s'essayent à la vie communautaire et lancent un nouveau journal, *Gaie Presse*.

En 1977 a eu lieu un premier Festival homosexuel au cinéma l'Olympic. Fort de son succès, un deuxième festival de films homosexuels doit avoir lieu en janvier 1978 au cinéma la Pagode. Son déroulé sera tout autre et l'*Agence Tasse* s'en fait l'écho. Le festival est inauguré le 17 janvier et le dimanche 21 est organisé un débat sur la pédophilie. Jean-Marie Colombani du journal *Le Monde* rapporte que « *la plupart des propos tombaient sous le coup de la loi* ». Le vendredi 27, des policiers se faisant passer pour des agents du Centre national du cinéma (CNC) entrent dans la cabine de projection et saisissent 17 films ayant été interdits par le ministère de la Culture, sous prétexte qu'ils n'ont pas de visa pour être projetés. Ces agents de la police judiciaire décident d'occuper les lieux jusqu'à la fin du festival pour s'assurer qu'aucun film interdit ne soit diffusé. Le même jour, vers 20h45, « *un commando de Jeune nation [un groupuscule d'extrême droite] d'une vingtaine de personnes, casqué, masqué et armé de barres de fer fait irruption, casse les vitrines, rentre dans la salle, envoie de la peinture rouge et des grenades fumigènes sur les 200 personnes regardant le film projeté, Le droit du plus fort* ». C'est la panique et six personnes sont blessées. Par ailleurs les flics ne réagissent pas. La journée du samedi se veut revendicative. Après une manifestation qui réclame le droit à une « *différence homosexuelle* » les militants et militantes distribuent le soir des tracts dans la rue Sainte-Anne. La police intervient et interpelle huit personnes. Alors que les manifestants et manifestantes empêchent les cars de police



d'emmener les personnes arrêtées, la police attaque en matraquant et tirant des gaz lacrymogènes. Des pierres et divers autres objets s'abattent alors sur la police. La manifestation tourne à l'émeute et deux personnes sont inculpées pour « *violence à l'encontre des forces de l'ordre* ». Michel et Patrick sont condamnés à 15 jours de prison avec sursis et 500 francs d'amende. Cette nouvelle phase de répression ressoude un instant un GLH où l'ambiance « *était devenue désagréable* ». L'échec du festival de la Pagode continue à affaiblir le GLH-PQ. Jacques Girard interprète la mort du groupe par une

Pédophilie

Questionner la pédophilie, tout comme la sexualité des enfants, est aujourd'hui difficilement pensable. Antoine Idier, dans son ouvrage *Les aliénas au placard*, explique que « *le "pédophile" ne qualifie plus la même personne aujourd'hui que dans les années 1970. Aujourd'hui, le pédophile désigne un criminel, coupable d'un crime considéré comme le crime suprême. Dans les années 1970, ce terme désignait un ensemble d'individus ou d'écrits qui défendaient la possibilité de relations amoureuses et sexuelles entre les enfants et les adultes. Il existait ainsi un espace de discussion où était débattue la question de la sexualité des enfants et des adultes, certes déjà contestée* ». La question de la majorité sexuelle, aujourd'hui fixée à 15 ans pour tous et toutes, floute encore un peu plus notre regard sur la situation. En effet, dans les années 1970, la répression s'exerce différemment selon qu'il s'agit de rapports hétérosexuels ou homosexuels, via l'infraction « *excitation de mineurs à la débauche* ». Cela revient à dire que la majorité sexuelle des hétérosexuel·les est à 13 ans et celle des homosexuel·les à 21 ans. Concrètement, deux hommes de 21 et 19 ans peuvent alors tomber sous le coup de la loi alors qu'aujourd'hui la question de la pédophilie ne se pose même pas dans cette situation. Sous Giscard, la majorité sexuelle est changée à respectivement 15 et 18 ans, puis devient la même pour tout le monde en 1982 sous le mandat de Mitterrand.



incapacité à réagir devant la répression, quelle qu'elle soit. « *Une mort qui ressemble à celle d'un enfant qui crierait pour empêcher le toit de la maison de s'écrouler* ».

Alors que les élections législatives approchent, le *GLH-PQ* ne semble plus être autre chose qu'un coquille vide. Pour prendre en charge la campagne électorale sont constitués des *Comités homosexuels d'arrondissement (CHA)**. Les deux premiers sont ceux du XVIII^{ème} et du V^{ème}-VI^{ème} arrondissements. D'autres apparaissent ensuite avec la création des *CHA* du IX^{ème}, X^{ème}, XII^{ème}, XV^{ème}, Halles et Ouest parisien. Une lettre ouverte du *CHA* du V^{ème}-VI^{ème} explique pourquoi ses membres ne se reconnaissent plus dans le *GLH-PQ*: « *Démarche de quelques garçons déroutés par la paradoxale difficulté à s'exprimer au sein d'un mouvement de libération où tout ne tient que par quelques personnes qui s'essoufflent, s'isolent, s'entre-déchirent, et qu'on voudrait aider... Désir de tracer quelque chose de plus humain, de parler de soi, de ses pratiques sexuelles, de se remettre en cause, de se retrouver entre copains, de se tracer des repères affectifs, de ne surtout plus se déguiser ni aborder "l'autre" sous des masques provocateurs qui l'effraient...* ».

Les homosexuel·les parisiennes et parisiens se mettent par ailleurs à théoriser la fête. Dans les autres villes, les *GLH* sont aussi en questionnement. Les groupes sont nombreux, dès 1977, à indiquer par leurs contributions aux différents bulletins qu'ils sont à bout de souffle, qu'ils se trouvent confrontés à une série de problématiques qu'ils n'arrivent pas à dépasser. Si ces tensions existent à Paris, dans les autres *GLH*, elles sont accentuées par le peu d'effectifs. La récurrence de ces problèmes limite indubitablement le développement du mouvement homosexuel si ardemment souhaité par certains et certaines.

La lecture des comptes-rendus des *GLH* montre qu'après quelques temps d'existence, ceux-ci sont comme incapables d'avancer et de se projeter. Le *GLH* de Rouen dans le *Bulletin des GLH de province* numéro 2 fait cet amer constat où il note que l'enthousiasme du début est retombé et que les activités



sont au point mort depuis plusieurs mois. S'il y a bien quelques projets, les forces vives du groupe ne sont pas assez nombreuses pour pouvoir les prendre en charge. Les réunions sont tout sauf enthousiasmantes : « *on se regardait assez souvent en chien de faïence et c'était toujours les mêmes qui parlaient* ».

Il est donc nécessaire de comprendre ce qui se joue dans ces groupes et pourquoi après avoir mobilisé, il est si compliqué de maintenir une rigueur d'organisation et de militantisme. L'intervention d'un dénommé Pierre, déjà en 1976, dans un texte publié dans *l'Agence Tasse*, permettait d'entrevoir une première analyse autour de cette problématique. « *Le thème de l'homosexualité [...] n'est pas mobilisateur à long terme, et tout regroupement d'homosexuel(le)s de ce type, malgré d'éventuels succès ponctuels, tourne en rond ou se perd dans des querelles en raison de l'ambiguïté du "recrutement". Il peut, tout au plus, apporter une aide individuelle (non négligeable) par une action d'assistance sociale aux homosexuels. Un mouvement spécifique homosexuel est toutefois nécessaire, tant que le problème n'est pris en charge par personne d'autre* ». Il pointe ici la nécessité de prendre soin de la communauté, quitte à freiner un militantisme plus large.

Celui qui en fait l'analyse la plus fine est certainement Alain Huet dans un éditorial publié lui aussi dans *l'Agence Tasse*. Ce texte paru en 1978 laisse supposer qu'un certain recul et plusieurs années de mouvement permettent d'étudier ce phénomène en profondeur. La réflexion qu'il propose n'est pas tendre envers les militants et militantes mais s'avère certainement nécessaire. Les *GLH* doivent selon lui faire un examen de conscience de leurs pratiques. Il établit qu'il est nécessaire de réviser les modes de fonctionnement des groupes, liés à des manières de faire qu'il considère comme étant propres au mouvement homosexuel. Ces blocages s'expliquent selon lui par le fait que la première et seule communauté d'intérêt qui lie les membres des *GLH* est leur homosexualité et que ces groupes sont essentiellement des lieux de passage. Le *GLH* de Bordeaux note que : « *Le groupe a*



dû redémarrer amoindri de quelques militants homosexuels qui avaient joué un rôle capital dans sa construction en 1975. Il y a un perpétuel renouvellement des membres». Ce phénomène de passage est tellement commun qu'avec un brin de cynisme, Alain Huet explique que les quelques exceptions qui existent « sont tellement bien des exceptions, que [les] militants qui sont dans le mouvement depuis plus de trois ans se connaissent les uns les autres ». Ceux et celles qui se joignent à un GLH le font, selon lui, soit pour sortir de leur isolement, soit pour rencontrer une ou des âmes sœurs et donner corps à leurs désirs. Celui de Bordeaux insiste sur le fait qu'avec cette double pratique, il risque de devenir un lieu de rencontre, un « ghetto aménagé ». Alain Huet fait enfin état d'une troisième raison pour se joindre à un GLH, qui est celle du militantisme politique et social.

La combinaison de ces trois facteurs provoque une situation qui rend complexe la possibilité de trouver une orientation précise pour le groupe. La cause étant la disparité trop évidente des attentes et des désirs de chacun et chacune, voire un total manque de motivation. Les récits des différents GLH corroborent l'analyse que propose l'éditorialiste de l'Agence Tasse. Le GLH de Rouen établit lui aussi plusieurs catégories de personnes dans sa réflexion autour des blocages du groupe. « L'une des raisons du calage du groupe est la grande hétérogénéité des demandes et des prises de conscience sur l'homosexualité tant à un niveau individuel qu'à un niveau plus général ou qui plus est politique. Certains se sentaient très mal dans leur peau et voulaient s'en sortir. Certains venaient pour briser leur isolement et faire des rencontres. Certains venaient pour "militer" pour une "cause" qui leur paraissait bonne ».

Alain Huet poursuit sa réflexion en supposant que les militants et militantes des GLH réalisent plus ou moins les deux premiers objectifs – sortir de leur isolement et faire des rencontres – au besoin en participant à la vie militante. Mais dès que celle-ci risque de prendre le pas sur le côté affectif, ils et elles s'en vont. Il reconnaît qu'« il y a bien sûr les exceptions, aussi étoiles filantes que les précédents, des gens qui



ont déjà une conscience politique ou sociale et qui ne trouvent pas ce qu'ils veulent dans le groupe dans lequel ils ont atterri». Cependant, ces dernières, ces derniers n'ont selon lui pas d'influence au sein du groupe. Il émet par ailleurs l'hypothèse qu'il n'y a pas de grande différence dans les groupes de lesbiennes. Pierre de Mulhouse note qu'il n'y a que très peu de conscience politique à l'entrée dans le groupe et une « réticence presque unanime à toute analyse politique de la situation des homosexuels et de la sexualité en général».

Dans la perspective où participer à un *GLH* se fait pour sortir de l'isolement ou trouver l'âme sœur, il n'existe alors dans ces groupes aucune nécessité d'une continuité dans l'action. Ce qu'Alain Huet considère être du spontanéisme au coup par coup répond aux désirs de réalisation des deux premiers objectifs, plus affectifs. Celles et ceux qui veulent essayer de porter une lutte politique et sociale se trouvent coincés par les autres, majoritaires. Cette situation peut à son tour engendrer une forte insatisfaction des personnes venues pour militer, qui les mène elles aussi à parfois quitter le *GLH*.

Après une première période d'activité, face à ces différentes réalités, ils et elles s'interrogent souvent sur les raisons de se réunir. Il y a donc l'obligation de discuter prioritairement de l'attente de chacun et chacune pour pouvoir établir un minimum de bases communes. Le *GLH* de Bordeaux pose cette question dans les termes suivants: «*Sommes-nous un seul regroupement d'homos à fonction de copinage en tout et pour tout ou bien devons nous chercher plus loin, élaborer une analyse sur l'oppression spécifique des homos?*». D'après le groupe de Strasbourg, l'un des enjeux cruciaux est que toute motivation est à chercher à travers le vécu, les expériences et les espérances de chacune et chacun. La prise de conscience de la nécessité d'une lutte pour la libération homosexuelle se fait d'abord d'après eux et elles par la confrontation des expériences individuelles. Il considère qu'il serait vain d'attendre un engagement militant solide de la part des personnes qui rejoignent le groupe sans tenir compte de ces différents facteurs. Et de conclure qu'«*il ne faut pas se leurrer, cette problématique se retrouve certainement dans la plupart des groupes. Sa résolution est une condition nécessaire au bon fonctionnement et souvent même à la survivance d'un groupe*».





... ET LE DÉBUT D'UNE AUTRE



Le constat en cette fin de décennie est amer pour les *GLH*. Le mouvement est inconsistant et n'existe en réalité que dans les discours. La fin du *GLH-PQ*, qui incarne pendant plusieurs années un certain leadership, désoriente une partie des groupes. Les dynamiques internes des *GLH* sont fluctuantes, tournent parfois en rond, à la recherche de sens. C'est pourtant à partir de l'action de ces groupes que la mobilisation se restructure. Pour reprendre les termes du militant Jacques Girard, alors que « *Paris dépérit, le salut va venir de la province* ». Pour ce faire, des rencontres nationales et une reconfiguration du militantisme local permettent aux *GLH* de reprendre corps.

MULTIPLICATION DES PUBLICATIONS

Même s'il revendiquait une totale indépendance par rapport aux *GLH* et certainement encore plus, pour des raisons idéologiques, avec le *GLH-PQ*, le bulletin de l'*Agence Tasse* a malgré tout été le porte-voix du mouvement. De mai 1976 à mai 1977, son tirage bimensuel n'est presque jamais interrompu. Avec la parution de la revue *Diff/Éros*, imaginée par le même groupe de personnes, la parution du bulletin devient beaucoup plus aléatoire. Les membres de l'*APPELS* – l'association qui porte ces deux publications – voulant donner la priorité à *Diff/Éros* reconnaissent par ailleurs être confrontés à des problèmes de temps, d'argent et de publicité, ce qui rend la situation plus délicate et la régularité de la publication plus difficile à tenir. Le numéro 35 de l'*Agence Tasse* semble être la dernière parution de l'*APPELS*. Avec la progressive disparition du journal, les groupes ne disposent donc plus de cet outil de coordination nationale essentiel.

Au même moment, dans de nombreuses villes, des groupes se lancent dans la publication de leur propre journal. En 1978, les *GLH* ont déjà plusieurs années d'existence. Si la structuration des groupes peut être relativement longue et si les difficultés matérielles sont nombreuses, il faut voir dans ces parutions





une nouvelle dynamique et de nouvelles perspectives pour les groupes. Le *GLH* de Rouen est l'un des premiers à se doter d'une parution au printemps 1978 avec un journal intitulé *Pourquoi pas*. On y décèle une première envie d'ouverture, du fait de la volonté affichée de se tourner vers toute la population homosexuelle de Rouen. Cette dynamique est encore plus forte dans les déclarations d'intention des journaux qui apparaissent par la suite. Le journal du groupe de Marseille, qui paraît pour la première fois au printemps 1979 sous le titre de *Comme ça*, indique ne pas être un bulletin à l'usage des seuls membres du *GLH*. « *Nous nous adressons, et nous espérons dialoguer avec la grande majorité des homosexuels qui pour diverses raisons ne s'expriment pas en tant que tels. [...] Les "militants homosexuels" n'ont pas toujours su trouver un langage accessible et concret pour communiquer leurs idées, leurs actions, leur enthousiasme* ». Dans un courrier qui précède la parution du numéro 0, l'équipe de rédaction indique s'adresser à la grande masse des homosexuel·les, « *ceux qui se disent plus volontiers "comme ça" que pédé, folle ou autre* ».

Faire paraître un journal est aussi une manière pour certains et certaines de transcender les conflits qui ont pu exister à travers les groupes, avec l'idée de redonner une consistance au mouvement. C'est le cas des *GLH* de l'Ouest de la France qui s'aventurent dans la publication d'un journal interrégional intitulé *Gay West* avec une première parution en mai 1979. Ils et elles indiquent que: « *Les GLH ont compris après la coordination nationale de Lyon en fin 78 que le gauchisme d'idées qui consistait à croire à un mouvement de masse unitaire et structuré, était passé de mode. Après plus de 2 ans de réunions manquées et de guerre idéologique meurtrières (ou presque), les GLH ont enfin découvert la "cœxistence pacifique"* ». C'est de là qu'est né le journal avec le regroupement des *GLH* et des *Groupes lesbiennes*, de Brest, Angers, Caen, Nantes, Rennes, Tours et de Rouen. Il se défend d'être « *l'expression d'une hypothétique ligne unitaire* » et souhaite permettre à tous les courants de s'y exprimer. L'éditorial va même plus loin dans la remise en cause de l'existence dogmatique des



GLH en proposant toute une série de formules pour l'acronyme qui est le leur : *Groupe de libération homosexuelle*, *Groupe de libération des homosexuels*, *Groupe de libération des homosexualités*, *Groupe de luttes homosexuelles*. Le renouveau se fait sentir et l'envie de passer à une nouvelle étape semble être partagée par tous les groupes, sur tout le territoire. Au cours de ces deux années, d'autres villes initient leur propre publication. Le groupe d'Aix-en-Provence publie *Aix-ema*, le CHA du V^{ème} et VI^{ème} diffuse *EntreCha*, le CHA du XVIII^{ème} annonce la revue *Masques* et Angers propose *Le fond de l'air est rose*.

Au-delà des GLH, d'autres publications prennent forme. Elles sont souvent le fruit du départ de militants et militantes qui ne se retrouvent plus dans la logique des GLH, un peu trop intellectuelle et autocentrée à leur goût, et qui cherchent à offrir à la question homosexuelle une résonance nationale. C'est le début de la presse gay. Le premier journal à paraître est *Gaie Presse*, fortement imprégné par la culture punk émergente. Mais il est victime de la nouvelle phase de répression giscardienne et ne survit pas à son interdiction à l'affichage dans les kiosques en date du 11 mars 1978. C'est un an plus

tard que paraît un autre journal qui marque profondément la culture homosexuelle : le journal *Gai Pied*. Jean Le Bitoux, l'un de ses fondateurs, exprime la nécessité d'inventer un nouveau média largement diffusé à l'échelle nationale pour « *atteindre désormais le plus grand nombre possible d'homosexuels, quels que soient leur âge, leur situation géographique ou sociale et leur niveau de conscience politique ou culturelle* ». Il est question de créer une autre presse homosexuelle qui dépasse largement le cadre militant. C'est en avril 1979 que le journal paraît pour la première fois



en kiosque avec en couverture une formule qui annonce la teneur de la publication. « *Pour être gai et pour le pied. Pour ne plus tomber dans le guêpier des ghettos* ». Le choix du vocable "gay" est en phase avec cette fin des années 1970. Il remplace lentement le terme "homosexuel" considéré par les nouvelles militantes et militants comme étant trop médical. Michel Foucault considère dans le journal qu'il « *faut s'acharner à être gay* », car « *être gay c'est [...] non pas s'identifier aux traits psychologiques et aux masques visibles de l'homosexuel, mais chercher à définir et à développer un mode de vie* ».



De nombreuses figures du mouvement homosexuel participent à l'aventure de *Gai Pied*: Guy Hocquenghem, Pierre Hahn, Dominique Fernandez, Jean-Paul Aron, Copi... L'une des principales ruptures du journal avec la tradition militante est qu'il prend la forme d'une véritable entreprise de presse. Une fête au Bataclan est organisée le 30 avril 1979 pour lancer le journal et payer les premières factures. Le numéro 0, tiré à 20 000 exemplaires, est gratuit et donne au mensuel une publicité non négligeable. Le numéro 1 permet de lancer définitivement le journal et, grâce à une entreprise audacieuse de Jean Le Bitoux, il est préservé de la menace d'interdiction à l'affichage: en une du journal, se trouve un article sur le suicide, intitulé *Un plaisir si simple*, signé par Michel Foucault. *Gai Pied* prend par la suite une part active dans la lutte pour la dépénalisation de l'homosexualité et devient la référence de la presse homosexuelle française.

RESTRUCTURATION DU MOUVEMENT

Il est possible de considérer qu'au-delà des impasses propres à chaque groupe, la recomposition de l'échiquier politique et

les errements de l'extrême gauche ont poussé les *GLH* à interroger leurs pratiques militantes. L'historien Julian Jackson souligne que « *l'infléchissement giscardien pousse les militants du GLH et d'autres à changer de tactique, au moment précis où ces militants reconnaissent que leur alignement avec l'extrême gauche ne les a conduit nulle part* ». Même s'ils et elles lui adressent de nombreuses critiques, il y a une relative confiance dans la *LCR* qui, en 1976, constitue une *Commission nationale homosexuelle*. Faute d'influence, la moitié des membres de cette commission claquent la porte en janvier 1979. Il s'agit donc moins à présent d'aller distribuer des tracts à la sortie des boîtes et des usines que de chercher à se rendre plus visibles, à toucher plus de personnes et à orienter la lutte contre la répression. La lettre d'intention présentant le journal *Comme ça* à Marseille note que « *le GLH est certes une réussite mais elle est actuellement menacée de piétinement si elle n'évolue pas vers son élargissement. Or l'élargissement du groupe passe surtout par l'élargissement de ses activités, ainsi le ciné club, ainsi le journal* ». Cette volonté d'ouverture est expliquée dans l'éditorial du numéro 0 du journal. Il explique que la lutte pour l'abrogation des lois anti-homosexuel·les, contre les diverses brimades et pour que les mentalités évoluent ne concerne pas seulement les homosexuel·les militants ou militantes. Cette lutte concerne bien toute la population homosexuelle. Les membres du *GLH* de Marseille justifient aussi leur volonté d'ouverture en remettant en cause l'élitisme qu'incarneraient les *GLH*. « *Nul ne peut nier la distance qui sépare actuellement une frange d'homosexuels agissants qui ont souvent un langage qui les fait paraître éloignés des réalités quotidiennes que nous rencontrons dans notre travail et au sein de notre famille par exemple* ».

Cette volonté d'ouverture dépasse largement la simple publication d'un journal. Il est de bon ton, semble-t-il, d'organiser une "semaine homosexuelle", souvent dans le cadre d'un festival de cinéma. À Mulhouse, près de 900 personnes participent au cycle "Cinéma et homosexualité" en février 1978. Nantes a la même idée et, à Rennes, le festival qui se déroule à la MJC est



qualifié de "semaine hystérique" et couronné par un bal le 3 mars. L'année suivante, c'est au tour d'Angers et de Marseille de mettre en place leurs festivals. Les militants et militantes de la cité phocéenne l'organisent du 10 au 14 mai, en portant un intérêt particulier à la question de l'abrogation des articles pénalisant l'homosexualité. De leur côté, celles et ceux d'Angers proposent du 14 au 20 juin 1979 une autre semaine homosexuelle avec des débats, une exposition et, bien évidemment, un bal. Cette nouvelle dynamique permet aux GLH de toucher des personnes qu'une simple réunion effraie et que la théorie décourage.

Si les groupes reformulent leurs objectifs au niveau local, des initiatives nationales cherchent à restructurer le mouvement et à lui donner une nouvelle perspective. C'est dans ce cadre qu'ont lieu le 29 avril 1978 les *États Généraux de l'homosexualité* à Paris. L'idée de ces rencontres est de «*dégager des points de convergence qui pourraient déboucher sur des perspectives communes*». À ce rendez-vous ne sont pas seulement présents les CHA et les GLH d'un peu partout en France. Le *Centre du Christ libérateur* (CCL) y participe ainsi que le journal *Gaie Presse*, le *Groupe lesbiennes* de l'organisation CHOISIR et celui du MLF, tout comme les *Jeunes homosexuels chrétiens* (JHC). Plusieurs discussions sont proposées pour parler de «*l'homosexualité aujourd'hui*», un débat est prévu sur les rôles et vécus homosexuels féminins et masculins, un autre sur les lois et les structures oppressives et un dernier sur les projets communs en ce qui concerne le domaine juridique, médical ou de coordination entre les groupes. Un bilan de cette journée fait état de «*désirs plus ou moins contradictoires qui ont été positifs*». Malgré ces contradictions, le pari est lancé d'organiser une autre rencontre qui permettrait à des personnes venues d'horizons différents de témoigner de leur vécu et leur expérience d'une part, et d'arriver à des prises de position communes d'autre part. Lors de cette deuxième coordination, il est question d'élaborer un projet de réforme à la loi de juillet 1972 qui concerne le racisme pour y intégrer les discriminations contre les homosexuel·les. D'autres projets y sont par ailleurs



amorçés: l'examen des législations étrangères, le lancement d'une campagne pour l'abrogation des lois répressives concernant l'homosexualité, la prise de contact avec des organismes comme *Amnesty International* et la *Ligue des droits de l'homme*. Des débats sont aussi engagés autour des problèmes médicaux et de la psychiatrie (l'homosexualité est par exemple encore considérée comme étant une maladie psychiatrique par l'Organisation mondiale de la santé). Suite à cette rencontre du 2 mai 1978, la coordination décide de se réunir tous les 15 jours. Au-delà de ces efforts de coordination, les discours et les revendications s'orientent nettement vers le terrain législatif et contre la répression. Cette démarche semble être la seule sur laquelle tous les groupes peuvent s'entendre et collaborer.

Une autre rencontre se déroule les 11 et 12 novembre 1978, plus restreinte cette fois, dans la mesure où elle ne concerne que les *GLH*, les *CHA* et quelques groupes de pays voisins: 160 personnes venues de 25 groupes différents se retrouvent le temps d'un week-end pour chercher à redonner corps au mouvement. Le constat est cependant sévère. Jacques Prince, rédacteur de l'*Agence Tasse*, qui participe aux débats, pointe le fait que « *le mouvement homosexuel n'existe pas, il n'y a qu'une infime minorité de militants homosexuels, [qui] ne représent[ent] ni une force, ni une puissance électorale* ». Durant ces rencontres, des groupes de travail sont constitués autour de quatre thèmes principaux: la presse homosexuelle, la coordination du mouvement, l'idéologie et le vécu des groupes. Dans la commission presse est discuté le lancement d'un magazine alors encore nommé *Gay Life* (c'est en réalité le futur *Gai Pied*). Si les avis autour de la pertinence d'une telle revue ne sont pas partagés par tout le monde, plusieurs personnes reconnaissent qu'un périodique qui parle d'homosexualité d'une autre manière est nécessaire. Sur l'initiative du *GLH* de Marseille est lancée une campagne nationale pour l'abrogation des mesures répressives. Elle se décline en quatre points: tout d'abord l'abrogation des lois anti-homosexuel-les, ensuite le droit au travestissement et à l'expression publique de son



homosexualité, puis la fin des interdictions professionnelles pour homosexualité et enfin l'arrêt de tout fichage, la destruction des fichiers de surveillance et la dissolution des brigades spéciales. La commission idéologie s'intéresse, elle, à l'inépuisable question de l'identité homosexuelle. Il y est précisé que si les militants et militantes sont homosexuelles, ils et elles ne sont pas que ça. Jacques Prince considère que lors de ces rencontres s'amorce une nouvelle étape du mouvement. Celui-ci est en mesure de se restructurer car tous et toutes reconnaissent qu'il peut exister dans sa diversité. Jacques Prince note ainsi – malgré des assemblées générales houleuses qui ont « *permis aux folles et aux stars de faire leur numéro* » – que « *le temps du "star system", des querelles de chapelles, des hystérisations épidermiques est révolu. À force de se battre pour le droit à la différence, il semble bien que nous commençons aussi à accepter les différences que nous avons entre nous* ». Deux jours pour organiser le mouvement homosexuel est un temps court. Suite à une autre proposition du GLH de Marseille, il est décidé de se retrouver le temps d'une semaine l'été suivant pour ce qui sera la première *Université d'été de l'homosexualité (UEH)**.

L'UEH, UN TOURNANT POUR LE MILITANTISME HOMOSEXUEL

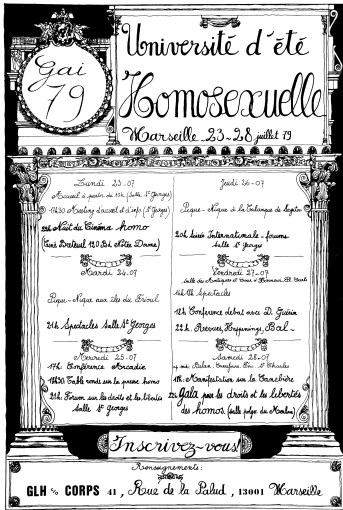
« Dans le désert que représente actuellement le mouvement en France, Marseille apparaît comme une oasis. C'est la première, ou peut être la dernière chance de voir un jour ce mouvement prendre une dimension nationale ».

« Éditorial », *Agence Tasse*, n° 33, non daté, p. 1

Annoncée aux rencontres de Lyon, l'*Université d'été homosexuelle* doit permettre de donner des perspectives au mouvement et d'accompagner la reconfiguration des pratiques militantes qui émergent dans les différents groupes vers des revendications anti-répressives.

En parallèle de l'évolution politique générale de cette fin de décennie, les GLH actualisent leur discours, quitte à s'engager dans une voie réformiste qu'ils décriaient quelques années





auparavant. L'injonction à lutter sur le terrain de la répression se fait de plus en plus pressante. Les actions des groupes au niveau local s'en font l'écho et les diverses rencontres nationales accompagnent cette dynamique. Dès janvier 1979 est lancée l'idée d'un *Collectif national contre la répression des homosexuel(le)s*, porté par le CHA du XVIII^{ème} arrondissement. C'est l'affaire Buisson, le psychiatre suspendu par l'Ordre des médecins parce qu'homosexuel, qui est à l'origine de cette nouvelle initiative.

Il s'agit de « *permettre la défense des homos sur le plan juridique* » et de définir une structure permettant l'accès à la presse. Les nouvelles revendications semblent faire preuve d'un certain pragmatisme, nécessaire pour continuer à exister. Cette démarche implique de repenser les fonctionnements militants, ce qu'avait déjà mis en lumière Alain Huet dès le printemps 1978. « *Il nous faut donc commencer par avoir derrière nous le maximum de gens de tous horizons, sans discrimination, donc faire des compromis entre nous. Il nous faut une coordination entre eux qui puisse avoir un poids public important, dans les médias et devant les législateurs. Et enfin, j'ai le regret d'ajouter qu'il nous faudra aussi un minimum de bureaucratie* ». Il considère en outre que se battre sur le terrain des lois et de la répression doit se faire conjointement avec des groupes divers, agissant dans des domaines qui leurs sont propres. L'UEH permet véritablement d'ouvrir le débat autour de ce nouveau paradigme.

Du 15 au 21 juillet 1979, sur le campus universitaire de Luminy, près de Marseille, a lieu la première *Université d'été homosexuelle*. Si elle émane d'une proposition du GLH phocéen, sa préparation, son organisation et sa programmation doivent se faire tout au long de l'année et de manière concertée avec



tous les groupes existants. L'Agence Tasse par exemple, dans son rôle d'information et de coordination des GLH, doit devenir le journal de l'UEH. Chaque mois « nous ferons paraître les textes, les informations, les suggestions, les demandes concernant l'UEH. En mai nous publierons un numéro spécial comprenant le programme complet de Marseille ». Pour pouvoir se projeter dans l'avenir, l'invitation aux rencontres propose un bilan des dix dernières années. De manière générale, une grande part du programme propose de revenir sur l'histoire du mouvement homosexuel en France. L'envie de faire de ces rencontres la première étape d'un nouveau mouvement homosexuel est évidente. « Si ce forum d'idées que sera à son début l'Université d'été devenait, grâce à une réflexion commune, les premières vertèbres du mouvement qui lui donnerait ainsi consistance et solidité tout en lui évitant une raideur idéologique paralysante et excluante, nous pourrions être satisfaits de cette semaine passée ensemble ». Dans la construction du mouvement, la dimension internationale est elle aussi importante. Cet aspect est appréhendé avec soin par les organisateurs et organisatrices du rassemblement. D'un côté, des camarades homosexuel·les sont invité·es de Belgique, de Suisse ou encore d'Italie et, de l'autre, le programme souhaite mettre en lumière la situation du mouvement homosexuel au Québec, aux États-Unis, en Italie, en Espagne ou encore en Catalogne. Il s'agit d'établir des comparaisons et de mettre en parallèle « la vitalité du mouvement homo dans ces pays où la condition homo paraissait il y a peu de temps plus difficile qu'en France et l'évolution favorable rapide que des pays semblent connaître actuellement ». D'après les fiches de travail pour l'organisation de ces rencontres, une conférence par jour est prévue autour de sujets se rapportant au mouvement homosexuel avec des « conférenciers connus ». Dans le même temps sont organisés des ateliers, des débats animés par les différents GLH, sans oublier les immanquables soirées dansantes, les bals et l'incourtournable gala. La drague n'étant jamais occultée ni même dépréciée, il est précisé dans l'invitation que des calanques nudistes se trouvent à moins de vingt minutes de marche du




campus universitaire. Le comité d'organisation, dans l'invitation qu'il fait parvenir aux *GLH*, mentionne 300 chambres réservées sur le campus. À l'image des *États généraux de l'homosexualité* en 1978, ces rencontres ne sont pas réservées aux seuls *GLH*. Des groupes comme *David et Jonathan*, l'*ALEPH* ou encore *Arcadie* sont conviés à participer à cet événement. Des lesbiennes, de leur côté, annoncent qu'elles ont pris la décision d'organiser elles aussi une rencontre de leurs groupes, parallèlement à l'*UEH* et dans le même lieu. Un premier bilan de ces rencontres, publié par le journal du *GLH* de Marseille *Comme ça*, raconte qu'il y a une envie claire de la part des participants et participantes de dépasser « *les vieilles questions paralysantes et excluantes* ».






S'il ne s'agit pas de faire table rase du passé, les regards semblent globalement tournés vers l'avenir.

À l'exception d'une période allant de 1987 à 1999, ces rencontres se poursuivent jusqu'à aujourd'hui. Le sigle a évolué pour devenir les *Universités d'été euro-méditerranéennes des homosexualités (UEEH)*.



L'*Université d'été homosexuelle* représente un tournant majeur dans l'histoire des *GLH*. À la suite de ces rencontres est fondé le *Comité d'urgence anti-répression homosexuelle (CUARH)*. Il prend la suite de l'action politique des *GLH* et porte clairement les revendications de ceux-ci sur un terrain législatif et réformiste. Le *CUARH* est la somme d'un large panel d'organisations, allant de groupes religieux homosexuels aux *GLH*. Structuré et organisé, il symbolise le début d'un mouvement homosexuel identifiable, interlocuteur privilégié des pouvoirs publics et des organisations politiques.





CONCLUSION



Les homosexuel·les, avec les *GLH*, se sont pensé·es et constitué·es en tant que mouvement. Lorsque le premier groupe est apparu en 1974, il était particulièrement difficile de vivre son homosexualité au grand jour, qui était par ailleurs toujours réprimée pénalement. Les *GLH* se sont alors multipliés sur une grande partie du territoire, donnant une consistance au mouvement. Malgré de nombreuses problématiques structurelles et théoriques, ils ont fait émerger les luttes homosexuelles dans l'espace politique.

Les *GLH* ont contribué à constituer un mouvement politique qui se voulait autonome, lié à la nécessité de faire exister des revendications spécifiques, que la grande majorité des organisations de gauche et d'extrême gauche leur refusaient. Il s'agissait aussi de structurer un mouvement qui ne l'avait encore jamais été à l'échelle nationale, en organisant des rencontres et des coordinations où les groupes pouvaient se retrouver et élaborer des stratégies communes. Si la volonté de créer un mouvement autonome était forte, les connivences avec d'autres groupes et organisations politiques n'en étaient pas moins nombreuses. Le dialogue avec les luttes féministes était de ce fait continu. Dans un double mouvement d'attraction et de répulsion parfois plein de contradictions, le lien avec la gauche et l'extrême gauche n'a jamais été totalement rompu. Ces liens impliquaient, par ailleurs, une lutte pour la visibilité sur l'échiquier politique en place. La tentative, deux fois explorée, de présenter des candidat·es homosexuel·les aux élections municipales et législatives a encore accru cette perspective d'autonomie. L'objectif n'a cependant jamais été de gagner les élections. Il s'agissait avant tout de rendre visibles des luttes et des revendications. La requalification politique et stratégique des luttes homosexuelles, avec le *CUARH* dans les années 1980 et le début de l'épidémie du sida à partir de 1982, a renforcé le besoin de communauté. Il ne s'agissait plus de faire bande à part, mais il ne restait d'autre possibilité que d'être un monde à part.





CONCLUSION

revendications du mouvement en retirant les textes pénalisant l'homosexualité. Avec les années 1980, le militantisme politique se tourne vers l'associatif et la dépolitisation générale de l'époque transforme et diversifie la structure du mouvement homosexuel. Ces bouleversements concordent avec le début de l'épidémie du sida en France. Là où le militantisme requérait une certaine projection dans l'avenir, passant par un horizon révolutionnaire ou une réforme législative, le sida change radicalement les manières d'appréhender le monde. Pour des jeunes dans la vingtaine, l'avenir ne se perçoit plus en années mais se compte en mois. À partir de là, il peut être difficile de trouver du sens à s'engager dans une lutte politique à plus long terme. L'avenir est hypothétique et l'expérience immédiate de la vie par l'intermédiaire de la fête devient un exutoire recherché. La politisation de l'épidémie de VIH et la création d'organisations comme *Vaincre le Sida* en 1983, *Aides* en 1984 ou *Act Up-Paris* en 1989, participent à faire évoluer cette position. C'est malgré tout l'image d'une communauté homosexuelle principalement tournée vers la fête et la décadence qui s'impose dans l'imaginaire collectif. L'écho de sa mobilisation, de son organisation et de ses luttes, il y a maintenant près de quarante ans, ne nous parvient plus que sous la forme d'un faible murmure. Il nous appartient donc aujourd'hui de l'amplifier et de lui redonner toute sa place dans l'histoire.





INVENTAIRE DES SOURCES



Une première difficulté lorsque l'on souhaite faire une histoire de l'homosexualité en France concerne les archives. Contrairement à de nombreux pays occidentaux, il n'existe pas pour le moment en France de centre d'archive national, qu'il soit institutionnel ou communautaire, consacré aux questions de genre et sexualité.

Il a donc fallu pour écrire cette histoire des *Groupes de libération homosexuels* trouver les personnes ressources qui, parmi les anciennes militantes et militants, avaient eu la rigueur de garder, de conserver et d'archiver les matériaux – journaux, tracts, comptes-rendus, correspondances – des différents *GLH*, à Paris comme en région. Cette recherche s'est alors transformée en chasse au trésor.

Au fil de mes échanges et de mes déplacements auprès de celles et ceux qui avaient lutté, j'ai pu dénicher plusieurs fonds privés ou bibliothèques qui pouvaient me servir pour mes recherches. J'ai dans un premier temps consulté la bibliothèque du centre LGBT de Paris-Île-de-France. Cette bibliothèque dispose de nombreux journaux datant des années 1970 qui allaient s'avérer très utiles. La Bibliothèque nationale de France (BNF) conserve elle aussi certains journaux des différents *GLH* mais sa collection est cependant bien plus lacunaire que celle du Centre LGBT de Paris Île-de-France.

Le seul fonds public est celui de Michel Chomarat à la Bibliothèque municipale de Lyon. Il existe ensuite les archives privées de Patrick Cardon, fondateur des *Cahiers Gay-Kitsch-Camp* qui se trouvent aujourd'hui à Montpellier. Le fonds Jean Le Bitoux, pour sa part, se trouve dans un box de la mairie de Paris, inaccessible au public...

Enfin, le fonds privé de Christian Deleusse est peut-être l'un des plus importants. Au cœur de Marseille, il dispose d'un petit appartement entièrement destiné à entreposer les archives du mouvement LGBTQIA+ dans l'attente de pouvoir



les verser à un hypothétique centre d'archives. On y trouve la grande majorité des revues et journaux homosexuels depuis les années 1970. Des caisses entières rangées par année retracent l'histoire des *Universités d'été homosexuelles (UEH)*, du *Comité d'urgence anti-répression homosexuelle (CUARH)* ou encore du journal *Gai Pied*. Depuis peu, un site a été mis en ligne qui recense une partie de ce fonds, tout comme il fournit de nombreuses informations sur l'histoire du mouvement homosexuel en France depuis ses origines.³⁴

Ce recensement n'est bien évidemment pas exhaustif mais reflète les archives auxquelles j'ai eu accès pour entamer ce travail de recherche. Un véritable guide des sources des archives LGBTQIA+, dans l'attente d'un centre d'archive spécifique, serait plus que bienvenu !

BIBLIOTHÈQUE DU CENTRE LGBT PARIS ÎLE-DE-FRANCE

- *Agence Tasse*, bulletin de l'*APPELS*

Du n° 2 daté du 5 mai 1976, 8 pages, au n° 35 non daté (printemps 1978), 28 pages.

- Revue *Diff/Éros*

Du n° 1 daté du 15 avril 1977 au n° 5, non daté, 28 pages (intégré dans les n° 30/31/32 de l'*Agence Tasse*).

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DE FRANCE

- *Interlopes* (journal du *GLH* de Lyon)

Du n° 1, automne 1977, 31 pages au n° 5, printemps 1979, 16 pages.

FONDS PRIVÉ DE CHRISTIAN DELEUSSE MARSEILLE

- Bulletin des *GLH* de province

N° 1, mai 1976, 24 pages ; n° 2, janvier 1977, 48 pages.

- *GLH Infos*, *Bulletin des Groupes de libération homosexuel*, printemps 1977, 36 pages.

34- <http://www.memoire-sexualites.org>



INVENTAIRE DES SOURCES

- *Dossier de presse sur l'homosexualité, GLH-PQ, 1977, 110 pages.*
- *Comme ça* (journal du GLH de Marseille)
Lettre d'intention à la création du journal marseillais *Comme ça* ; n° 0, printemps 1979, 4 pages ; n° 1, non daté, 5 pages.
- *Pourquoi pas* (journal du GLH de Rouen)
N° 1, printemps 1978, 19 pages.
- *Gay West* (journal des GLH de l'Ouest)
N° 1, avril-mai 1979, 22 pages.
- *Le fond de l'air est rose* (journal du GLH d'Orléans)
N° 2, janvier 1979, 23 pages.
- Tract sur la « Coordination des États généraux de l'homosexualité », 2 mai 1978.

FONDS PRIVÉ JEAN LE BITOUX PARIS

- *GLH-PQ, Réflexions*, bulletin intérieur pour le débat d'orientation.
N° 2, juillet / septembre 1976, 24 pages ; n° 3, octobre 1976 / janvier 1977, 26 pages.

- Entretien avec Michel Heim provenant initialement du site web de Jacques Girard, www.multimania.com/jgir qui n'est plus en ligne.
- *Manifeste programme pour la libération des homosexuels*, janvier 1975, provenant initialement du site web de Jacques Girard, www.multimania.com/jgir qui n'est plus en ligne.



BIBLIOGRAPHIE



ARTIERES Philippe, ZANCARINI-FOURNEL Michelle, *68, une histoire collective, 1962-1981*, Paris, La Découverte, 2008, 847 p.

BONNET Marie-Jo, *Les relations amoureuses entre les femmes : XVI^{ème}-XX^{ème} siècle*, Paris, Odile Jacob, 2001 (1981), 416 p.

CAVAILHES Jean, DUTEY Pierre, IGNASSE Gérard, *Rapport gai : enquête sur les modes de vie homosexuels en France*, Paris, Persona, 1984, 277 p.

CHAUVIN Sébastien, « Les aventures d'une "alliance objective" : Quelques moments de la relation entre mouvements homosexuels et mouvements féministes au XX^{ème} siècle », *L'Homme et la Société*, n° 158, 2006, pp. 111-130.

CRETTEZ Xavier, SOMMIER Isabelle (dir.), *La France rebelle*, Paris, Michalon, 2006, 697 p.

ERIBON Didier (dir.), *Dictionnaire des cultures gays et lesbiennes*, Paris, Larousse, 2003, 548 p.

ERIBON Didier, *Réflexions sur la question gay*, Paris, Fayard, 1999, 526 p.

FASSIN Éric, *L'inversion de la question homosexuelle*, Paris, Amsterdam, 2005, 263 p.

GIRARD Jacques, *Le Mouvement homosexuel en France : 1945-1980*, Paris, Syros, 1981, 206 p.

HAMON Hervé, ROTMAN Patrick, *Génération*. tome 1, *Les années de rêve*, tome 2, *Les années de poudre*, Paris, Seuil, 1990, 615 p.

IDIER Antoine, *Dissidanse rose : fragments de vies homosexuelles à Lyon dans les années 70*, Lyon, Michel Chomarat, 2012, 153 p.

IDIER Antoine, *Les alinéas au placard : l'abrogation du délit d'homosexualité, 1977-1982*, Paris, Cartouche, 2012, 201 p.

JACKSON Julian, *Arcadie : la vie homosexuelle en France, de l'après-guerre à la dépénalisation*, Paris, Autrement, 2009, 363 p.



LEROY-FORGEOT Flora, *Histoire juridique de l'homosexualité en Europe*, Paris, Presses universitaires de France, 1997, 128 p.

LE TALEC Jean-Yves, *Folles de France. Repenser l'homosexualité masculine*, Paris, La Découverte, 2008, 331 p.

MARTEL Frédéric, *Le rose et le noir: les homosexuels en France depuis 1968*, Paris, Seuil, 2008, 772 p.

MARTEL Frédéric, *Matériaux pour servir à l'histoire des homosexuels en France : chronologie, bibliographie, 1968-1996*, Lille, Cahiers Gay-Kitsch-Camp, 1996, 99 p.

MIELI Mario, *Éléments de critique homosexuelle*, Paris, EPEL, 2008, 355 p.

PREARO Massimo, *Le moment politique de l'homosexualité : mouvements, identités et communautés en France*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 2014, 329 p.

REBREYEND Anne-Claire, « Comment écrire l'histoire des sexualités au XX^{ème} siècle? », *Clio. Histoire, femmes et sociétés*, n° 22, 2005, pp. 185-209.

REVENIN Régis, « Les études et recherches lesbiennes et gays en France (1970-2006) », *Genre & Histoire*, n° 1, automne 2007.

SIBALIS Michael, « L'arrivée de la libération gay en France. Le Front Homosexuel d'Action Révolutionnaire (FHAR) », *Genre, sexualité & société*, n° 3, printemps 2010.

SIBALIS Michael, « Mai 68: le Comité d'Action Pédérastique Révolutionnaire occupe la Sorbonne », *Genre, sexualité & société*, n° 10, automne 2013.

TAMAGNE Florence, *Histoire de l'homosexualité en Europe: Berlin, Londres, Paris*, Paris, Seuil, 2000, 691 p.

TIN Louis George (dir.), *Dictionnaire de l'homophobie*, Paris, Presses universitaires de France, 2003, 451 p.

VOELTZEL Thierry, *Vingt ans et après*, Paris, Verticales, 2014, 211 p.





INDEX DES NOMS



Cet index n'est pas un inventaire exhaustif des Grandes Figures du mouvement. Il recense certains termes ainsi que les noms des groupes et personnes les plus citées dans le texte pour en faciliter la lecture. Les limites de l'index sont liées à la partialité des informations auxquelles nous avons eu accès.

ALEPH ou *Association pour la liberté d'expression des pédérastes et homosexuels* ou *Association laïque pour l'étude du problème de l'homosexualité* (nous ne sommes pas sû-res du nom de ce groupe, peut-être parce qu'à l'époque, il se pouvait que les groupes aient plusieurs noms, l'un explicite et l'autre plus "politiquement correct", utilisé comme couverture pour éviter la censure): créée en 1975, elle travaille sur l'histoire de l'homosexualité et fournit des dossiers de presse documentés et complétés de références bibliographiques pour alimenter la réflexion des partis politiques et de la presse sur l'homosexualité. En 1977, l'**ALEPH** devient le *Centre d'information et de documentation de l'homosexualité*.

Jean-Paul Amouroux (1949-): militant qui participe à la création du groupe homosexuel *Philandros*. Par la suite il devient une figure du *GLH Groupe de base* où il obtient le mandat de président. Il a récemment publié un ouvrage retraçant ses années de militantisme intitulé *Du rose à l'Arc en Ciel. Souvenirs authentiques d'un vieux con paranoïaque et homosexuel*.

APPELS ou *Association populaire pour l'éducation et la libération sexuelle*: association créée pour la publication, entre 1976 et 1979, de l'*Agence Tasse* puis de *Diff/Éros*. Ainsi, les militantes et militants des *GLH* qui participent à la rédaction des bulletins accèdent à une existence légale, tout en échappant à la menace de la censure.

Arcadie: revue fondée en 1954, puis association à partir de 1957, elle est dirigée par André Baudry jusqu'à sa dissolution





en 1982. Bien que ses membres se revendiquent davantage comme "homophiles" que comme homosexuel-les, on peut la considérer comme la première véritable association homosexuelle française. André Baudry souhaite promouvoir "l'homophilie", l'amour du semblable, non seulement à travers la sexualité mais aussi comme un lien affectif entre deux personnes du même sexe. Il a une position intégrationniste et revendique le droit à l'indifférence: il souhaite que l'homosexualité ne soit pas traitée comme une spécificité et que les "homophiles" soient perçus en tant que « *citoyens comme les autres* ».

André Baudry (1922-2018): ancien séminariste, André Baudry est le fondateur de la revue *Arcadie* en 1954. À partir de 1957, il dirige avec une main de fer le *Club littéraire et scientifique des pays latins (Clespala)*, qui s'est ajouté à la revue, dont le local est un ancien cinéma de la rue du Château d'eau à Paris. Réputé autoritaire, il dirige l'organisation jusqu'en 1982, date où il décide de dissoudre *Arcadie* et de se retirer en Italie où il vivra jusqu'à sa mort. André Baudry défend une certaine image de l'homosexualité qui se veut respectable et qui ne doit pas faire trop de bruit. Méprisé par les groupes homosexuels plus radicaux, il convient tout de même de souligner la place importante qu'il occupe dans l'histoire du mouvement homosexuel français.

CAPR ou *Comité d'action pédérastique révolutionnaire*: né pendant l'occupation de la Sorbonne en mai 1968, il n'existe que quelques semaines mais est cependant porteur d'une symbolique forte. Il participe à ce que l'homosexualité soit envisagée comme une véritable question politique.

CHA ou *Comités homosexuels d'arrondissement*: groupes de quartier créés à Paris en 1977 à l'initiative du *GLH-PQ* pour prendre en charge la campagne des élections législatives de 1978.

CUARH ou *Comité d'urgence anti-répression homosexuelle*: regroupement de différentes organisations homosexuelles. Structuré et organisé, il symbolise le début d'un mouvement homosexuel clair et identifiable, interlocuteur privilégié du



pouvoir politique. Il lutte en priorité sur le terrain législatif contre les lois répressives vis-à-vis de l'homosexualité.

Françoise d'Eaubonne (1920-2005): féministe libertaire, écrivaine mais aussi journaliste, enseignante et romancière. Militante contre la guerre d'Algérie, elle signe le *Manifeste des 121*. Elle participe à la rédaction du *Rapport contre la normalité* en 1971 et est cofondatrice du *FHAR* et du *MLF* où elle anime le groupe «*Écologie et Féminisme*». Elle remet radicalement en question la notion de croissance économique et démographique, dénonçant le capitalisme comme stade ultime du patriarcat. Elle est une figure incontournable du féminisme en France. Elle serait par exemple à l'origine du mot "phallocrate".

FHAR ou *Front homosexuel d'action révolutionnaire*: groupe apparu en 1971 en opposition, d'un côté, à l'extrême gauche hostile aux homosexuel·les, de l'autre, à *Arcadie* qui exige leur discrétion. Il a participé à plusieurs publications (comme le numéro 12 de la revue *Tout!* donnant une large place à des textes sur la répression sexuelle et l'homosexualité, le *Rapport contre la normalité* ou encore l'ouvrage *Trois milliards de pervers*) ainsi qu'à des actions spectaculaires (des folles des *Gazolines* en particulier). Des liens sont noués avec d'autres groupes, mais l'expérience du *FHAR* se concentre à Paris et ne dure que quelques années. Des lesbiennes le fondent, puis le critiquent rapidement et le quittent finalement deux ans plus tard, en réaction à la proportion d'homosexuels masculins et à la sexualisation des réunions et à la misogynie ambiante. Nombre de ses participantes et participants poursuivent par la suite leur engagement dans le mouvement homosexuel.

Folle: gay ou pédé revendiquant fièrement sa déviance sexuelle et de genre en s'appropriant les codes les plus tapageurs, exubérants et glamour de la féminité. Pour aller plus loin, voir *Folles de France* de Jean-Yves Le Talec.

FUORI! ou *Fronte unitario omosessuale rivoluzionario italiano!* (front unitaire homosexuel révolutionnaire italien): l'anagramme signifie en français "dehors". C'est une organisation homosexuelle,



ayant des groupes notamment à Turin ou Milan. Il œuvre pour la défense des droits des homosexuel·les de façon plutôt radicale comme l'indique sa proximité avec le *FHAR* et leurs méthodes d'action au congrès de psychiatres de San Remo ayant pour thème l'homosexualité (interruption du colloque, prise de parole de Françoise d'Eaubonne, jets de boules puantes pour dénoncer la psychiatrisation de l'homosexualité).

Jacques Girard (1950-): figure du mouvement homosexuel français, il est l'auteur de l'ouvrage *Le Mouvement homosexuel en France: 1945-1980*.

GLF ou *Groupe des lesbiennes féministes*: groupe affirmant que la sororité des lesbiennes s'exprime au-delà des classes et qu'il faut s'écarter des pièges de la culture mâle et bourgeoise. En juin 1976, à son initiative avec le *GLH-GB*, se déroule au bois de Vincennes un premier rassemblement de la fierté homosexuelle, auquel participent également les *GLH*.

GLH-GB ou *Groupe de libération homosexuel Groupe de base*: l'une des trois tendances des *GLH*. D'abord nommé *GLH XVIII^{ème}* et issu d'une scission en septembre 1975, il disparaît en 1977. Comme le premier *GLH* parisien à sa création, le *Groupe de base* vise la formation d'un mouvement de masse. Il est organisé en groupes de quartier s'adressant directement aux homosexuel·les qu'il entend ainsi rassembler. Presque absent de l'*Agence Tasse*, il se distingue des autres tendances par ses positions réformistes, contre le "ghetto marchand" et l'auto-répression des homosexuel·les.

GLH-PQ ou *Groupe de libération homosexuel Politique et quotidien*: l'une des trois tendances des *GLH*, apparue en 1975 suite à un conflit avec ce qui devient le *GLH 14 décembre*, à propos de la convergence des homosexuel·les avec les mouvements féministes et ouvriers. Le *GLH-PQ* défend des positions révolutionnaires, proches des groupes d'extrême gauche et du mouvement féministe, notamment dans la perspective de politisation du quotidien. Par ses diverses publications et ses relations avec différents groupes, il constitue la tendance la plus visible et la plus influente au niveau



national. C'est aussi celle qui mobilise le plus grand nombre de militants et militantes et qui existe le plus longtemps (elle disparaît en 1978).

GLH 14 décembre : l'une des trois tendances des *GLH*, apparue le 14 décembre 1975 et disparue fin 1976. Sa création fait suite à une scission avec ce qui devient le *GLH Politique et quotidien*, à propos de la convergence des homosexuel·les avec les mouvements féministes et ouvriers. Si des membres du *GLH 14 décembre* contribuent à *l'Agence Tasse*, cette tendance est la moins importante en termes de participation et de visibilité.

Daniel Guérin (1904-1988) : diplômé en science politique, c'est un écrivain révolutionnaire français, théoricien du communisme libertaire et historien. Dans les années 1930, il rompt avec la bourgeoisie, s'installe à Belleville et voyage en Indochine où il découvre les réalités coloniales et s'engage dans la lutte contre le colonialisme. Il soutient par exemple la Révolution algérienne. Proche de Trotsky, il devient responsable du *Parti socialiste des ouvriers et paysans (PSOP)*. Militant homosexuel, parmi ses nombreuses publications, on compte dès 1955 plusieurs livres et articles sur l'oppression des homosexuel·les notamment au sein des groupes de la gauche radicale, comme *Kinsey et la sexualité* qui traite de la situation en France. Il écrit aussi sur la colonisation et l'anarchisme, il est également l'auteur de romans et poèmes. Il fait son coming out en 1965, participe à Mai 1968 puis prend part à la création du *FHAR*.

Pierre Hahn (1936-1981) : militant du mouvement homosexuel français. Il participe à la revue *Arcadie* sous le pseudonyme d'André Clair puis, du temps du *FHAR*, à l'écriture du *Rapport contre la normalité*. Il est aussi l'auteur de la première thèse en histoire de l'homosexualité en France publiée en 1979 sous le titre de *Nos ancêtres les pervers : la vie des homosexuels sous le Second Empire*.

Michel Heim (1945-) : figure centrale du *GLH Groupe de base*. C'est principalement par son témoignage que l'on a pu reconstituer l'histoire de la création du premier *GLH* parisien.



Jean-Luc Hennig (1945-): militant du mouvement homosexuel français et journaliste à *Libération*. Il signe de nombreux articles qui participent à donner une visibilité au mouvement homosexuel. Il a été professeur de français avant d'être exclu de l'éducation nationale pour avoir fait lire l'ouvrage du FHAR, *Trois milliards de pervers*, à ses élèves.

Hétérosexisme: système fondé sur la distinction et la hiérarchisation de deux sexes, sur l'assignation d'un sexe à chaque personne et sur l'injonction à l'hétérosexualité pour toutes et tous.

Magnus Hirschfeld (1868-1935): médecin sexologue, il est une figure des luttes contre les persécutions des homosexuel·les en Allemagne. Il a la conviction que si l'homosexualité était mieux comprise, il y aurait moins d'hostilité à son encontre. Il fonde avec d'autres en 1897 la première organisation au monde à lutter pour la dépénalisation des relations homosexuelles, c'est le *Comité scientifique humanitaire*.

Guy Hocquenghem (1946-1988): grande figure du mouvement homosexuel français. Il participe activement au FHAR, en particulier aux publications comme le *Rapport contre la normalité*. Il est aussi l'un des premiers à faire un coming out public dans une perspective politique, avec la publication d'un autoportrait dans le *Nouvel Observateur* le 10 janvier 1972. Par la suite, il écrit dans *Libération* et *Gai Pied*, enseigne à Vincennes, publie plusieurs romans et essais dont *Le désir homosexuel* (1972), réalise avec Lionel Soukaz des documentaires comme *Race d'Ep!* (1979). Il meurt en 1988 des suites du sida.

Alain Huet (?-?): militant du premier GLH parisien avant de participer à la tendance *14 décembre*. Il est aussi rédacteur du bulletin des GLH, l'*Agence Tasse*, et l'une des seules personnes à y signer ses articles de son vrai nom.

Julian Jackson (1954-): professeur à l'université Queen Mary de Londres, c'est le premier historien à avoir étudié *Arcadie* dans son livre *Arcadie. La vie homosexuelle en France de l'après-guerre à la dépénalisation*.



LCR ou *Ligue communiste révolutionnaire*: parti politique français d'extrême gauche. Elle est créée en 1974 après l'interdiction et la dissolution de la *Ligue communiste* en 1973. En 1976, elle constitue une *Commission nationale homosexuelle*.

Jean Le Bitoux (1948-2010): grande figure du *GLH* de Bordeaux puis du *GLH-PQ*, journaliste à *Libération*, il est également cofondateur du journal *Gai Pied*. Au début des années 1970, il participe à créer une section du *FHAR* à Nice. Par ailleurs, très attaché à l'histoire et à ses oublis, il milite activement pour la reconnaissance de la déportation homosexuelle par les nazis au cours de la Deuxième Guerre mondiale. Il meurt des suites du sida en 2010.

MLF ou *Mouvement pour la libération des femmes*: mouvement féministe autonome et non-mixte. Le dépôt d'une gerbe portant la mention « *Il y a encore plus inconnu que le soldat inconnu, sa femme* » en 1970 est aujourd'hui retenu comme son acte fondateur. Il revendique la libre disposition de leur corps pour les femmes et remet en question la société patriarcale, en luttant par exemple pour le droit à l'avortement et à la contraception libres et gratuites.

Jean Nicolas (?-?): pseudonyme d'un militant influent du *GLH Politique et quotidien*. Trotskyiste, il est aussi membre de la *Ligue communiste révolutionnaire* et théorise avec passion le lien entre marxisme et homosexualité.

PCF ou *Parti communiste français*: un des principaux partis des années 1970 en France, qui oscille entre concurrence et alliance avec le *PS* pour dominer la gauche parlementaire. Si certains et certaines des *GLH* sont issues du *PCF*, celui-ci considère généralement l'homosexualité comme une « *dégénérescence petite-bourgeoise* », avant d'entamer une inclusion progressive des homosexuel·les à la fin de la décennie.

Philandros: groupe constitué par une partie des membres d'*Arcadie* suite à leur exclusion de la commission jeune par André Baudry. Au mois d'avril 1974, le groupe change de nom pour devenir le *Groupe de libération homosexuel*.

PSU ou *Parti socialiste unifié*: parti fondé en 1960 qui se situe entre la *Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO)*, sociale-démocrate, et le *Parti communiste français (PCF)*. Le *PSU*, proche alors de la *CFDT*, défend dans les années 1970 l'expérience autogestionnaire, soutenant en particulier les travailleurs et travailleuses de l'usine LIP.

Lionel Soukaz (1953-): réalisateur, il travaille sur l'homosexualité, la pornographie et la critique sociale. Il organise plusieurs festivals de films homosexuels dont la semaine homosexuelle à l'Olympic avec le *GLH-PQ* en 1977. Proche du *FHAR*, il réalise également avec Guy Hocquenghem *Race d'ep: un siècle d'images de l'homosexualité* en 1979.

UEH ou *Université d'été homosexuelle*: rencontre annuelle autour des homosexualités dont la première édition a lieu en juillet 1979 près de Marseille, alors que l'homosexualité est toujours pénalisée. Cette organisation existe encore sous l'appellation, depuis 1999, de "*UEEH*": *Universités d'été euro-méditerranéennes des homosexualités*; elle se dote en 2003 d'un sous titre qui évoluera jusqu'à aujourd'hui pour devenir "rencontres féministes interlesbigaytransasexqueer". Elle a été et reste un rendez-vous emblématique du mouvement homosexuel puis LGBTQIA+ en France.

REMERCIEMENTS



Je voudrais rendre hommage à toutes celles et ceux qui ont ardemment lutté pour pouvoir vivre et s'aimer un peu plus librement, au-delà de leurs peurs et de la répression.

Merci à celles et ceux qui, au fil des dernières années, m'ont donné accès à leurs archives, souvenirs et témoignages, pour permettre la reconstitution de cette histoire et sa transmission. Il s'agit aussi de garder en mémoire et de remercier toutes les personnes qui ont participé à fabriquer notre histoire, sans apparaître nulle part, ni dans les textes, ni dans les journaux et qui semblent avoir disparu sans laisser de traces ou si peu.

L'édition de ce livre a suivi une trajectoire peut-être quelque peu originale. Pendant plusieurs mois, avec une bande constituée autour du projet de ce bouquin, nous nous sommes retrouvés régulièrement, le temps d'une semaine, pour essayer de corriger et de réécrire ce livre de façon collective. Cette expérience fut particulièrement belle et aura permis, je l'espère, de créer de nouvelles complicités. Alors merci mille fois à la bande à Tahin : Cécé, Claire Johni, Daminou, Martha.

Un grand merci enfin, à Jean Cavailhes et Alain Lecoultre pour vos relectures attentives de ce manuscrit et vos conseils avisés.





TAHIN PARTY C'EST AUSSI...



COLLECTIF, *GUIDE D'AUTODEFENSE NUMERIQUE*

ISBN 978-2-912631-29-9, 490 p., 2017, 15€

Cet ouvrage vise à présenter l'« absence d'intimité » du monde numérique et propose des méthodes pour ajuster ses pratiques quotidiennes en conséquence. On y trouve des éléments de compréhension de l'outil informatique et de ses failles, des éléments de réflexion permettant d'élaborer et de mettre en place des « politiques de sécurité » et des outils permettant à quiconque d'apprendre et de répandre des pratiques de protection appropriées à chaque situation. Les technologies numériques, auxquelles il est devenu très difficile d'échapper, offrent des possibilités de contrôle et de surveillance toujours plus grandes. Ces outils, qui semblent souvent très pratiques, sont également de puissants supports dans les processus de surveillance et de répression. C'est à partir de ce constat, et de la détermination à ne pas se laisser contrôler par quelque Big Brother que ce soit, qu'un collectif s'est attelé dès 2010 à la rédaction du *Guide d'autodéfense numérique*. Cet ouvrage est l'œuvre d'un collectif anonyme de personnes qui travaillent depuis plus de 10 ans sur les questions liées à la surveillance numérique et aux moyens de la contourner, notamment en utilisant GNU/Linux.

COLLECTIF, *ON EST TOUJOURS LÀ ! 5ÈMES RENCONTRES NATIONALES DES LUTTES DES IMMIGRATIONS*

ISBN 978-2-9-912631-27-0, 208 p., 2016, 5€

Les 18 et 19 avril 2015 avaient lieu à Saint-Étienne les 5èmes rencontres nationales des luttes des immigrations. Le *Front uni des immigrations et des quartiers populaires 42*, organisateur de ces rencontres, a porté un moment fort d'échanges et de débats tant sur l'analyse de la situation politique que sur les stratégies à adopter pour construire un mouvement national des classes et quartiers populaires. L'objectif de ces rencontres





était de donner la parole aux premières personnes concernées et de porter les luttes anti-racistes, anti-coloniales et anti-impériales. À travers les voix des différentes personnes présentes à ces rencontres, ces textes dressent un état des lieux des luttes d'aujourd'hui en France dans la sphère des immigrations et des quartiers populaires. Mêlant interventions des invité-es ainsi que des participant-es, rappels historiques et analyses de différents systèmes d'oppression, c'est un livre précieux à lire, à relire et à faire passer autour de soi.

JULIA SERANO, *MANIFESTE D'UNE FEMME TRANS...
ET AUTRES TEXTES*

ISBN 978-2-912631-25-1, 166 p., 2014, 5€

L'ouvrage analyse le sexisme, la misogynie et la transphobie qui conduisent à la discrimination des femmes transsexuelles et à la dévalorisation de la féminité en général. La précision de son analyse et le décryptage des mécanismes d'oppression des femmes trans en font un ouvrage précieux pour le public francophone. En partant de l'analyse de la littérature, des films et des émissions tv, mais aussi de sa propre expérience, l'auteure porte un regard novateur et pertinent sur la condition des personnes trans.

LILA CHOULI, *BURKINA FASO.
CHRONIQUE D'UN MOUVEMENT SOCIAL*

ISBN 978-2-912631-24-4, 320 p., 2012, 8€

Burkina Faso, février 2011. La mort du collégien Justin Zongo, suite à des brutalités policières, provoque des manifestations populaires dans la ville. Tout au long du premier semestre 2011, on assiste à des manifestations, des émeutes, des incendies de bâtiments publics, mais aussi au boycott de la production de coton par la paysannerie, à des grèves dans les mines, l'éducation, la magistrature. Si la révolte au Burkina Faso n'a pas connu la même issue qu'en Tunisie et en Égypte, il y a néanmoins eu des victoires sectorielles.





PAULINE ROSEN-CROS, ¡DURO COMPAÑER@S!
OAXACA 2006. RÉCITS D'UNE INSURRECTION MEXICAINE

ISBN 978-2-912631-19-0, 368 p., 2010, 7€

Mexique, 2006: une ville entière se soulève contre un gouverneur détesté et contre tout un système économique et social autoritaire. Plusieurs attaques de la police sont repoussées par les habitant-es, qui barricadent leur ville et s'organisent au sein de l'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca (APPO). Pendant six mois, ils et elles combattent l'État au quotidien et tentent d'instaurer un nouvel ordre social. Cette lutte multi-forme rassemble des secteurs extrêmement variés de la population et s'étend dans tout l'État.

GAIL PHETERSON, FEMMES EN FLAGRANT DÉLIT
D'INDÉPENDANCE

ISBN 978-2-912631-20-6, 96 p., 2010, 3,60€

Cet ouvrage retrace et actualise certains sujets phares du féminisme contemporain allant de la violence à la grossesse, la prostitution et la migration. Gail Pheterson explore les processus du camouflage des rapports de pouvoir entre les sexes et la résurgence des explications individuelles du sexisme par les notions de déviance, de pathologie et de criminalité, ou bien d'identité, de différence et d'orientation sexuelle.

CAMILLE DE VITRY AVEC LES RESSORTISSANT·E·S DE
SADIOLA, L'OR NÈGRE

ISBN 978-2-912631-18-1, 176 p., 2009, 5€

Voilà le récit vrai d'une enquête acharnée sur la gigantesque mine d'or de Sadiola au Mali. Le site est le théâtre de toutes les prédations: conditions de travail souvent mortelles des ouvriers et ouvrières de l'exploitation ; contamination des eaux et des sols par les déchets cyanurés ; extermination lente des populations locales ; financement à grands coups d'aide publique au développement... sans parler du vol, pur et simple.





COLLECTIF IVP, *AVORTER.*

HISTOIRE DES LUTTES ET DES CONDITIONS D'AVORTEMENT DES ANNÉES 1960 À AUJOURD'HUI

ISBN 978-2-912631-17-3, 132 p., 2008, 6€

C'est un très vaste mouvement social qui a mené, en 1975, à l'adoption de la loi Veil autorisant l'avortement. Ce livre parle de femmes et de luttes, d'avortement et de droit de choisir sa fécondité, de conquêtes passées et de menaces à venir... Il part à la redécouverte d'une histoire peu connue, faite de clandestinité, de renversements de valeurs traditionnelles, d'enthousiasme collectif. Il est un appel à rester mobilisé-es sur un terrain où les acquis ne sont pas forcément si solides qu'ils paraissent.

SHULAMITH FIRESTONE, *POUR L'ABOLITION*

DE L'ENFANCE

ISBN 978-2-912631-28-9, 80 p., 2007, rééd. 2016, 4€

L'idée que nous nous faisons aujourd'hui de l'enfance (de 0 à 18 ans !) est d'invention récente. Les caractéristiques qu'on lui attribue (innocence, vulnérabilité, dépendance, etc.) sont le produit d'une construction historique. Les attentions spéciales, la protection, le « respect » dont les enfants sont l'objet, ainsi que les institutions créées pour eux, les maintiennent sous tutelle, les privent de tout pouvoir sur leur vie, les enferment dans leur rôle et, finalement, les infantilisent.

JEAN-PAUL GOUTEUX, *UN GÉNOCIDE SANS*

IMPORTANCE. LA FRANCE ET LE VATICAN AU RWANDA

ISBN 978-2-912631-15-2, 192 p., 2007, 6€

Le génocide rwandais, plus d'un million de mort-es d'avril à juin 1994, reste environné de ce flou entretenu sur la politique française en Afrique. Comme si les massacres sur le continent africain étaient des événements endémiques inévitables et incompréhensibles. Au contraire, ce génocide n'a été ni spontané ni imprévisible : il a été orchestré par les États français et rwandais. Il a également bénéficié de la complicité active de





l'Église catholique. La France et le Vatican voulaient garder le contrôle de ce petit pays au centre de l'Afrique. À tout prix. Ce million de meurtres n'aurait pas eu lieu sans le soutien indéfectible des décideurs français, mais aussi de la hiérarchie ecclésiastique.

CATHERINE BAKER, *INSOUMISSION À L'ÉCOLE OBLIGATOIRE*

ISBN 2-912631-12-2, 208 p., 2006, 8€

À sa fille qui n'est jamais allée à l'école, Catherine Baker explique ce qu'elle pense elle-même de cette institution. Si l'école est la première cible de l'auteure, ses attaques portent beaucoup plus profondément, contre la domination adulte et, au-delà, contre l'asservissement social et la gestion des individus. La première parution de ce livre date de 1985. Si les constats que dresse Catherine Baker sont très actuels, la radicalité de la remise en cause à laquelle elle se livre est quasiment impensable aujourd'hui.

CATHERINE BAKER, *POURQUOI FAUDRAIT-IL PUNIR ? SUR L'ABOLITION DU SYSTÈME PÉNAL*

ISBN 2-912631-11-4, 192 p., 2004, 8€

Tant l'archaïsme de la prison que la modernité des formes étatiques de punition qui tendent à la remplacer, et plus fondamentalement toute forme de punition, y compris dans ses manifestations privées, sont le sujet de ce livre résolument abolitionniste.

PETER SINGER, *L'ÉGALITÉ ANIMALE EXPLIQUÉE AUX HUMAINS*

ISBN 978-2-912631-13-8, 80 p., 2007, 3€

Les bases philosophiques du mouvement pour l'égalité animale. En se plaçant d'un point de vue résolument éthique, Peter Singer dénonce le spécisme, qu'il définit comme l'idéologie justifiant l'oppression que les humains subissent aux



individus des autres espèces. Notre domination sur les autres animaux constituant un fondement de notre civilisation, c'est à une véritable révolution morale et politique que nous convie Peter Singer.



ILLUSTRATIONS



COUVERTURE

Cortège du *Groupe de libération homosexuel* de Lyon à la manifestation du 1^{er} mai 1979. Photo de Michel Jaget publiée dans *Libération*, 1979©.

LA FRANCE DES ANNÉES 1970

Première manifestation du *Groupe de libération homosexuel Politique et quotidien*, en juin 1977 à Paris. Photo publiée dans *L'Express*, 1978. ©Bibliothèque municipale de Lyon, fonds Chomarat MS 0904 I à XVIII.

Affiche du *Groupe de libération homosexuel* de Bordeaux, sans date.

Sortie de la salle Pleyel à Paris, suite à l'action contre l'émission sur « L'homosexualité ce douloureux problème », 1971.

Cortèges du *FHAR* et du *MLF*, sans date.

Petites annonces publiées dans *Libération*, sans date.

Strip de Copi, extrait de la série « La femme assise », sans date.

ÉMERGENCE ET ORGANISATION DES GLH

Carte des *GLH* de France, publiée dans le *Bulletin des GLH de province* n° 2, 1977©.

Tract du *GLH* de Tours, sans date. ©Bibliothèque municipale de Lyon, fonds Chomarat MS 0904 I à XVIII.

Logo de l'*Agence tasse*, sans date.

Rubrique « Chéri je t'aime » publiée dans *Libération*, sans date.

Couverture de *Diff/Éros* n° 1, 1977©.





Tract du *GLH* de Lyon pour la manifestation du 1^{er} mai 1979. ©Bibliothèque municipale de Lyon, fonds Chomarat MS 0904 I à XVIII.

Tract du *FHAR* contre « tous les racismes », sans date. ©Bibliothèque municipale de Lyon, fonds Chomarat MS 0904 I à XVIII.

Couverture de *Fuori* n° 0, 1971©.

DÉCLINER LES IDENTITÉS

Réunion d'un *GLH*, sans date.

Photo d'une manifestation du *GLH*, publiée dans *L'Étincelle* n° 59, 1978. ©Bibliothèque municipale de Lyon, fonds Chomarat MS 0904 I à XVIII.

STRATÉGIES POLITIQUES

Affiche pour la campagne législative réalisée par Copi, 1978©.

LA FIN D'UNE ÉPOQUE...

Affiche annonçant un bal organisé par le *GLH* de Marseille à l'Alhambra en juin 1978.

... ET LE DÉBUT D'UNE AUTRE

Couverture de *Gai Pied* n° 0, février 1979©.

Couverture de *Gai Pied* n° 1, avril 1979©.

Programme de l'*Université d'été homosexuelle* organisée à Marseille en juillet 1979.

Une table ronde lors de l'*Université d'été homosexuelle* organisée à Marseille en juillet 1979.

CONCLUSION

Couverture de *Gai Pied* n°26, mai 1981.

Contactez la maison d'édition pour l'utilisation de ces illustrations.







*Cortège du Groupe de libération homosexuel
de Lyon à la manifestation du 1^{er} mai 1979.*



TAHIN PARTY [طحين تارتيز]
n.f. (de *tahin*, 100% sésame, et
party, insouciance occidentale)
1. *Soc.* Édition érémyphile. 2. *Pol.*
La nature n'existe pas. 3. *Hist.*
Trahir ses pairs ; renoncer à ses
privilèges ? 4. *Biol.* Moins de
souffrances. 5. *Géopol.* Le reste
du monde s'invite à la fête.

